



Réductions des cotisations sociales  
et  
modalités de financement alternatif

27 avril 2011



## Table des matières

<b>Note de couverture - Financement alternatif de la Sécurité sociale: quelques considérations majeures</b>	<b>5</b>
<b>Executive summary - Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif</b>	<b>15</b>
<b>Statistische informatie met betrekking tot de sociale zekerheid en de overheidsontvangsten</b>	<b>31</b>
<b>Variante de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif: Bureau fédéral du Plan</b>	<b>91</b>
<b>Social security contribution reductions and various alternative financing scenarios: simulation results obtained with the NBB's 'noname' model</b>	<b>123</b>
<b>Annexe technique - Quelques différences importantes entre le modèle Noname et le modèle Hermes</b>	<b>143</b>



## **Note de couverture**

### **Financement alternatif de la Sécurité sociale: quelques conclusions majeures**

**27 avril 2011**



Le gouvernement a demandé à la BNB et au BFP de réaliser une étude globale du financement des prestations sociales et d'examiner comment celui-ci pourrait être modifié afin de favoriser la création d'emplois et soutenir la compétitivité des entreprises. La réflexion devait se faire en tenant compte, de la nécessité (1) d'assurer le financement de long terme et la soutenabilité de la Sécurité sociale, (2) de maintenir le caractère redistributif de notre système de prélèvement et (3) de favoriser une utilisation plus durable des ressources de la planète. Le gouvernement a en outre demandé de porter une attention particulière à plusieurs conditions connexes: la stabilité à moyen et à long terme des recettes qui concourent au financement des prestations sociales et la nécessité de s'intégrer dans un cadre européen.

Cet exercice fournit également des enseignements utiles sur certains leviers permettant à la Belgique de répondre aux défis de la stratégie UE 2020 qui vise à faire de l'Union européenne une économie intelligente, durable et inclusive. Cette stratégie de croissance, qui prolonge celle dite de Lisbonne, s'appuie sur cinq objectifs clés en matière d'emploi, de recherche et développement, d'éducation, d'environnement et de pauvreté. Dans ce contexte, il s'agit à la fois de stimuler la demande et l'offre de travail, de façon à augmenter le taux d'emploi et le potentiel de croissance. La nouvelle stratégie européenne valorise non seulement le volume, mais aussi la qualité de l'emploi. L'éducation, au travers notamment de la lutte contre le décrochage scolaire, apparaît ainsi comme un instrument efficace pour réduire durablement le nombre de demandeurs d'emploi peu qualifiés. Pour ce groupe en particulier, l'accent est encore trop souvent mis sur le coût du travail sans veiller aux aspects qualitatifs de la main-d'œuvre et des emplois créés. Des effectifs qualifiés et des emplois à haute valeur ajoutée sont en effet de puissants moteurs d'innovation, de croissance et de progrès social. Enfin, une action conjointe sur les déterminants de la demande et de l'offre de main-d'œuvre est aussi de nature à stimuler l'emploi en favorisant une évolution des salaires en ligne avec la croissance de la productivité, de façon à maintenir la compétitivité des entreprises belges.

Les effets d'une modification du mode de financement des prestations sociales ont été étudiés par la BNB et le BFP au moyen de leurs modèles macro-économétriques respectifs<sup>1</sup>. Leur caractère macroéconomique permet d'analyser l'impact des mesures possibles sur l'emploi, la croissance économique, la compétitivité et les finances publiques. Ces deux modèles ont des conceptions et des bases théoriques différentes. Les résultats qui en sont dérivés sont forcément différents, mais des messages convergents apparaissent. Les simulations réalisées ont consisté, d'une part, à réduire les cotisations patronales de sécurité sociale, soit de façon générale, soit de façon ciblée, ainsi que les cotisations personnelles, et d'autre part, à augmenter en compensation un certain nombre de prélèvements. Les candidats envisagés sont la TVA (avec ou sans neutralisation de l'impact mécanique de la hausse des taux sur l'indexation des salaires), les accises, une taxe sur les émissions de CO<sub>2</sub>, une CSG ou cotisation sociale généralisée avec un abattement à la base de 13.000 €, une CVA ou cotisation sur la valeur ajoutée, l'IPP, l'ISOC, et le précompte mobilier. Le choc introduit est de 0,5 % du PIB, soit 1,8 milliard d'euros environ en 2010. Les recettes nettes ex ante d'un "saut d'index" par contre, une modalité de refinancement également analysée dans le cadre de cette étude, sont estimées à quelque 2,9 milliards d'euros<sup>2</sup>. De par la taille du choc initial, les résultats de cette simulation ne sont pas directement comparables à ceux des autres modalités de refinancement. Les résultats de ce scénario sont donc repris dans un paragraphe séparé.

---

<sup>1</sup> Il s'agit du modèle Noname pour la BNB et du modèle Hermes pour le BFP.

<sup>2</sup> Recettes nettes si la mesure avait été introduite en 2010, sous la même forme que les trois sauts d'index qui ont eu lieu en Belgique dans les années '80. Ce montant a ensuite été gardé constant en termes nominaux.

Comme la réflexion porte sur une modification structurelle du système de financement, dans les conclusions on se focalisera sur les résultats à moyen terme des modèles, c'est-à-dire 7 années après que la réforme ait été introduite.

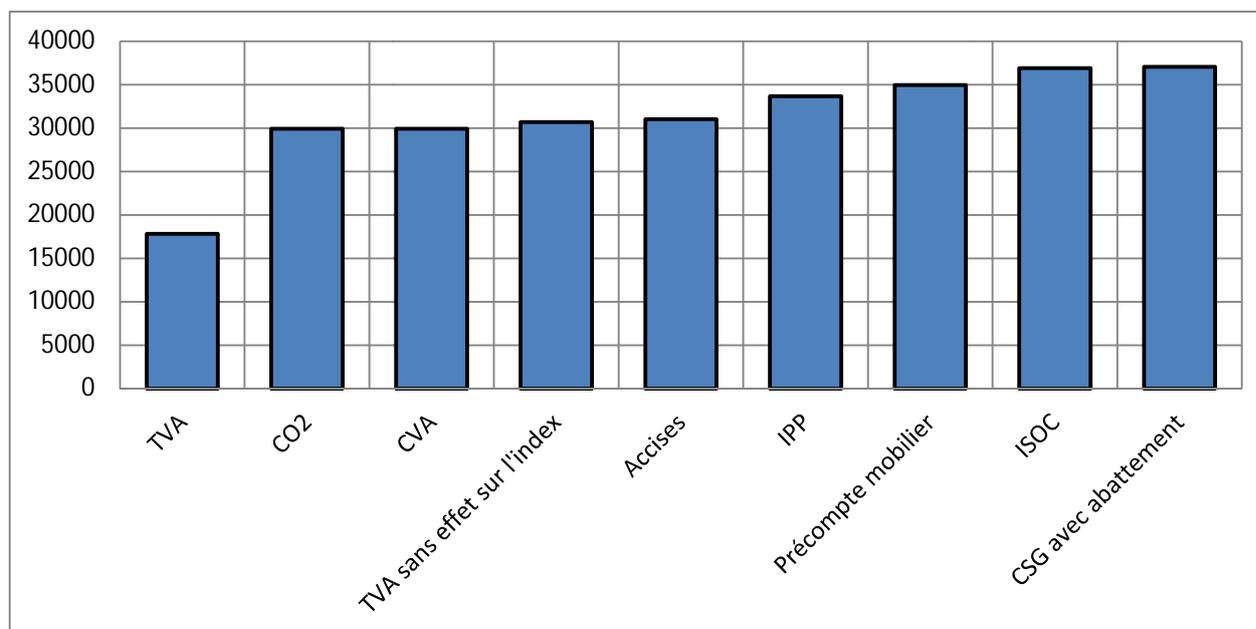
## **1. Un autre mode de financement de la Sécurité sociale comme axe d'une politique de hausse du taux d'emploi**

Différentes études du Comité d'étude du vieillissement ont montré que les évolutions démographiques entraîneraient une augmentation du coût des prestations sociales dans le futur. En conséquence, la soutenabilité financière de la Sécurité sociale n'est pas garantie à long terme et une stratégie baptisée «three-pronged strategy» a été définie au niveau européen. Celle-ci comprend trois volets d'action: la réduction des charges d'intérêt de la dette publique, les réformes des systèmes de pension et de soins de santé et la hausse du taux d'emploi. Le relèvement de l'âge de départ effectif moyen à la retraite via la réforme des systèmes de protection sociale est l'un des axes essentiels de cette stratégie. Les deux premiers volets de la «three-pronged strategy» ne constituent pas le sujet de la présente étude. La hausse du taux d'emploi via le relèvement de la demande de travail y est par contre centrale.

Toutes les réductions de cotisations patronales diminuent le coût salarial des entreprises et favorisent un processus de substitution du capital par le travail. La plupart des études effectuées dans le domaine mettent en évidence une efficacité plus grande des réductions de cotisations patronales ciblées sur les bas salaires par rapport aux réductions de cotisations patronales générales du point de vue de la création d'emplois. C'est également le cas pour cette étude-ci. On ne peut néanmoins pas oublier que ce résultat a été obtenu avec l'adoption d'hypothèses supplémentaires dans le cadre d'une réduction ciblée, soit au niveau des effets de substitution entre travailleurs à bas et à hauts salaires, soit au niveau d'une élasticité de demande d'emploi différente entre ces deux groupes de travailleurs. Afin d'examiner les effets induits sur l'emploi des mesures compensatoires au niveau budgétaire, dans le graphique qui suit, on a calculé l'effet net sur l'emploi d'une réduction de cotisations ciblée compensée par différentes modalités de financement alternatif. L'hypothèse forte reprise ici est celle d'une simulation où les salaires bruts hors index restent inchangés par rapport à leur évolution dans une simulation de base, ce qui suppose que les effets induits possibles des créations d'emplois et des modifications des prélèvements obligatoires sur la hausse des salaires puissent être neutralisés, par exemple via des mesures de stimulation de l'offre de travail ou par une modification de comportement dans les conventions paritaires.

On constate que les effets sur l'emploi d'une opération de réduction ciblée des cotisations sociales compensée sont assez semblables selon les modalités de financement alternatif: autour de 30.000 emplois nets créés pour une opération portant sur 0,5 pour cent du PIB ex ante. Seul, le financement par la TVA (sans neutralisation de l'impact mécanique de la hausse des taux sur l'indexation des salaires) donne des résultats nettement inférieurs en termes d'emploi. Le précompte mobilier, l'ISOC ou la CSG sont des candidats un peu plus favorables à la création nette d'emplois. Notons cependant qu'un relèvement de l'ISOC ou du précompte mobilier peut poser des problèmes de délocalisation ou réallocation de la base taxable qui ne sont pas évalués par les modèles et qui appellent une coordination sur le plan européen au moins.

**Graphique 1 - Emplois nets créés à un horizon de 7 ans, pour une opération de réduction des cotisations employeurs ciblée et compensée budgétairement selon différentes modalités de financement alternatif (0,5 % du PIB ex ante), salaires exogènes (résultat moyen des deux modèles)**



Sources: BFP, BNB.

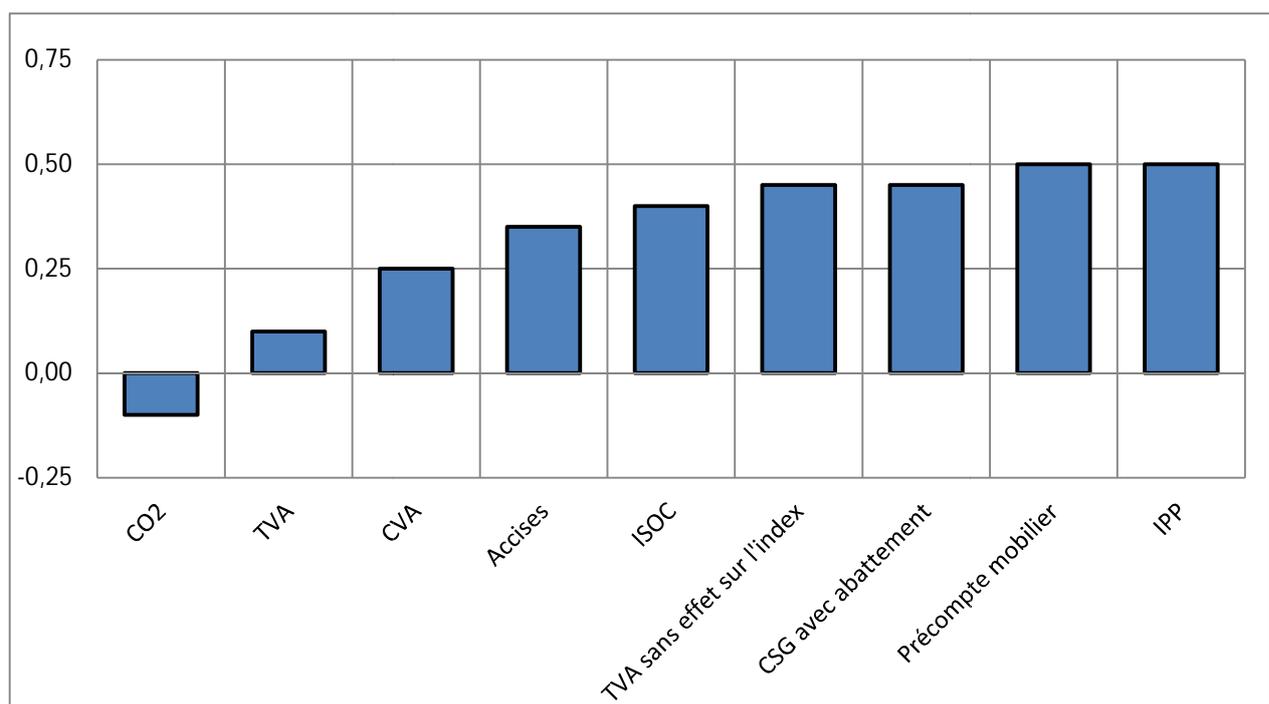
## 2. Un autre mode de financement de la Sécurité sociale comme axe d'une politique de soutien de la compétitivité des entreprises

Un autre aspect de la demande du gouvernement concerne l'analyse des modes de financement de la Sécurité sociale qui pourraient favoriser la compétitivité. Les entreprises qui sont en concurrence sur le marché belge ou sur les marchés internationaux avec des entreprises étrangères sont confrontées à des problèmes de compétitivité qui interagissent avec les dispositifs propres à notre modèle social. Les implications pour le coût salarial du mode de négociation des salaires et du financement des prestations sociales ont des aspects macro-économiques qui doivent être gérés et ont demandé par le passé des interventions du gouvernement. Ces interventions ont consisté à réduire les cotisations des employeurs à la Sécurité sociale, soit de manière générale (réduction structurelle), soit de manière ciblée (bas salaires, jeunes travailleurs et travailleurs âgés) ou à subventionner dans le chef de l'employeur le précompte professionnel à l'IPP, soit de manière générale, soit de manière ciblée (précompte des chercheurs, travail en équipe, travail de nuit). Du point de vue des effets macro-économiques, ces différentes mesures vu qu'elles s'attaquent toutes aux coûts salariaux des entreprises (qui sont l'indicateur central de la loi relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité) ont grosso modo les mêmes caractéristiques. Outre le fait qu'elles favorisent un processus de substitution du capital par le travail, ces mesures permettent également aux entreprises d'offrir leurs produits et services à des prix plus concurrentiels sur les marchés internationaux. Pour autant que les mesures de refinancement poussent les entreprises à augmenter leurs prix à l'exportation, l'amélioration de la compétitivité-prix sera au moins en partie neutralisée en cas de combinaison des deux types de mesures.

Les résultats de cette étude indiquent que les réductions générales des cotisations patronales ont sur les exportations des effets macroéconomiques similaires à celles qui sont ciblées sur les bas salaires. Bien entendu, le ciblage sur les bas salaires privilégie certains secteurs d'activité où les personnes à faible qualification sont relativement plus présentes (notamment le secteur Horeca et celui des transports routiers, ainsi que les secteurs des biens de consommation et des autres services marchands). Cette section de l'étude se focalisera dès lors sur les effets d'une combinaison d'une réduction générale (non ciblée) des cotisations patronales de sécurité sociale avec différentes mesures de refinancement telles que mentionnées ci-dessus.

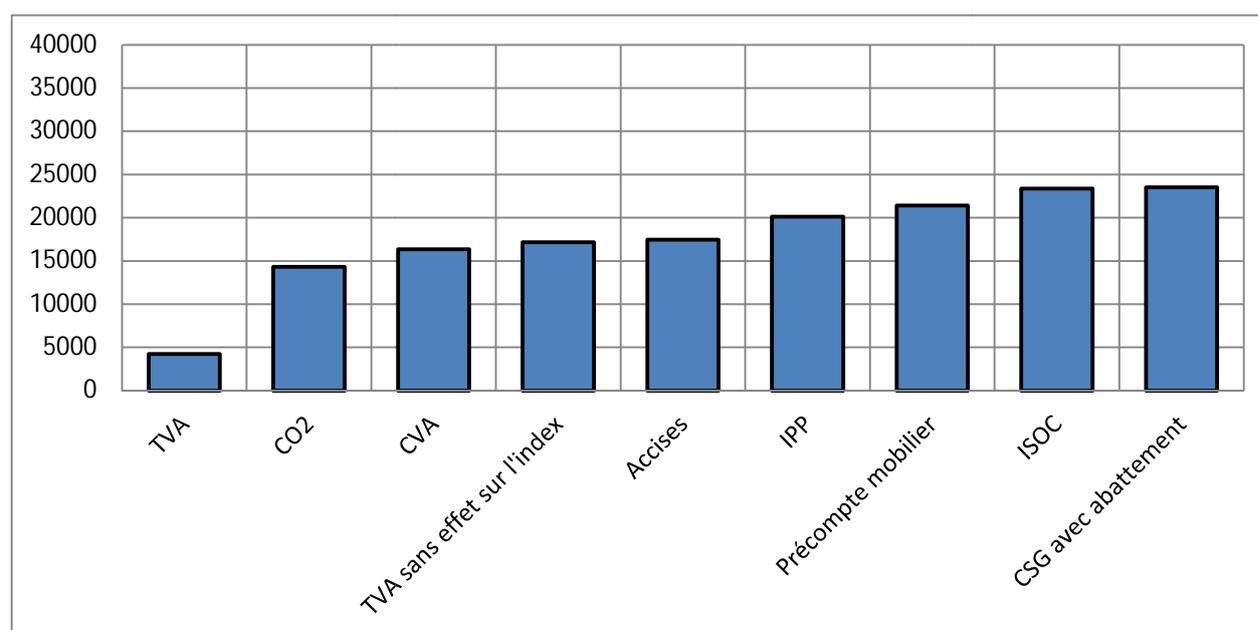
Afin d'évaluer les effets sur la compétitivité des entreprises, le graphique ci-dessous examine l'incidence sur les exportations d'une réduction générale des cotisations patronales refinancée par une série de hausses d'impôts directs et indirects. Sur la gauche du graphique se trouvent les mesures compensatoires qui entament le plus l'amélioration de la compétitivité des entreprises, qui découle des réductions de cotisations. Ce sont les mesures qui exercent une pression directe (CO<sub>2</sub>, prélèvement sur la valeur ajoutée, ISOC) ou indirecte, par le biais de l'incidence de l'augmentation du niveau des prix intérieurs sur les salaires (TVA, accises), sur les prix à l'exportation et qui dès lors dégradent la performance des entreprises belges à l'exportation. Les mesures de refinancement qui se trouvent à droite du graphique (IPP, précompte mobilier, CSG avec abattement et TVA sans effet sur l'index) ont peu ou pas d'influence sur le mode de fixation des prix des entreprises et maintiennent ainsi l'amélioration de la compétitivité, résultant des réductions de cotisations, presque complètement intacte.

**Graphique 2 - Variation procentuelle des exportations à un horizon de 7 ans, pour une opération de réduction des cotisations employeurs non ciblée et compensée budgétairement selon différentes modalités de financement alternatif (0,5 % du PIB ex ante), salaires exogènes (résultat moyen des deux modèles)**



Tout comme dans la section précédente de la présente étude, cette section-ci s'intéressera également aux effets sur l'emploi d'une combinaison d'une réduction générale des cotisations avec une série de mesures de refinancement. Comme l'indique le graphique ci-dessous, on voit tout d'abord que les effets sur l'emploi sont systématiquement plus bas lorsque l'on considère une combinaison avec une réduction générale qu'avec une réduction ciblée sur les bas salaires. Mais le classement des mesures étudiées reste exactement le même. Certaines mesures compensatoires sont à éviter, comme la hausse de la TVA, d'autres sont plus favorables comme le précompte mobilier, l'ISOC ou la CSG.

**Graphique 3 – Emplois nets créés à un horizon de 7 ans, pour une opération de réduction des cotisations employeurs non ciblée et compensée budgétairement selon différentes modalités de financement alternatif (0,5 % du PIB ex ante), salaires exogènes (résultat moyen des deux modèles)**



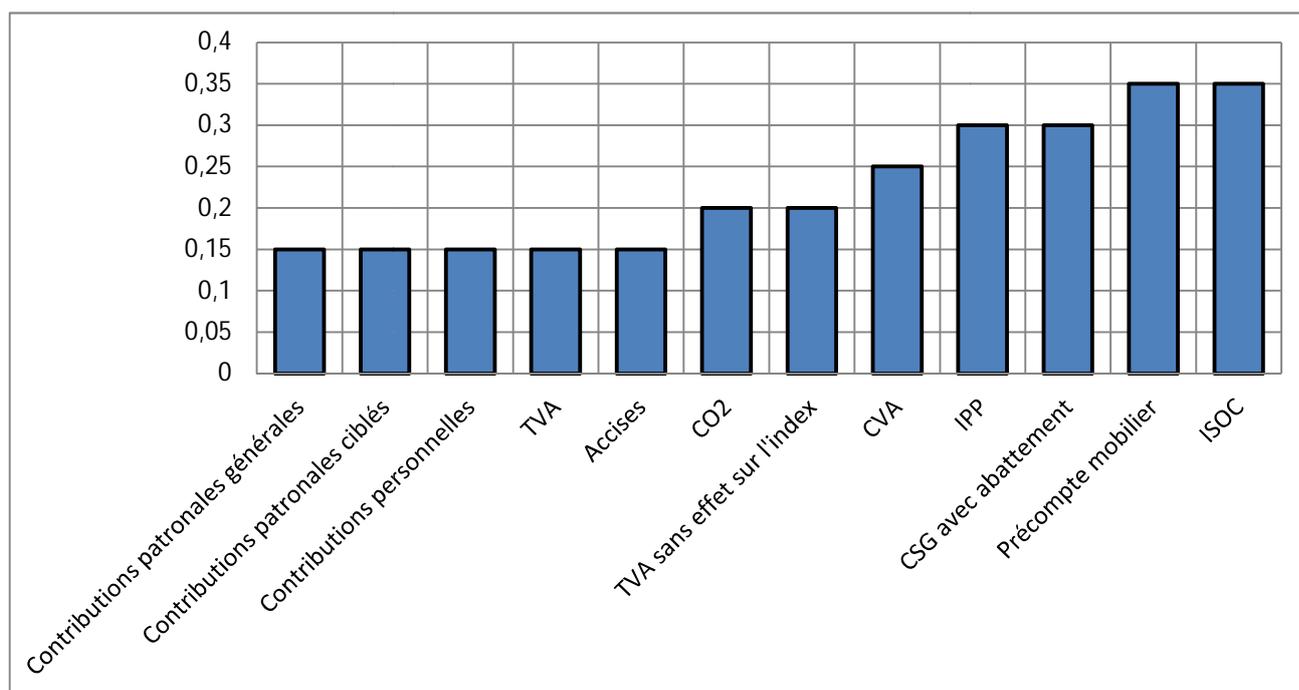
Sources: BFP, BNB.

L'absence de réaction des salaires aux diverses mesures conditionne de manière importante l'incidence de ces mesures. Ainsi lorsque les salaires peuvent être renégociés, ce qui est fort probable dans une perspective relativement longue comme celle présentée ici, les effets positifs sur l'emploi d'une diminution des cotisations patronales sont réduits de un tiers à un demi tandis que les pertes d'emploi consécutives par exemple au relèvement de l'IPP sont doublées.

### 3. Efficacité budgétaire des différents types de prélèvement à moyen terme

La présente étude montre aussi quelles mesures ont le plus d'efficacité budgétaire à moyen terme, c'est-à-dire celles qui ont les effets budgétaires *induits* les moins négatifs ou les effets nets les plus positifs sur le solde net à financer de l'ensemble des administrations publiques. Le graphique ci-dessous donne les effets nets à moyen terme des différentes mesures sur ce dernier.

**Graphique 4 – Amélioration du Solde Net à Financer des administrations publiques à un horizon de 7 ans en point de pourcentage du PIB, pour une augmentation de prélèvement de 0,5 % du PIB ex ante, salaires exogènes (résultat moyen des deux modèles)**



Sources: BFP, BNB.

Les messages suivants en ressortent :

- Les mesures les plus efficaces, budgétairement parlant, à moyen terme sont le précompte mobilier et l'ISOC, viennent ensuite la CSG et l'IPP. Pour ces deux dernières il subsiste toutefois une part d'incertitude vu l'hétérogénéité des résultats selon le modèle considéré ;
- Les mesures les moins efficaces sont les cotisations sociales et la TVA (sans neutralisation de l'impact mécanique de la hausse des taux sur l'indexation des salaires), viennent ensuite les accises et la taxe CO2, qui sur le plan budgétaire pâtissent des effets de substitution que ces prélèvements induisent sur leur base taxable, ce qui reflète bien entendu l'efficacité de ces prélèvements du point de vue des objectifs environnementaux.

#### 4. Scénario d'un saut d'index

Dans le cas d'un saut d'index, les pouvoirs publics affectent la quasi-totalité de l'effet d'une indexation de 2 % des salaires et des transferts publics aux ménages au budget de la sécurité sociale, sans toucher aux coûts salariaux. Dans un cadre de salaires exogènes, cette mesure, à elle seule<sup>3</sup>, détruirait, à terme, selon la moyenne des résultats des deux modèles, 15.600 emplois<sup>4</sup>. Si les salaires du secteur privé peuvent être renégociés après

<sup>3</sup> Un scénario combiné n'est pas présenté ici, étant donné que le coût ex-ante d'une réduction de cotisations patronales ne correspond pas aux recettes ex-ante d'un saut d'index.

<sup>4</sup> Soit -12.800 emplois selon Hermes et -18.300 emplois selon Noname.

l'introduction du saut d'index, les pertes d'emplois s'élèveraient à 20.000 unités<sup>5</sup>. Dans les deux cas analysés, les deux modèles trouvent à terme une amélioration du solde des administrations publiques de 0,2 % du PIB.

## 5. Conclusion

La réalisation des objectifs ambitieux d'augmentation du taux d'emploi à l'horizon 2020 prévus dans les engagements européens de la Belgique ne peut pas réussir sans une réforme d'envergure dont un des éléments de base pourrait se trouver dans une opération de tax shifting visant à alléger le coût du travail, en particulier, des travailleurs peu qualifiés. Différentes modalités de financement alternatif de la Sécurité sociale sont envisageables. Celles qui semblent le plus efficace tant budgétairement que pour la compétitivité et l'emploi sont la CSG, l'ISOC et le précompte mobilier. Cependant, les problèmes de délocalisation ou réallocation de la base taxable que posent l'ISOC et le précompte mobilier ne sont pas évalués par les modèles et appellent une coordination au niveau européen au moins.

Une opération portant sur 0,5 % du PIB et l'adoption d'une hypothèse forte d'une simulation où les salaires bruts hors index restent inchangés par rapport à leur évolution dans une simulation de base, permettraient de créer environ 30.000 emplois nets à un horizon de 7 ans, ce qui correspond à une augmentation de 0,7 % du taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans. Néanmoins, hormis la TVA, sauf si l'impact mécanique de la hausse des taux est neutralisé au niveau de l'indexation des salaires, les différences entre modalités de financement alternatif ne sont pas très grandes, si bien que le choix entre elles dépend de critères spécifiques supplémentaires qui n'ont pas été abordés explicitement dans cette étude: répartition des revenus, environnement, stabilité à long terme des prélèvements, délocalisation ou réallocation des bases imposables. L'adoption d'une hypothèse de libre négociation salariale réduirait toutefois fortement les effets positifs. De plus, une action sur l'offre de travail est indispensable (incitation, formation, politique salariale), en particulier, pour que la hausse de l'emploi induite de l'opération de tax shifting n'entraîne pas une hausse des salaires et ne réduise ainsi l'effet final sur l'emploi. Les effets sur l'offre de travail des mesures de financement alternatif n'ont cependant pas pu être évalués avec les modèles ; des méthodes plus ad hoc sont à ce sujet nécessaires.

D'autre part, un financement de la Sécurité sociale via le biais d'un saut d'index, finalement, coûterait à l'économie belge, selon les hypothèses salariales retenues, entre 16.000 et 20.000 emplois.

Rappelons, pour terminer, que le mode de financement le plus efficace, d'un point de vue économique et financier, pour financer le surcroît de dépenses sociales occasionnées par le vieillissement de la population dans le long terme est la réduction des charges d'intérêt sur la dette publique.

---

<sup>5</sup> Soit -19.100 emplois selon Hermes et -21.600 emplois selon Noname.



## **Executive summary**

# **Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif**

**27 avril 2011**



Ce rapport présente les principaux résultats de travaux visant à évaluer les effets sur l'économie belge d'opérations de redéploiement de la pression fiscale et parafiscale visant à promouvoir l'emploi. Ces travaux portent plus précisément sur les effets macroéconomiques et budgétaires de diverses modalités de réductions des cotisations sociales (patronales ou personnelles) d'une part, d'augmentation d'autres formes de prélèvements d'autre part. Ce rapport répond à une demande du gouvernement fédéral, adressée conjointement au Bureau fédéral du Plan et à la Banque nationale de Belgique le 15 mars 2010. Dans le courrier qu'il adresse aux deux institutions, le gouvernement demande que celles-ci examinent « dans quelle mesure le financement des prestations sociales pourrait être modifié afin de favoriser la création d'emplois et de soutenir la compétitivité de nos entreprises ».

Le rapport contient, outre cet « executive summary », quatre parties:

- une partie statistique réalisée par la Banque nationale de Belgique;
- les résultats des simulations économétriques du Bureau fédéral du Plan;
- les résultats des simulations économétriques de la Banque nationale de Belgique;
- une annexe technique traitant des différences entre les deux modèles.

## 1 Données statistiques

La première partie comprend des données statistiques relatives à la sécurité sociale en Belgique ainsi qu'une comparaison internationale du financement de l'ensemble des administrations publiques. Elle présente tout d'abord des informations détaillées sur l'évolution des recettes de la sécurité sociale en Belgique et compare la structure de financement de la sécurité sociale avec celle en place dans d'autres pays européens. Elle examine ensuite l'évolution des dépenses de la sécurité sociale. Enfin, le niveau et la structure des recettes des administrations publiques en Belgique sont comparés avec ceux relevés dans les autres États membres de l'UE.

Il ressort de ces données que la structure des moyens de financement de la sécurité sociale s'est fortement modifiée ces dernières décennies. Au cours de la dernière décennie, les cotisations sociales rapportées au PIB sont demeurées relativement stables, mais les transferts des autres niveaux de pouvoir – y compris l'apport de recettes fiscales provenant du pouvoir fédéral dans le cadre du financement alternatif – ont augmenté, ce qui a accru les recettes totales de la sécurité sociale. L'importance des cotisations sociales, qui représentaient encore trois quarts des recettes totales au changement de millénaire, est de ce fait revenue à 68% en 2009.

Par ailleurs, la comparaison internationale des recettes des administrations publiques révèle que la Belgique est un des pays présentant la pression fiscale et parafiscale la plus élevée d'Europe. En particulier, la pression fiscale sur le travail est relativement élevée en Belgique. Il est dès lors opportun d'examiner si les recettes des administrations publiques ne pourraient pas en partie provenir d'autres sources de financement. On peut notamment imaginer une taxe sur la consommation ou sur les activités

polluantes, mais aussi des recettes provenant de nouveaux impôts sur le patrimoine et sur les revenus du patrimoine. Les possibilités sont toutefois limitées.

## **2. Analyse macroéconomique des réductions de cotisations et des modalités de financement alternatif**

### *Methodologie*

Les travaux réalisés à l'aide des modèles macro-économétriques du Bureau fédéral du Plan et de la Banque nationale de Belgique ont été menés selon une approche modulaire. Ainsi, ils considèrent séparément les effets des réductions de cotisations patronales – générales et ciblées - et personnelles et des mesures de financement par relèvement des taxes indirectes d'abord et des taxes directes ensuite, sans réaliser de scénarios combinés. Le résultat de telles combinaisons peut être approché en additionnant les effets chiffrés des mesures individuelles, vu la linéarité, en variante, des réactions des modèles utilisés. À ce stade, dans les mesures de financement, l'application d'un saut d'index est également étudiée tandis que les compensations possibles par diminutions de dépenses ne sont pas analysées ici.

Toutes les variantes<sup>1</sup> sont calibrées de manière à introduire, ex ante, une baisse ou une hausse de recettes qui soit identique la première année de simulation, à savoir 0,5% du PIB ; ce choc est maintenu pendant les sept années suivantes. Les résultats sont présentés en écart par rapport à un scénario de base. À l'exception du solde budgétaire et de l'emploi, cet écart est exprimé en pourcentage. Ce résumé se concentre sur les effets de moyen terme (après 7 ans).

La réaction des salaires aux diverses mesures touchant la fiscalité et la parafiscalité conditionne de manière importante l'incidence de ces mesures sur l'emploi et les finances publiques. C'est pourquoi différentes hypothèses ont été posées quant à la formation des salaires. Selon la première hypothèse, les mesures sont sans effet sur l'évolution du salaire brut horaire réel. Le salaire brut hors index pris en compte dans les variantes est alors identique à celui de la projection de référence. Ces scénarios supposent que la négociation salariale n'est pas affectée par les mesures considérées. Il s'ensuit que les variantes intégrant des réductions de cotisations sociales patronales supposent une pleine répercussion de la mesure sur le coût salarial, alors que les variantes qui touchent aux prélèvements affectant le revenu des ménages (cotisations personnelles, impôt des personnes physiques (IPP), saut d'index) laissent ce coût salarial quasiment inchangé.

L'expérience de l'évolution des salaires en Belgique, surtout dans une perspective relativement longue comme celle présentée ici, montre que seule une modification de comportement dans les négociations paritaires serait susceptible de valider cette première hypothèse. Dès lors, dans une seconde hypothèse, les mesures touchant aux prélèvements obligatoires ont un impact sur la formation du salaire brut. Cet

---

<sup>1</sup> À l'exception de la variante « saut d'index ».

impact est supposé conforme à une logique de libre négociation salariale. Dans tous les cas de figures considérés, l'offre de travail est exogène et ne répond donc pas aux modifications des salaires, de la taxation et de l'activité.

### *Mises en garde*

Il est souvent délicat de simuler des mesures de redéploiement de la fiscalité à l'aide de modèles macroéconomiques qui ignorent dans une large mesure les effets de distorsion qu'exercent les taxes sur l'offre de travail, sur l'innovation et sur la localisation d'activités économiques. Une réforme pragmatique doit notamment tenir compte de la mobilité des bases taxables: des modifications dans les préférences pourraient conduire les consommateurs à effectuer plus d'achats à l'étranger si la TVA était plus élevée ou donner lieu à des réallocations d'actifs et à des fuites de capitaux si l'impôt sur le capital est augmenté.

De même, une augmentation de l'impôt des sociétés ou une cotisation sur la valeur ajoutée (CVA) qui s'y apparente ne serait pas sans incidence sur les délocalisations d'entreprises et toucherait différemment chaque entreprise selon son intensité capitalistique. Dans une petite économie ouverte caractérisée par une structure des coûts de production pesant sur la compétitivité de ses entreprises et où le coin fiscal et parafiscal sur les revenus du travail est des plus élevés, toute modification des prélèvements obligatoires doit veiller à maintenir l'équilibre des finances publiques. Elle doit aussi prendre en compte la structure d'ensemble de la fiscalité et de la parafiscalité chez ses principaux partenaires dans la mesure où ces pays utilisent de plus en plus leur système de taxation pour améliorer leur compétitivité dans des marchés globalisés.

Il faut aussi reconnaître qu'un modèle n'est fiable que pour des chocs d'une ampleur effectivement observée durant la période sur laquelle il a été estimé. Pour des chocs plus importants, les intervalles de confiance des coefficients estimés ne seront plus valables. Il en va de même pour la mise en place de politiques économiques nouvelles comme la CVA ou la cotisation sociale généralisée (CSG). Ce rapport permet d'examiner les ordres de grandeur de certains effets; il faut toutefois se garder d'une trop grande illusion quant à la précision de ces estimations.

Les modifications de fiscalité analysées dans ce rapport ne constituent qu'un levier parmi d'autres d'une stratégie d'amélioration du marché du travail. Étant donné les problèmes structurels sur ce marché en Belgique, une réduction des coûts salariaux doit s'inscrire dans un cadre plus large de politiques favorisant l'emploi grâce à la croissance économique - sur laquelle l'innovation joue un rôle important - et visant à redynamiser le marché du travail, notamment en incitant à une plus grande participation, en réduisant les inadéquations en termes de qualification, en favorisant la mobilité professionnelle et géographique, etc.

Dans ce contexte, le reste du rapport est organisé comme suit. Les scénarios de diminution des cotisations sont d'abord traités. Ensuite, les mesures compensatoires par augmentation de la fiscalité indirecte sont analysées. Elles sont suivies des mesures touchant à la fiscalité directe. Étant donné les limitations inhérentes à tout modèle et l'incertitude quant à la manière la plus adéquate d'introduire les mesures dans les simulations, il est hasardeux de tenter de classer les mérites respectifs de chacune des mesures.

Néanmoins, il apparaît que les diminutions de charge (mesures compensatoires) sont toujours créatrices (destructrices) d'emploi et coûtent (rapportent) aux finances publiques. Ainsi, afin de donner une vue synthétique des résultats obtenus par les deux institutions, ce résumé se focalise sur les impacts mesurés pour quelques grands indicateurs (l'activité, l'emploi et le solde budgétaire). Les grands mécanismes à la base des résultats qui sont obtenus sont brièvement décrits et des explications complémentaires sont ajoutées lorsque les résultats diffèrent significativement d'un modèle à l'autre.

Ces différences sont inhérentes à toute modélisation économétrique, qui reste une représentation schématique, même si elle peut être fort détaillée, de l'activité économique d'un pays. Les deux modèles utilisés sont certes tous deux des modèles économétriques, testés empiriquement sur les mêmes données de la comptabilité nationale belge. Toutefois, des différences existent quant à leur méthodologie de développement. Par exemple, le modèle Noname de la Banque nationale de Belgique est un modèle trimestriel national (et de taille moyenne: 120 équations au total), alors que le modèle Hermes du Bureau fédéral du Plan est annuel et sectoriel (et de grande taille : le modèle Hermes incorpore près de 7 000 équations). Les spécifications de certaines fonctions de comportement peuvent aussi différer, la théorie économique n'étant pas « unifiée ». Cela peut provoquer des réactions, à un même choc exogène, différentes selon le modèle utilisé, mais heureusement rarement divergentes. Ainsi, il semble que les impacts sur les prix dans le modèle Noname sont plus forts que dans le modèle Hermes, ce qui peut expliquer des effets différents sur les exportations et sur l'emploi.

Nonobstant ces mises en garde, l'exercice mené conjointement par les deux institutions permet de dégager des convergences non négligeables en termes d'aide à la décision économique.

## **2.1 Réductions des cotisations de sécurité sociale**

La présente section examine les résultats de trois variantes de réductions des cotisations de sécurité sociale, à la fois dans un environnement de salaires bruts réels exogènes et dans un environnement de formation endogène des salaires.

### **2.1.1 Réductions des cotisations patronales**

#### **2.1.1.1 Réductions générales des cotisations patronales**

Les réductions des cotisations patronales diminuent le coût salarial des entreprises et favorisent un processus de substitution du capital par le travail. Les baisses des coûts salariaux peuvent en outre être répercutées sur les prix des produits, ce qui améliore la compétitivité des entreprises. Dans un contexte salarial exogène, le choc de 0,5% du PIB sur les cotisations patronales du secteur privé permet une réduction de 1,5% des coûts salariaux et fait progresser l'emploi de 29.000 (Hermes) à 37.600 (Noname) personnes.

L'impulsion macroéconomique est plus importante dans le modèle Noname que dans le modèle Hermes. En raison de l'incidence plus grande des modifications des coûts salariaux sur le coût marginal, les coûts

salariaux par unité produite s'y contractent plus fortement (-2,2%, contre -1% pour le modèle Hermes), et les changements dans les coûts s'y répercutent plus nettement sur le comportement de fixation des prix des entreprises. De ce fait, le prix à l'exportation diminue plus sensiblement dans le modèle Noname (-1,1%, contre -0,2% pour le modèle Hermes). La compétitivité-prix s'étant davantage améliorée, les exportations progressent aussi plus dans le modèle Noname (1,2%, contre 0,1% pour le modèle Hermes). Compte tenu de la hausse légèrement plus élevée de la demande d'investissements (0,4%, contre 0,2% pour le modèle Hermes), le modèle Noname induit une croissance du PIB de 0,7%, tandis que le modèle Hermes se limite à une croissance de 0,2%, la différence entre les deux approches s'expliquant principalement par une estimation divergente des effets de compétitivité.

L'augmentation de la consommation privée de 0,2 à 0,3% est du même ordre de grandeur dans les deux modèles, sous l'effet essentiellement d'une progression identique (+0,2%) du revenu disponible réel des ménages.

Nonobstant la différence en ce qui concerne l'incidence macroéconomique, l'effet négatif sur le solde primaire des administrations publiques est assez similaire (Hermes: -0,2; Noname: -0,1 point de pourcentage du PIB). D'après Noname, le tassement plus net des revenus nominaux (de -0,7 point de pourcentage du PIB) par le biais de l'impact plus important du choc salarial sur le niveau des prix est en grande partie compensé par un repli des dépenses nominales (0,6 point de pourcentage du PIB). Par contre, du fait des moindres effets de prix dans l'économie, la perte de recettes dans la simulation Hermes (-0,4 point de pourcentage du PIB) est moins compensée par la baisse des dépenses (-0,1 point de pourcentage du PIB).

Lorsqu'après l'introduction des réductions des cotisations patronales, les salaires bruts réels peuvent à nouveau être négociés, les hausses salariales brutes réelles actuellement plus élevées annulent une partie des effets favorables créés dans un environnement de salaires bruts réels inchangés, ce qui entraîne une contraction moins forte des coûts salariaux par unité produite. L'impact tant sur les recettes publiques que sur les dépenses publiques nominales est différent de ce qu'il était dans un contexte salarial brut réel exogène, mais le solde primaire des administrations publiques n'en est pas fort modifié. Cependant, les augmentations salariales brutes réelles plus élevées en comparaison du scénario de référence conduisent à une diminution des effets positifs sur l'emploi, allant d'un tiers à la moitié selon le modèle. Ces effets se situent dans une fourchette comprise entre 15.800 (Hermes) et 23.900 (Noname).

#### **2.1.1.2 Réductions des cotisations patronales ciblées sur les travailleurs à bas salaires**

Dans les deux modèles, les réductions des cotisations patronales ciblées sur les travailleurs à bas salaires induisent, à croissance du PIB égale, des effets plus marqués sur l'emploi qu'un système de réductions générales des cotisations patronales. L'augmentation de l'emploi se situerait dans une fourchette comprise entre 44.600 (Hermes) et 49.100 (Noname) unités. Les mécanismes sous-jacents des deux modèles présentent plusieurs différences.

Dans le modèle Hermes, la substitution des travailleurs à bas salaires aux travailleurs à salaires élevés entraîne une diminution supplémentaire des coûts salariaux lorsque les réductions des cotisations ne

s'appliquent qu'aux premiers. Par conséquent, les coûts salariaux par unité produite enregistrent une baisse plus substantielle, les exportations sont davantage stimulées et un plus grand nombre d'emplois est créé qu'en cas de réductions générales des cotisations patronales.

La simulation Noname part de l'hypothèse selon laquelle une réduction ciblée des coûts salariaux n'influence que le segment des travailleurs à bas salaires et qu'il n'y a pas de substitution entre les travailleurs à bas salaires et ceux à salaires élevés. Compte tenu de l'élasticité plus marquée de la demande de main-d'œuvre à bas salaires, les réductions sélectives de cotisations patronales permettent également de créer davantage d'emplois que les réductions générales de cotisations patronales.

La simulation Hermes aboutit à un recul du solde primaire des administrations publiques de 0,2 point de pourcentage du PIB et la simulation Noname, à un repli de 0,1 point de pourcentage du PIB. Les deux modèles produisent des effets comparables sur les recettes publiques (Hermes: -0,6 point de pourcentage du PIB et Noname: -0,8 point de pourcentage du PIB). En raison d'une plus forte répercussion des réductions ciblées des coûts salariaux sur les prix, la simulation Noname prévoit toutefois une baisse deux fois plus importante des dépenses publiques (-0,6 point de pourcentage du PIB) que la simulation Hermes (-0,3 point de pourcentage du PIB).

### 2.1.2 Réductions des cotisations personnelles

Les réductions des cotisations personnelles profitent essentiellement aux revenus des ménages. Elles impliquent un relèvement de la base imposable de l'IPP, si bien qu'une partie de l'effet positif sur les revenus s'annule immédiatement, un artefact pris en considération dans les deux modèles.

Dans un contexte de salaires exogènes et en comparaison d'un scénario de réductions des cotisations patronales, les deux modèles génèrent une création d'emplois plus faible (+7.000 unités selon le modèle Hermes et +9.600 selon le modèle Noname) et une croissance plus modeste du PIB (+0,1% selon le modèle Hermes et +0,3% selon le modèle Noname). Ce constat s'explique par le fait que cette mesure ne réduit pas les coûts salariaux des entreprises, de telle sorte que les effets macroéconomiques positifs proviennent essentiellement du canal du revenu disponible (+0,6% dans les deux modèles).

En outre, dans le modèle Hermes, les hausses des prix limitent davantage les effets tant sur l'emploi que sur les dépenses. Dans le modèle Noname, les coûts marginaux des entreprises ne changent pas, si bien que l'incidence sur les prix est modérée.

Les résultats relatifs au budget des administrations publiques font apparaître que le recul des dépenses nominales ne permet pas de compenser la contraction des recettes (de -0,1 à -0,2 point de pourcentage du PIB en fonction du modèle).

Dans un environnement de salaires endogènes, les nouvelles négociations salariales annulent une partie des hausses réelles des salaires bruts des travailleurs au profit d'une baisse des coûts salariaux des entreprises. Dans les deux modèles, l'effet sur l'emploi est *grasso modo* multiplié par deux, atteignant 19.000 unités, en comparaison d'un environnement de formation exogène des salaires. Dès lors, l'effet sur

le PIB s'améliore de 0,1 point de pourcentage dans les deux modèles par rapport à un scénario de formation des salaires exogènes (+0,2% selon le modèle Hermes et +0,4% selon le modèle Noname).

Le solde budgétaire primaire accuse un repli légèrement supérieur dans le modèle Hermes (-0,3 contre -0,1 point de pourcentage du PIB dans le modèle Noname), essentiellement parce que les dépenses publiques nominales enregistrent une baisse plus marquée dans le modèle Noname.

*Dans un contexte de salaires bruts réels exogènes, des réductions de cotisations patronales sélectives ciblées sur les travailleurs à bas salaires constituent clairement la meilleure option. Par rapport à un scénario de réductions générales des cotisations patronales, on observe des effets supplémentaires sur l'emploi allant de 11.500 (Noname) à 15.600 personnes (Hermes). Cependant, les deux modèles montrent que les effets supplémentaires obtenus pour les autres indicateurs macroéconomiques sont nettement plus modestes. Selon les deux modèles, les réductions de cotisations personnelles génèrent clairement l'impulsion la moins positive pour l'économie. Si on permet aux réductions de cotisations d'exercer un effet endogène sur les négociations salariales, les principales différences entre les réductions via des cotisations patronales générales et celles via des cotisations personnelles disparaissent dans les deux modèles. En comparaison d'un environnement salarial exogène et en fonction du modèle utilisé, les effets sur l'emploi reculeraient d'un tiers à la moitié. Une simulation avec le modèle Hermes montre toutefois que des réductions de cotisations patronales sélectives restent la meilleure option, même dans un contexte salarial endogène.*

## 2.2 Financements alternatifs

Tous les modes de financement alternatif ont des effets dérivés. Ils causent des pertes de production et d'emplois, réduisent le revenu disponible et modifient les coûts de production et les prix de sorte que leur effet sur la capacité du financement des pouvoirs publics à moyen terme peut s'éloigner sensiblement du rendement attendu ex ante.

### 2.2.1 Financement alternatif via la taxation indirecte

Sont concernées ici les variantes TVA, TVA avec blocage temporaire de l'indexation, accises et taxe CO<sub>2</sub> (cette dernière simulée uniquement avec le modèle Hermes)<sup>2</sup>.

Le bien-être de la population dans une petite économie ouverte comme la Belgique est largement lié à la position concurrentielle des entreprises qui y sont établies. Il s'agit d'ailleurs dans les modèles utilisés d'un mécanisme de transmission important, au côté du canal de substitution, permettant, comme on l'a vu dans la partie précédente, une diminution des coûts salariaux par le biais de réductions des cotisations patronales. Des mesures compensatoires se traduisant par une augmentation des impôts indirects provoquent une augmentation directe des prix à la consommation. Dans un contexte d'indexation automatique des salaires, en fonction du type de produits concerné par l'augmentation de l'impôt indirect ou des modalités selon lesquelles cette majoration est réalisée, des effets de second tour

---

<sup>2</sup> Ces différentes variantes sont simulées uniquement dans une logique de salaires hors index exogènes.

apparaissent, lesquels accroissent les coûts salariaux, découragent l'utilisation de main-d'œuvre et nuisent à la position concurrentielle des entreprises.

Tel est par excellence le cas d'un relèvement de la TVA. Le choc initial sur les prix à la consommation entraîne, via la spirale prix-salaires, une hausse des prix intérieurs de 1,1% (Hermes) à 2,2% (Noname) et un recul de la croissance de 0,3 à 0,7%, en fonction du modèle. Le repli de l'activité économique s'explique, à son tour, par un tassement de la consommation privée (malgré la sauvegarde du pouvoir d'achat par l'indexation, le revenu disponible des ménages diminue sous l'effet de la vive contraction de l'emploi), par une baisse des exportations (due à l'érosion de la compétitivité des entreprises) et par un fléchissement des investissements (les conséquences négatives de la baisse de la demande finale dominant les effets de substitution positifs exercés par la hausse des coûts salariaux). Il s'ensuit des destructions d'emplois relativement importantes, allant à moyen terme de 24.900 (Hermes) à 33.200 unités (Noname). Les finances publiques sont affectées par la mesure de manière équivalente dans les deux modèles: hausse de la capacité de financement atteignant 0,1 à 0,2% du PIB en t+7, soit nettement moins que les 0,5% de recettes supplémentaires injectées ex ante (en raison d'une hausse non négligeable des dépenses publiques nominales). En raison de la hausse des coûts intérieurs (aussi bien directe, à la suite de l'augmentation des impôts indirects, qu'indirecte, sous l'effet de la spirale prix-salaires) conjuguée à l'effet négatif de celle-ci sur la demande étrangère, le relèvement de la TVA est clairement la mesure de refinancement la moins favorable.

L'érosion de la compétitivité des entreprises qui résulte des effets de second tour induits par l'indexation automatique des salaires à un niveau de prix plus élevé sous-tend les effets macroéconomiques sensiblement négatifs qui se manifestent dans le scénario exposé ci-dessus. La mesure supplémentaire consistant à bloquer transitoirement l'indexation des salaires la première année (et qui se matérialise par une nette baisse du salaire réel à moyen terme: de -0,6 à -1,1%) permet, quant à elle, de réduire fortement les pertes d'emplois, qui ne s'élèvent alors plus, en t+7, qu'à 16.000 unités environ dans les deux modèles. La hausse des prix intérieurs (de 0,9 à 1,1%) n'est, dans ce deuxième scénario, qu'une conséquence directe du passage dans les prix du relèvement de la TVA. Au niveau des finances publiques, le gel des salaires en t se répercute inévitablement sur l'évolution des recettes, qui évoluent nettement moins favorablement dans les deux modèles. Toutefois, l'évolution des dépenses nominales étant mieux contrôlée, on obtient à moyen terme un surcroît de capacité de financement en t+7 qui n'est que légèrement plus élevé dans cette deuxième simulation (0,2% du PIB pour les deux modèles).

Une autre possibilité visant à limiter les effets de second tour générés par une hausse des impôts indirects consiste à procéder à un relèvement général des taux des accises, étant donné que la majeure partie des produits soumis à cette taxe (essence, diesel, tabac, etc.) n'interviennent pas dans le calcul de l'indice-santé, utilisé pour l'adaptation des salaires au niveau des prix intérieurs. Les répercussions d'une telle mesure sur les charges des entreprises (et, par voie de conséquence, sur leur compétitivité) demeurent dès lors limitées. Les effets macroéconomiques de ce scénario en t+7 sont relativement proches de ceux d'un relèvement de la TVA neutralisé dans l'index. Ce scénario induirait un effet négatif sur l'emploi compris entre 14.400 (Hermes) et 17.300 (Noname) unités et un effet sur le solde primaire des administrations publiques de 0,1 à 0,2 point de pourcentage du PIB.

Enfin, une variante de refinancement de type taxe CO<sub>2</sub> a été simulée, uniquement avec le modèle Hermes. Tout comme la variante TVA et accises, cette dernière mesure aboutit à une réduction de l'activité (-0,2%) et de l'emploi (14.700 emplois perdus).

*Les résultats de l'analyse d'un refinancement des réductions des cotisations par un relèvement des impôts indirects font apparaître que la solution qui consiste en une augmentation de la TVA constitue, de loin, la solution la moins favorable, essentiellement en raison de ses effets dérivés sur la compétitivité des entreprises et de l'effet négatif qu'elle induit sur les revenus des ménages suite au recul sensible de l'emploi. Les deux modèles débouchent sur des résultats nettement moins négatifs et sont plus convergents dans le cas d'un scénario dans lequel les effets directs sur les prix d'un relèvement de la TVA n'ont pas d'incidence sur les coûts salariaux. Cette mesure permettrait à quelque 10.000 à 15.000 travailleurs, qui se retrouveraient au chômage dans l'éventualité d'un relèvement ordinaire de la TVA, de conserver leur emploi.*

## **2.2.2 Financement alternatif via la taxation directe**

### **2.2.2.1 Portant sur les entreprises**

Sont concernées ici les variantes CVA et impôt des sociétés (ISOC) pour lesquelles d'éventuelles délocalisations d'entreprises ne sont pas prises en compte.

Ces deux mesures se caractérisent par une baisse de l'activité économique, causée par une chute de la demande d'investissements découlant de la contraction du revenu disponible des entreprises et par une baisse de l'emploi. Des incertitudes subsistent toutefois, si l'on compare les résultats des deux modèles. Dans le cas de la variante ISOC, Hermes calcule une chute de l'activité plus conséquente (-0,5%) que Noname (-0,2%), dans lequel les effets se font principalement sentir via une diminution du taux d'investissement des entreprises. On note l'effet inverse lors de l'instauration d'une CVA (-0.1%: Hermes et -0.5%: Noname). Cette variante, bien que cataloguée comme mesure de fiscalité directe, a des mécanismes de transmission plus proches de ceux des taxes indirectes. Les effets prix plus importants observés dans Noname, où le coût salarial augmente proportionnellement au taux de la nouvelle cotisation, génèrent ici aussi des effets macro-économiques plus marqués. Au niveau microéconomique, la combinaison d'une réduction des cotisations patronales à la sécurité sociale et de l'introduction d'une cotisation sur la valeur ajoutée, engendrerait des impacts tantôt positifs, tantôt négatifs selon que le mode de production des firmes est respectivement intensif en travail ou en capital.

### **2.2.2.2 Portant principalement sur les ménages**

Il s'agit ici des variantes IPP, CSG<sup>3</sup> et précompte mobilier. On notera que seule la variante IPP a été simulée avec les deux régimes de salaires (salaires hors index inchangés et salaires libres). Soulignons une fois de plus que dans ces simulations, ni l'offre de main-d'œuvre, ni la structure des portefeuilles de placements ne réagissent aux augmentations des impôts directs.

---

<sup>3</sup> La BNB a aussi simulé une variante de la CSG sans abattements à la base pour les ménages. Les résultats sur le PIB et l'emploi sont marginalement moins bons mais les ménages supportent ici plus lourdement l'effort.

Dans chaque cas, la contraction du revenu disponible des ménages se traduit par une baisse du PIB. Dans les variantes IPP et CSG, ce sont principalement les canaux revenus qui jouent. Ces derniers génèrent dans Noname des pertes d'emplois à moyen terme de 14.300 et 14.700 unités contre 12.100 et 4.900 respectivement dans Hermes. La variante précompte mobilier est par contre beaucoup plus néfaste avec le modèle Hermes où les effets dépassent ceux de la variante IPP tandis qu'avec le modèle Noname l'augmentation du précompte semble être une des meilleures mesures. Ces scénarios génèrent des gains nets sur la capacité de financement publique de 0,4% du PIB pour Hermes et de 0,2% du PIB pour Noname.

#### *Variante IPP dans le cas de salaires endogènes*

L'adoption d'un régime de salaires endogènes dans le cas de la variante IPP, provoque des pertes d'emplois plus importantes, liées à la hausse du coût salarial réel: le nombre d'emplois perdus atteint les 23.100 unités avec le modèle Hermes et 27.500 avec le modèle Noname. On conserve le même contexte de baisse de l'activité, mais cette fois, le PIB baisse de 0,6% selon Noname (chute des exportations, de la consommation et des investissements) et de 0,3% (comme précédemment) selon Hermes (pas d'effet sur les exportations). A nouveau, Hermes se montre plus optimiste que Noname en matière de finances publiques, la capacité de financement gagnant 0,5% du PIB dans le premier cas et seulement 0,2% dans le second cas.

*À en juger par les résultats obtenus, l'introduction d'une cotisation générale de sécurité sociale semble être la solution la plus avantageuse. Elle répartit les efforts à fournir entre les ménages et les entreprises en élargissant leur base imposable, sans induire d'effet inflationniste susceptible d'enclencher une spirale prix-salaires<sup>4</sup>, qui découragerait encore davantage le recours au facteur travail et affecterait la compétitivité des entreprises. De plus, cette alternative table également sur un étalement de l'impôt sur les revenus tant du travail que du capital, ce qui permet de tempérer les effets sur la consommation privée en comparaison des variantes qui se concentrent presque exclusivement sur les revenus du travail et de remplacement.*

### **2.2.3 Financement alternatif via un saut d'index**

Dans le scénario d'un saut d'index, les pouvoirs publics affectent la totalité de l'effet d'une indexation de 2% des salaires et des transferts publics aux ménages au budget de la sécurité sociale, sans toucher aux coûts salariaux des entreprises.

Même si, ex ante, le saut d'index génère un choc sur les revenus plus important que le scénario de l'impôt des personnes physiques<sup>5</sup>, selon le modèle Hermes, le saut d'index dans un contexte salarial exogène est, après prise en compte des effets indirects, quasiment une copie de l'exercice portant sur l'impôt des personnes physiques, en ce qui concerne les effets au niveau tant de l'emploi que de la demande

---

<sup>4</sup> À condition que les salaires bruts ne soient pas renégociés.

<sup>5</sup> Le choc sur l'impôt des personnes physiques représente 0,5% du PIB, ce qui correspond à 1.732 millions d'euros en 2010. Après déduction des baisses mécaniques de recettes publiques qui sont une conséquence directe du fait que la base imposable soit inférieure à ce qu'elle serait dans le scénario de référence, le choc net s'élève à 2.885 millions d'euros dans le scénario du saut d'index.

(respectivement -12.800 et -0,2%). La diminution du revenu disponible réel à la suite du saut d'index (-0,8%) est néanmoins marginalement plus faible si on la compare à celle du relèvement de l'impôt des personnes physiques (-1%) en raison du repli plus important des prix à la consommation (-0,4%, contre -0,3%). D'après le modèle Noname, l'effet ex ante d'un saut d'index sur le revenu disponible des ménages (-1,2%) est plus lourd d'environ un tiers que dans le scénario de la hausse de l'impôt des personnes physiques (-0,9%). Dans un contexte nominal inchangé, l'emploi et le PIB se détériorent dès lors aussi grosso modo d'un même facteur (correspondant respectivement à -18.300 unités et à -0,5%).

Lorsque de nouvelles négociations salariales sont possibles, les travailleurs tentent de compenser une partie de leur perte de salaire, au détriment d'une hausse des coûts salariaux des entreprises. Cela induit des effets négatifs en termes de compétitivité. Ces effets ne sont compensés que partiellement par une diminution de l'impact négatif sur les revenus. Ces nouvelles négociations salariales rendent les effets en termes d'emploi légèrement plus négatifs dans les deux modèles (Hermes: -19.100; Noname: -21.600).

Le PIB recule plus selon le modèle Noname (-0,6%) que selon Hermes (-0,2%) car, selon ce dernier, le revenu disponible (Hermes: -0,7; Noname: -1,1%), et donc la consommation privée (Hermes: -0,8; Noname: -1,2%), diminuent moins et la demande d'exportation ne varie pas.

Le solde budgétaire primaire augmente dans les mêmes proportions dans les deux modèles (0,2 point de pourcentage du PIB). Dans le modèle Hermes, ce résultat est atteint en partie par un gonflement des recettes (+0,1 point de pourcentage du PIB) et en partie par une contraction des dépenses (-0,2 point de pourcentage du PIB). Selon le modèle Noname, l'effet sur le solde budgétaire primaire s'explique surtout par la baisse des dépenses publiques nominales (de 0,4 point de pourcentage du PIB).

*L'analyse des effets macroéconomiques d'un saut d'index fait apparaître que, même si l'incidence initiale sur le budget des administrations publiques est appréciable, ce gain se réduirait à 0,2 point de pourcentage du PIB après quelques années à peine. À moyen terme, la mesure détruirait entre 12.800 (Hermes) et 18.300 (Noname) emplois dans un contexte de salaires exogènes. Dans l'éventualité où les travailleurs parviendraient à récupérer une partie des revenus perdus par le biais de nouvelles négociations salariales, les effets sur l'emploi seraient encore plus négatifs (Hermes: 19.100 et Noname: 21.600), alors que l'impact budgétaire, chiffré à 0,2 point de pourcentage du PIB, demeurerait inchangé selon les deux modèles.*



**Tableau 2: Effets à moyen terme du refinancement de la sécurité sociale dans le cadre de régimes salariaux et de modèles alternatifs.**

(écart en pourcentage par rapport au niveau d'un scénario de référence, sauf mention contraire)

	Impôts indirects				Impôts directs						
	TVA	TVA & non-indexation	Accises	Taxe CO <sub>2</sub>	Entreprises		Essentiellement ménages				
					Impôts des sociétés	Cotisation sur la valeur ajoutée	Impôt des personnes physiques	CSG avec exonération	CSG sans exonération	Pécompte mobilier	Saut d'index
<b>Salaires bruts réels exogènes - Noname</b>											
PIB	-0,7	-0,4	-0,5	n.a.	-0,2	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,5
Exportations	-1,0	0,0	-0,4	n.a.	-0,1	-0,7	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	0,0
Emploi (unités)	-33.200	-15.800	-17.300	n.a.	-11.400	-20.500	-14.300	-14.700	-16.100	-10.700	-18.300
Solde primaire des administrations publiques (% du PIB)	0,1	0,2	0,2	n.a.	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
<b>Salaires bruts réels exogènes - Hermes</b>											
PIB	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,5	-0,1	-0,3	-0,2	n.a.	-0,4	-0,2
Exportations	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	0,1	0,0	n.a.	0,0	0,1
Emploi (unités)	-24.900	-16.500	-14.400	-14.700	-8.500	-13.400	-12.100	-4.900	n.a.	-13.100	-12.800
Solde primaire des administrations publiques (% du PIB)	0,2	0,2	0,1	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	n.a.	0,4	0,2
<b>Salaires endogènes - Noname</b>											
PIB	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-0,6	n.a.	n.a.	n.a.	-0,6
Exportations	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-0,5	n.a.	n.a.	n.a.	-0,2
Emploi (unités)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-27.500	n.a.	n.a.	n.a.	-21.600
Solde primaire des administrations publiques (% du PIB)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0,2	n.a.	n.a.	n.a.	0,2
<b>Salaires endogènes - Hermes</b>											
PIB	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-0,3	n.a.	n.a.	n.a.	-0,2
Exportations	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0,0	n.a.	n.a.	n.a.	0,0
Emploi (unités)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-23.100	n.a.	n.a.	n.a.	-19.100
Solde primaire des administrations publiques (% du PIB)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0,5	n.a.	n.a.	n.a.	0,2



## Statistische informatie met betrekking tot de sociale zekerheid en de overheidsontvangsten

---

1.	Financiering van de sociale zekerheid .....	3
1.1.	Financiering van de sociale zekerheid in België .....	3
1.2.	Financiering van de sociale zekerheid in een aantal EU-landen.....	7
2.	Les dépenses de la sécurité sociale .....	9
3.	Overheidsontvangsten in België in vergelijking met de overige EU-lidstaten .....	11
3.1.	Totale fiscale en parafiscale druk .....	11
3.2.	Heffingen op de inkomens uit arbeid .....	13
3.3.	Belastingen op consumptie .....	15
3.3.1.	Btw .....	16
3.3.2.	Overige consumptiebelastingen.....	17
3.4.	Milieuheffingen .....	19
3.5.	Heffingen op kapitaal .....	20
3.5.1.	Heffingen op vennootschapswinsten .....	22
3.5.2.	Heffingen op het inkomen uit vermogen van particulieren .....	23
3.5.3.	Heffingen op onroerende goederen.....	24
3.5.4.	Vermogensheffingen op het nettovermogen van particulieren .....	25
3.6.	Heffingsdruk op de verschillende belastbare basissen en belastingverschuivingen .....	25



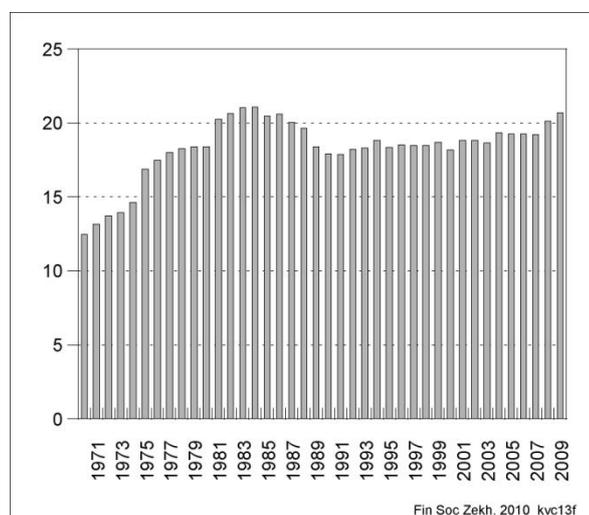
## 1. FINANCIERING VAN DE SOCIALE ZEKERHEID

De tabellen A.1 tot en met A.8, die zijn opgenomen in bijlage tonen, op gedetailleerde wijze, het verloop, tussen 1970 en 2009, van de financieringsmiddelen van de sociale zekerheid en, tussen 1980 en 2009, dat van al haar componenten<sup>1</sup> (werknemersstelsel, zelfstandigenstelsel, overzeese sociale zekerheid, stelsel van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, fondsen voor bestaanszekerheid en het fonds voor de sluiting van ondernemingen en, ten slotte, het Vlaams Zorgfonds). Op basis van deze informatie wordt in dit deel een zeer beknopt overzicht gegeven van de structuur van de voor financieringsmiddelen van het geheel van de sociale zekerheid - een deelsector van de overheid - en van haar belangrijkste onderdelen, namelijk het werknemers- en het zelfstandigenstelsel. De structuur van de ontvangsten van de sociale zekerheid wordt vervolgens vergeleken met de structuur in de andere EU-landen.

### 1.1. Financiering van de sociale zekerheid in België

Nadat in de jaren zeventig het geheel van de ontvangsten van de sociale zekerheid, uitgedrukt in procent van het bbp, sterk steeg, namelijk van 12,5% bbp in 1970 tot 18,4% bbp in 1980, schommelden deze ontvangsten gedurende de laatste drie decennia tussen 18 en 21%. Ten opzichte van de jaren negentig wordt in de recentste periode een stijging van de totale ontvangsten vastgesteld, waardoor de totale ontvangsten in 2009 20,7% bbp bedroegen.

Grafiek 1 - Ontvangsten van de sociale zekerheid  
(In procenten bbp)



Bron: INR.

De structuur van de financieringsmiddelen is in de afgelopen decennia sterk gewijzigd. De forse stijging van de totale ontvangsten in de jaren zeventig was deels een gevolg van een toename van de sociale bijdragen, maar vooral van de uitbreiding van de middelen afgeestaan door de federale overheid, waardoor het belang van deze middelen in de totale ontvangsten sterk steeg. In de jaren tachtig - omwille van de noodzakelijke budgettaire sanering - en in het begin van de jaren negentig steeg het belang van de sociale bijdragen sterk, en daalden de middelen afgeestaan door de andere deelsectoren van de overheid. In het recentste

<sup>1</sup> Op basis van de beschikbare gegevens was het niet mogelijk de niet-fiscale en niet-parafiscale ontvangsten te verdelen over de verschillende componenten. Deze zijn daarom in deze tabellen buiten beschouwing gelaten.

decennium bleven de sociale bijdragen in verhouding tot het bbp relatief stabiel, maar namen de overdrachten vanwege andere overheidsgeledingen toe, wat de totale ontvangsten opdreef. Het belang van de sociale bijdragen dat rond de eeuw wisseling nog drie vierde van de totale ontvangsten uitmaakte, daalde hierdoor tot 68% in 2009.

De belangrijkste oorzaken voor de uitbreiding van de sociale bijdragen tot 1995 waren: de invoering van de loonmatigingsbijdragen in het midden van de jaren tachtig, van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid<sup>2</sup> en van de bijdragen op bepaalde vervangingsinkomens, en de verhoging van de tarieven voor de werknemersbijdragen. De invloed van deze maatregelen werd echter voor een deel gecompenseerd door de vermindering (tot het midden van de jaren negentig) van de werkgeversbijdragen in het kader van de Maribeloperatie en door de lastenverminderingen doorgevoerd vanaf het eind van de jaren negentig. De impact van de maatregelen is niet altijd zichtbaar door de fluctuaties van het loonaandeel in het bbp. De financiële en economische crisis dreef het loonaandeel in de economie sterk op en was verantwoordelijk voor de sterke toename van de sociale bijdragen in 2009.

De middelen afgestaan door andere deelsectoren van de overheid, in het bijzonder de federale overheid, volgen deels een tegengestelde beweging dan deze van de sociale bijdragen. Ze krompen sterk in de tweede helft van de jaren tachtig, terwijl in het laatste decennium een forse stijging van deze middelen wordt vastgesteld, waardoor momenteel ongeveer 30% van de middelen van de sociale zekerheid afkomstig zijn van de andere deelsectoren van de overheid. De samenstelling van deze overdrachten wijzigde sterk: de subsidies daalden over heel de periode, maar dit werd vanaf de jaren negentig gecompenseerd doordat een groter deel van de opbrengst van de fiscale middelen in het kader van de zogeheten alternatieve financiering werd afgestaan aan de sociale zekerheid. Na de eeuwwisseling werd deze alternatieve financiering nog fors uitgebreid.

---

<sup>2</sup> De bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid wordt in de nationale rekeningen beschouwd als een directe belasting en niet als een sociale bijdrage. In dit document wordt deze bijdrage wel tot de sociale bijdragen gerekend.

Tabel 1 - Financieringsmiddelen van de sociale zekerheid in België  
(In procenten bbp, tenzij anders vermeld)

	<i>p.m. aandeel in het totaal 1970</i>	1970	1980	1990	2000	2005	2009	<i>p.m. aandeel in het totaal 2009</i>
Sociale bijdragen	73	9,2	11,3	13,4	13,6	13,3	14,0	68
Werkgeversbijdragen	47	5,9	7,4	8,7	8,2	8,0	8,5	41
waarvan: loonmatigingsbijdrage		0,0	0,0	1,3	1,1	1,1	1,0	5
Werknemersbijdragen	21	2,6	2,9	3,8	4,0	3,8	3,9	19
Bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid		0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	1
Sociale bijdragen zelfstandigen	5	0,6	0,9	0,7	0,8	0,8	1,0	5
Sociale bijdragen niet-actieven	1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	2
Overdrachten van andere deelsectoren van de overheid	22	2,8	6,5	3,9	4,0	5,3	6,0	29
Overdracht van fiscale ontvangsten	0	0,0	0,1	0,2	1,5	3,0	3,8	18
Subsidies van de federale overheid	22	2,8	6,4	3,6	2,4	2,2	2,2	11
waarvan:								
stelsel van de werknemers			5,6	3,0	1,9	1,8	1,7	8
stelsel van de zelfstandigen			0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	2
Kapitaaloverdrachten	0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0
Overdrachten van de gewesten	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Andere heffingen	0	0,0	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	2
Niet-fiscale en niet-parafiscale ontvangsten	4	0,5	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	1
Totaal	100	12,5	18,4	17,9	18,2	19,3	20,7	100

Bronnen: INR, NBB.

Van de deelstelsels binnen de sociale zekerheid is het stelsel van de werknemers, met ongeveer 87% van de ontvangsten, veruit het belangrijkste. Het regime van de zelfstandigen staat in voor een aandeel van 7 à 8%, terwijl de rest bestaat uit kleinere stelsels zoals de fondsen voor bestaanszekerheid, het fonds voor de sluiting van ondernemingen, de overzeese sociale zekerheid en het Vlaams Zorgfonds.

Tabel 2 - Financieringsmiddelen van het stelsel van de werknemers<sup>1</sup>  
(In procenten bbp, tenzij anders vermeld)

	<i>p.m. aandeel in het totaal 1980</i>	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2009	<i>p.m. aandeel in het totaal 2009</i>
Sociale bijdragen	63	10,1	11,8	12,1	12,2	12,0	11,7	12,2	68
Werkgeversbijdragen	44	7,1	7,7	8,2	7,8	7,6	7,4	7,8	43
waarvan: loonmatigingsbijdrage	0		0,8	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	6
Werknemersbijdragen	18	2,9	3,9	3,7	3,9	3,9	3,7	3,8	21
Bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid	0				0,2	0,2	0,3	0,3	2
Sociale bijdragen niet-actieven	1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	2
Overdrachten van de federale overheid	36	5,8	5,8	3,2	3,4	3,4	4,8	5,3	30
Overdracht van fiscale ontvangsten	1	0,1	0,3	0,2	1,0	1,4	3,0	3,6	20
Subsidies van de federale overheid	36	5,6	5,6	3,0	2,4	1,9	1,8	1,7	10
Andere ontvangsten	0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	2
waarvan: heffingen op verzekeringen	0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1
TOTAAL	100	15,9	17,8	15,5	15,8	15,7	16,8	17,9	100

Bronnen: INR, NBB.

<sup>1</sup> Exclusief de niet-fiscale en niet-parafiscale ontvangsten.

In vergelijking met het stelsel van de werknemers, wordt het regime van de zelfstandigen in relatief mindere mate gefinancierd door eigen bijdragen en steunt het meer op overdrachten vanwege de federale overheid en andere middelen (zoals de bijdrage op vennootschappen en de heffingen op de farmaceutische industrie). Tussen 1980 en 2009 verminderde in beide stelsels het relatieve belang van de tussenkomst van de federale overheid in ongeveer dezelfde mate. Bij de zelfstandigen werd dit minder gecompenseerd door een uitbreiding van het aandeel van de sociale bijdragen, maar meer door die van andere middelen.

Tabel 3 - Financiering van het stelsel van de zelfstandigen<sup>1</sup>  
(In procenten bbb, tenzij anders vermeld)

	<i>p.m. aandeel in het totaal 1980</i>	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2009	<i>p.m. aandeel in het totaal 2009</i>
Sociale bijdragen	56	0,9	1,1	0,7	0,9	0,8	0,8	1,0	62
Overdrachten van de federale overheid	43	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	34
Overdracht van fiscale ontvangsten	0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	10
Subsidies van de federale overheid	43	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	24
Andere ontvangsten	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	4
Totaal	100	1,6	1,7	1,3	1,5	1,4	1,4	1,6	100

Bronnen: INR, NBB.

<sup>1</sup> Exclusief de niet-fiscale en niet-parafiscale ontvangsten.

## 1.2. Financiering van de sociale zekerheid in een aantal EU-landen

Op basis van de nationale rekeningen gepubliceerd door Eurostat kunnen voor een aantal landen de financieringsmiddelen van de deelsector van de sociale zekerheid worden weergegeven. De totale financieringsmiddelen van de sociale zekerheid in België situeren zich boven het gemiddelde van de andere landen<sup>3</sup>. Dit gemiddelde wordt evenwel naar beneden getrokken door Ierland en Denemarken, wat - zoals verder wordt aangetoond - wordt verklaard doordat een belangrijk deel van de sociale uitgaven in die landen niet via de sociale zekerheid verloopt, maar wel via andere deelsectoren.

<sup>3</sup> De niet-fiscale en niet-parafiscale ontvangsten kunnen evenwel niet in rekening worden gebracht voor deze internationale vergelijking.

Tabel 4 - Financieringsmiddelen van de deelsector van de sociale zekerheid in een aantal EU-landen<sup>1</sup> (2008)

	Totaal  (In procenten bbp)	Sociale bijdragen				Andere ontvangsten	Overdrachten van andere deelsectoren van de overheid
		totaal	werkgevers	werknemers	zelfstandigen en inactieven		
		(in procenten van totaal)					
België	20,0	67	41	19	7	4	30
Duitsland	19,4	79	34	31	14	0	21
Griekenland	19,5	60	29	22	9	4	36
Spanje	12,8	94	68	14	12	0	6
Frankrijk	23,2	68	47	16	5	29	3
Ierland	4,4	100	75	20	5	0	0
Italië	18,2	74	51	13	10	0	26
Luxemburg	17,9	55	24	25	7	0	45
Nederland	16,7	87	29	-	-	0	13
Oostenrijk	16,3	73	35	28	10	0	27
Portugal	16,2	70	46	20	4	3	27
Finland	15,7	72	53	13	6	0	28
Denemarken	2,8	36	-	-	-	0	64
Zweden	15,2	77	76	0	1	0	23
<i>Gemiddelde zonder België</i>	<i>15,3</i>	<i>73</i>	<i>47</i>	<i>18</i>	<i>8</i>	<i>3</i>	<i>25</i>

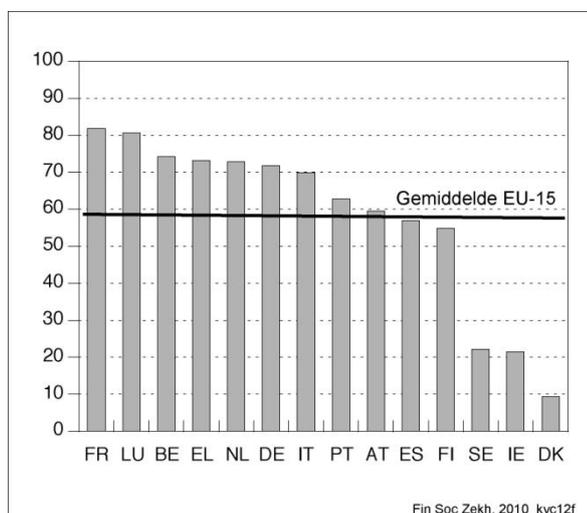
Bron: Eurostat.

<sup>1</sup> De gegevens voor het Verenigd Koninkrijk zijn niet beschikbaar.

Het aandeel van de sociale bijdragen in het geheel van de ontvangsten van de sociale zekerheid is in België iets lager dan het gemiddelde van de andere landen. In Nederland en Spanje loopt dit aandeel op tot bijna 90%, terwijl dit in Ierland zelfs de enige financieringsbron is. De sociale zekerheid in België wordt daarentegen relatief meer gefinancierd door overgedragen middelen van andere deelsectoren van de overheid. Frankrijk is het enige land waar een belangrijk deel van de financiering afkomstig is van andere heffingen. Het betreft in het bijzonder "la contribution sociale généralisée", wat een belasting is die wordt geheven op het grootste deel van de inkomens.

In België en de meeste andere landen verloopt een substantieel deel van de uitgaven voor sociale bescherming en gezondheidszorg via andere kanalen dan de sociale zekerheid. Van die uitgaven gebeurt in de andere landen gemiddeld slechts iets minder dan 60% via de sector van de sociale zekerheid. In België is dit ongeveer 75%. In Zweden, Ierland en Denemarken daarentegen zijn deze percentages veel lager en gebeurt het belangrijkste gedeelte van deze uitgaven via andere overheidsgeledingen, in het bijzonder via de lokale besturen.

Grafiek 2 - Aandeel van de deelsector van de sociale zekerheid in het geheel van de overheidsuitgaven voor sociale bescherming en gezondheidszorg  
(In procenten, 2008)



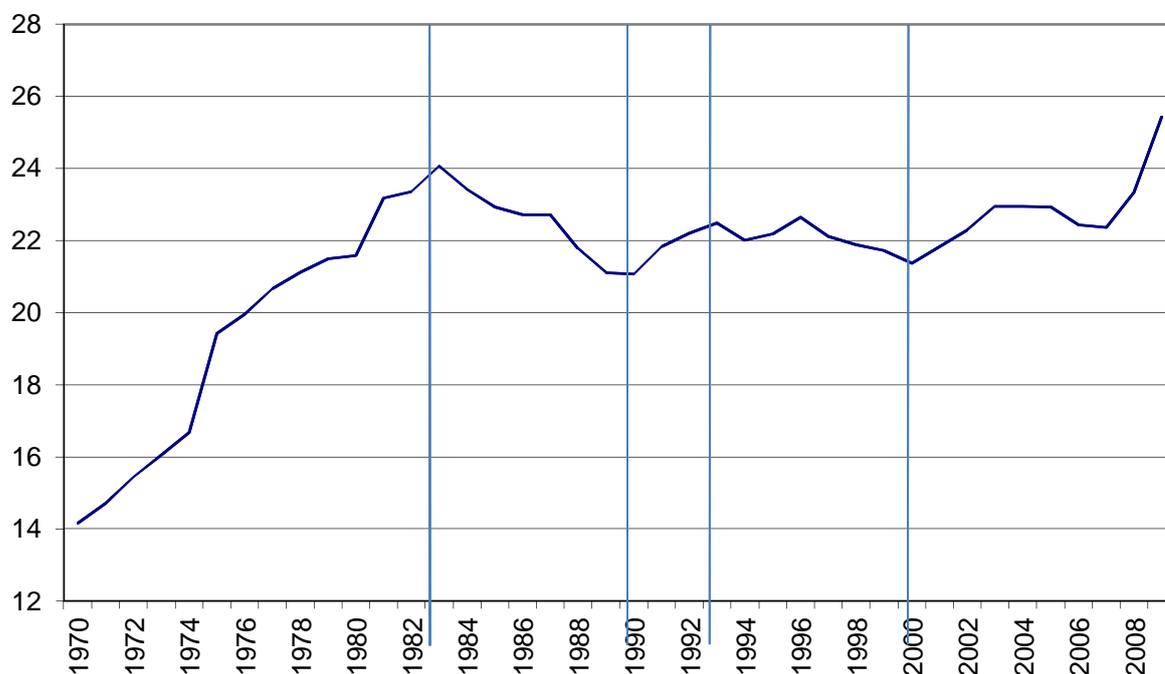
Bron: Eurostat.

Het feit dat de sociale zekerheid in belangrijke mate door andere overheidsgeledingen wordt gefinancierd en dat een belangrijk deel van de sociale prestaties ook in andere overheidsgeledingen gebeurt, maakt dat een analyse van de financiering van de sociale zekerheid zich niet kan beperken tot de sector van de sociale zekerheid. Het is beter om zich te richten op de financieringsstructuur van de gezamenlijke overheid. Daarom wordt in hoofdstuk 3 de financiering van de gezamenlijke overheid vergeleken met de overige EU-landen.

## 2. LES DÉPENSES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

En Belgique, les prestations sociales de l'ensemble des administrations publiques ont progressé de 11,3 points de PIB depuis 1970. Cette période peut être scindée arbitrairement en 5 phases délimitées par les années de pic et de creux dans le total des dépenses exprimées en pourcentages du PIB. Dans les années 1970 et jusqu'en 1983, les prestations sociales ont fortement gagné en importance, passant de 14,2 p.c. du PIB à 24,1 p.c. du PIB. Les économies réalisées alors, jusqu'en 1990, ont conduit à une diminution des prestations à hauteur de 3 points de PIB. La période 1990-1993 fut à nouveau caractérisée par une hausse des prestations sociales (+1,4 point du PIB). Les restrictions budgétaires entamées en 1993 dans le cadre de l'adhésion à l'UEM ont pesé sur les prestations sociales qui, en 2000, étaient inférieures de 1,1 point de PIB inférieures à leur niveau de 1993. Ces prestations ont par contre fortement progressé depuis lors, en conséquence des effets de la crise qui se sont fait sentir en 2008 et plus encore en 2009. Cette année-là, les prestations sociales ont atteint 25,4 p.c. du PIB, un sommet historique.

Graphique 3 - Dépenses de prestations sociales de l'ensemble des administrations publiques entre 1970 et 2009 (pourcentages du PIB)



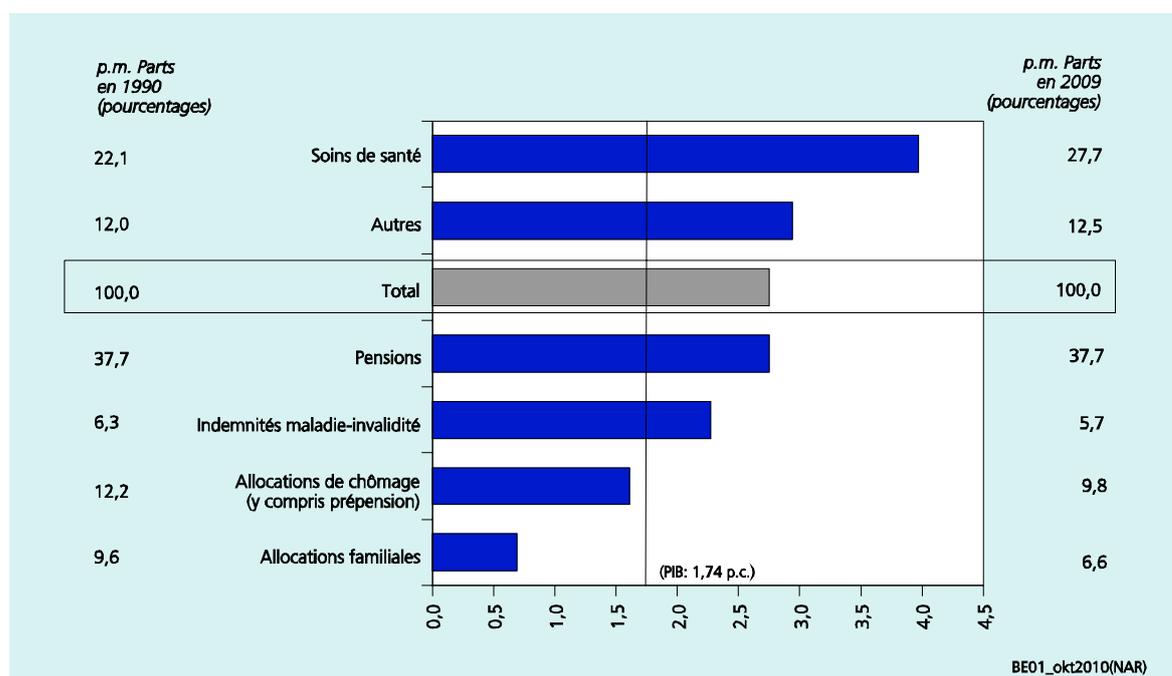
Sources: ICN, BNB.

En proportions du PIB, la progression des prestations sociales provient principalement de l'importance accrue des soins de santé, qui pesaient 7 p.c. du PIB en 2009 contre seulement 2,6 p.c. en 1970. Les dépenses de pensions ont également contribué à cette croissance pour 4,4 points de PIB de même que les dépenses liées au marché du travail (chômage, prépensions et systèmes d'interruptions de carrière), dont la part est passée de 0,4 à 2,7 p.c. du PIB au cours de la période étudiée. Les allocations familiales, par contre, se sont contractées, passant de 2,9 à 1,7 p.c. du PIB.

La part supportée par la sécurité sociale dans l'ensemble des prestations sociales est restée globalement stable depuis 1970, passant de 77,7 à 78,1 p.c. du total des dépenses de prestations sociales. Suite aux différents transferts de compétences réalisés depuis 1989, la part des communautés et régions atteint désormais 9,4 p.c. du total, au détriment de la part supportée par le pouvoir fédéral, qui est passée de 19,2 à 9,4 p.c. Enfin, la part des pouvoirs locaux est pratiquement stable autour de 3 p.c. de ces dépenses.

Les tableaux B.1 à B.8 montrent, de façon détaillée, l'évolution des prestations sociales en Belgique de 1970 à 2009.

Graphique 4 - Catégories de dépenses de prestations sociales de l'ensemble des administrations publiques  
(pourcentages de variation annuels moyens de 1990 à 2009, à prix constants<sup>(1)</sup>, sauf mention contraire)



Sources: ICN, BNB.

<sup>1</sup> Dépenses déflatées par l'indice des prix à la consommation harmonisé.

### 3. OVERHEIDSONTVANGSTEN IN BELGIË IN VERGELIJKING MET DE OVERIGE EU-LIDSTATEN

Zoals bleek uit hoofdstuk 1 inzake de financiering van de sociale zekerheid is het best de analyse van de financieringsstructuur niet te beperken tot de sociale zekerheid. In vele landen, waaronder België, bestaat een belangrijk deel van de middelen van de deelsector van de sociale zekerheid immers uit overdrachten van de andere geledingen van de overheid. Daarenboven gebeurt een niet-verwaarloosbaar deel van de uitgaven voor sociale bescherming en gezondheidszorg via andere kanalen dan de sociale zekerheid. Om een volledig beeld te krijgen van de uiteindelijke oorsprong van de financiële middelen die instaan voor de financiering van de sociale prestaties, wordt daarom in dit hoofdstuk gekeken naar de samenstelling van de heffingen voor de gezamenlijke overheid.

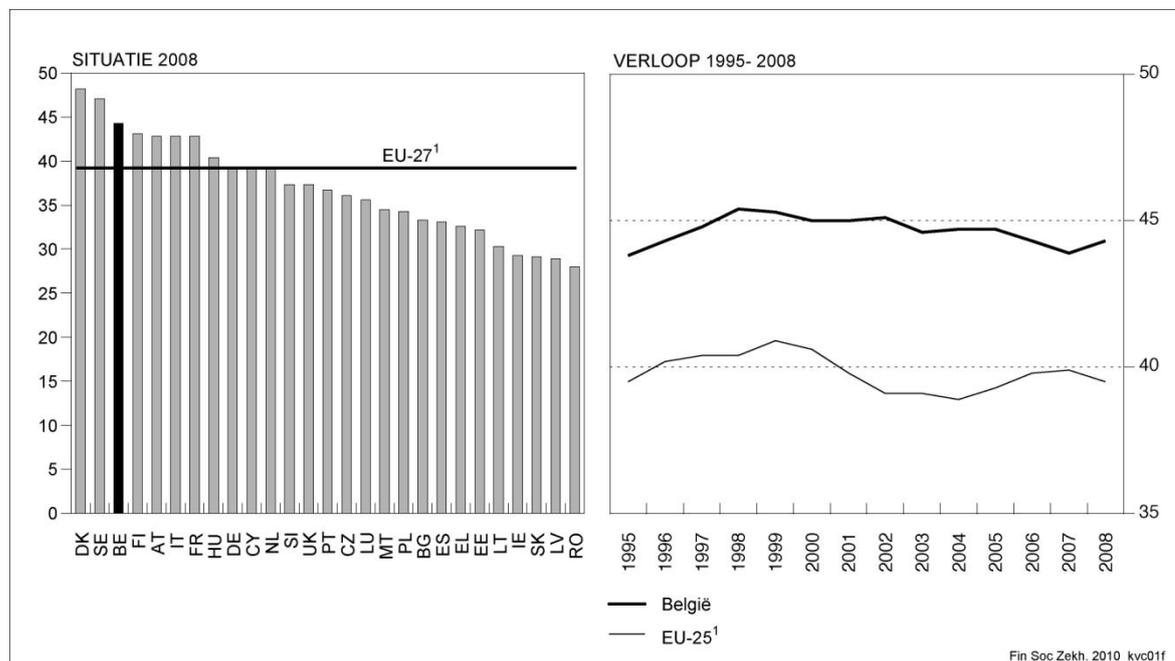
#### 3.1. Totale fiscale en parafiscale druk

In het kader van internationale vergelijkingen wordt de totale druk van de belastingen en sociale bijdragen doorgaans uitgedrukt ten opzichte van het bbp<sup>4</sup>. België behoort samen met de Scandinavische landen tot de landen met de hoogste belastingdruk in Europa. Met een belang van 44,3% bbp ligt in 2008 de belastingdruk in België vijf procentpunt hoger dan gemiddeld in de EU. Aan het andere eind zijn er Ierland, Slowakije, Letland en Roemenië die een belastingdruk hebben van minder dan 30% bbp.

<sup>4</sup> Een dergelijke vergelijking wordt deels verstoord door het feit dat landen in een verschillende mate gebruik maken van fiscale uitgaven of de sociale uitkeringen fiscaal verschillend behandelen.

## Grafiek 5 - Fiscale en parafiscale druk in de EU

(In procenten bbp)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

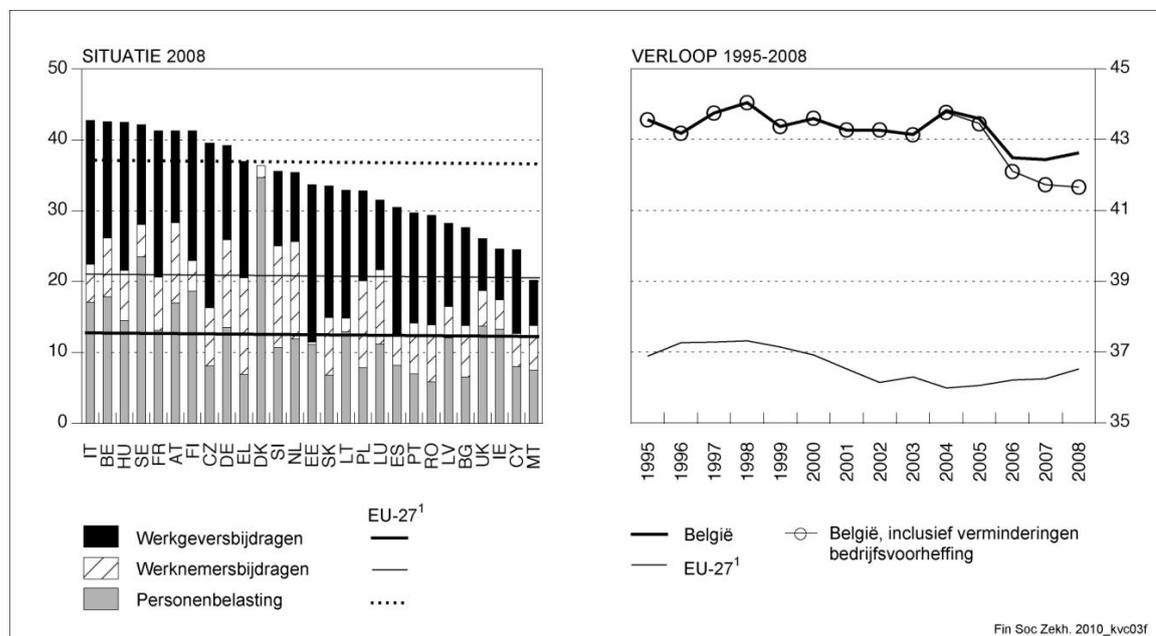
Tussen 1995 en 1998 nam de fiscale en parafiscale druk zowel in België als in de EU toe, mede omwille van de inspanningen die bepaalde landen leverden in aanloop van de Europese muntunie. In de periode erna was er een lichte daling van de fiscale en parafiscale druk.

Een vergelijking van de totale fiscale en parafiscale druk geeft evenwel een onvolledig beeld van de situatie van een land. Het is ook noodzakelijk om een vergelijking te maken van de belastingdruk op de voornaamste belastbare basissen. Een dergelijke benadering is zinvoller dan louter de opbrengst van iedere heffing in verhouding tot het bbp. Zo bijvoorbeeld kan het aandeel van de loonsom sterk verschillen van land tot land, wat een vertekend beeld geeft van de werkelijke druk op de belastinggrondslag. In de hiernavolgende delen wordt, op basis van een studie van de Europese Commissie, daarom gekeken naar de impliciete heffingstarieven - deze geven de verhouding weer van de ontvangsten op hun relevante macro-economische belastbare basis - op lonen, consumptie en kapitaal. Aldus wordt het belang van deze heffingen gesitueerd ten opzichte van andere landen<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> EC (2010), 'Taxation trends in the European Union, data for the EU Member States, Iceland and Norway'.

### 3.2. Heffingen op de inkomens uit arbeid

Grafiek 6 - Impliciete heffingstarieven op de lonen (procenten)



Bronnen: EC, NBB.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

<sup>2</sup> Dergelijke verminderingen bestaan ook in andere landen, maar informatie om deze reeks voor de EU-27 te corrigeren ontbreekt, waardoor de reeks voor België, inclusief de verminderingen van de bedrijfsvoorheffing niet kan worden vergeleken met de reeks van de EU-27, exclusief de verminderingen van de bedrijfsvoorheffing.

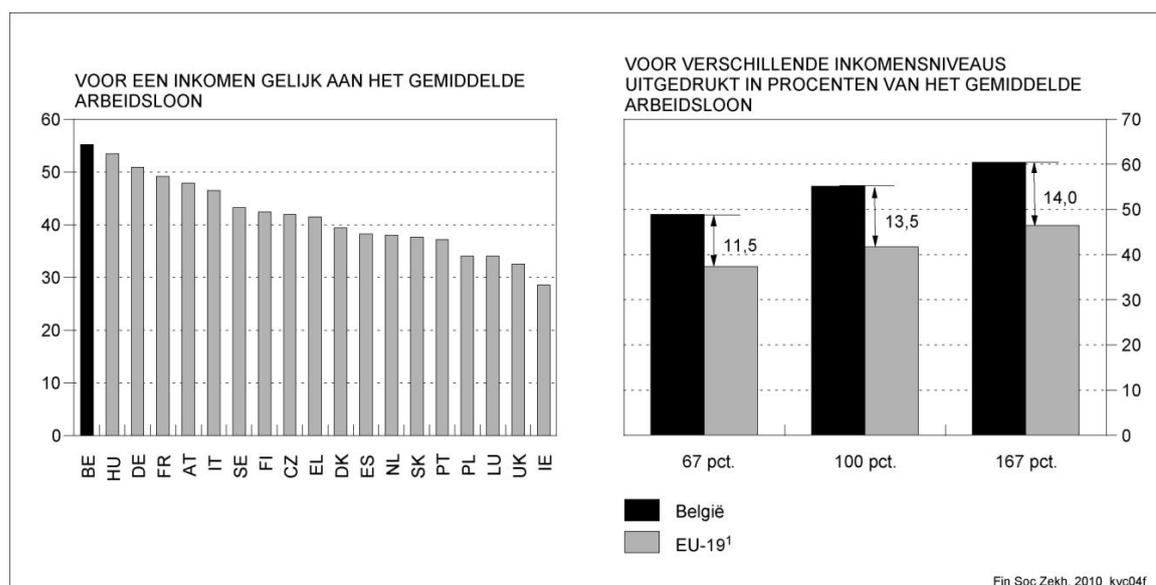
Het macro-economische impliciete heffingstarief op de lonen - dat door de EC wordt berekend op basis van de nationale rekeningen - omvat de personenbelasting en de werknemers- en de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid<sup>6</sup>. In 2008 lag dit tarief in België met 42,6% 6,1 procentpunt hoger dan het gemiddelde in de EU. Dit is voornamelijk een gevolg van de personenbelasting en de werkgeversbijdragen die een hogere heffingsdruk uitoefenen dan gemiddeld in de EU, terwijl de werknemersbijdragen slechts licht boven het EU-gemiddelde uitstijgen. Het impliciete heffingstarief in België is het tweede hoogste van de EU, na Italië. Ook Hongarije, Zweden, Frankrijk, Oostenrijk en Finland hebben een impliciet tarief van meer dan 40%. Aan het andere uiteinde van het spectrum situeren zich het Verenigd Koninkrijk, Ierland, Cyprus en Malta, die een impliciet tarief van omtrent of onder 25% hebben. De vergelijking tussen de landen wordt mede beïnvloed door het institutionele kader. Zo bijvoorbeeld wordt in Nederland een deel van de sociale bijdragen betaald aan entiteiten die niet tot de overheidssector behoren, wat het impliciete heffingstarief drukt.

Tussen 1995 en 1998 namen, in aanloop naar de muntunie en omwille van de budgettaire voorwaarden die aan de toetreding verbonden waren, zowel in België als in het geheel van de EU de impliciete heffing op de lonen toe. Na de toetreding verschoof de aandacht echter vooral naar de mogelijke negatieve impact van de hoge heffingen op de lonen op de economie. In België gebeurde dit voornamelijk door de in 2001 goedgekeurde hervorming van de personenbelasting, waarvan de volledige impact in 2006 tot uiting kwam.

<sup>6</sup> Het impliciete heffingstarief op de lonen wordt gedefinieerd als het geheel van de aan de overheid gestorte heffingen op de inkomens uit arbeid in loondienst (belastingen en werkelijke sociale bijdragen betaald door de werkgevers en werknemers, inclusief de belastingen op de loonsom) gedeeld door de loonsom.

De gegevens inzake het impliciete tarief houden geen rekening met de verminderingen van de bedrijfsvoorheffingen die de voorbije jaren werden toegestaan. Deze worden volgens de methodologie van het ESR95 beschouwd als overheidsuitgaven en niet als een verlaging van de ontvangsten. Indien hiermee wordt rekening gehouden, dan daalde het impliciete tarief de voorbije jaren sterker. Op te merken valt dat deze reeks niet vergelijkbaar is met andere landen, omdat er geen gegevens beschikbaar zijn over dergelijke loonkostenverminderingen in andere landen.

Grafiek 7 - Gemiddelde fiscale en parafiscale heffingstarieven op arbeid voor een ongehuwde werknemer zonder kinderen  
(procenten van de loonkosten, 2009)



Bron: OESO.

<sup>1</sup> Ongewogen gemiddelde.

De OESO berekent, voor de lidstaten van de E U die lid zijn van de OESO, op basis van de belastingparameters voor een aantal typegevallen (alleenstaanden en gehuwden met of zonder kinderen) de fiscale en parafiscale druk op inkomens uit arbeid. Op basis hiervan wordt het bovenstaande beeld van de relatief hoge heffingsdruk op arbeid in België bevestigd. Zo laat België in 2009 voor een ongehuwde werknemer zonder kinderen voor de hier getoonde inkomensniveaus altijd het hoogste gemiddelde belastingstarief optekenen<sup>7</sup>. Voor een werknemer die in België woont en werkt met een inkomen gelijk aan twee derde van het gemiddelde inkomen komt het gemiddelde tarief reeds in de buurt van 50% en bedraagt de afwijking ten opzichte van het Europese gemiddelde meer dan 11 procentpunt.

De meeste landen van de EU hanteren een progressief belastingstelsel, waarbij het gemiddelde tarief toeneemt met het inkomen. In België is het progressieve karakter van het belastingstelsel relatief sterker aanwezig dan gemiddeld in de andere EU-landen, aangezien het verschil met het Europese gemiddelde toeneemt naarmate het inkomensniveau toeneemt. De progressiviteit en de hoogte van het gemiddelde tarief zijn bepalend voor het herverdelende karakter van de belastingen. De hogere progressiviteit en het hogere gemiddelde tarief duiden erop dat de inkomensbelastingen in België sterker herverdelend zijn dan in de EU.

Voor het aanbod van arbeid is naast het gemiddelde tarief vooral het marginale tarief van belang. Dit tarief geeft immers weer wat van een bijkomende eenheid arbeidsinput aan heffingen wordt afgestaan en wat het nettovoordeel voor de belastingplichtige is. De landen met een hoog gemiddeld tarief vertonen vaak

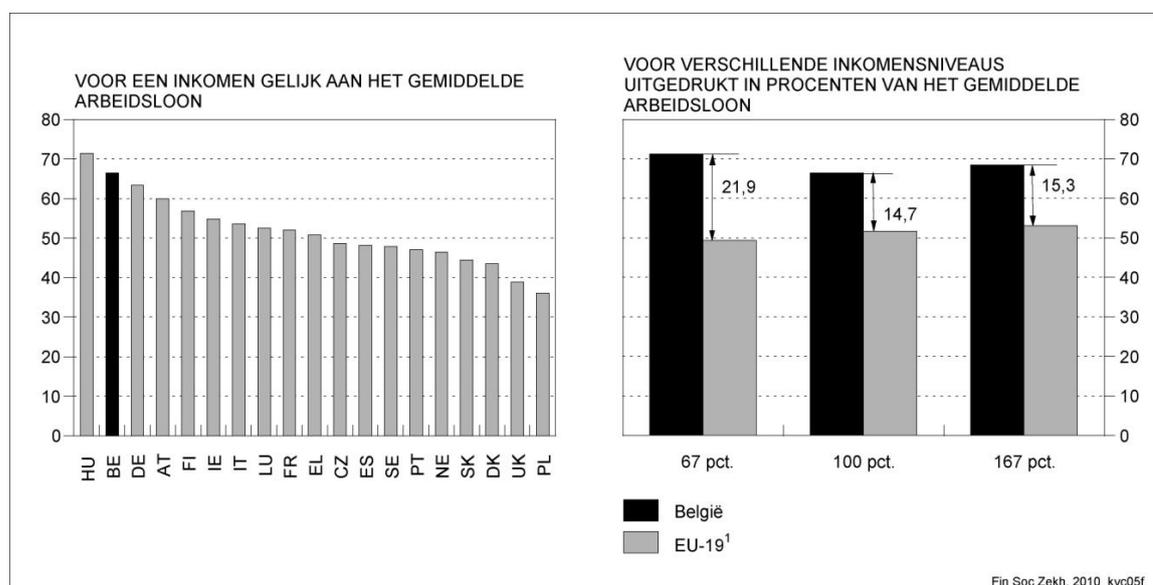
<sup>7</sup> Ook voor gehuwde werknemers met of zonder kinderen situeert België zich bij de hoogste gemiddelde tarieven.

ook hogere marginale tarieven. Het peil van het marginale tarief is in België voor een gemiddeld inkomen zeer hoog. Ongeveer twee derde van de bijkomende loonkost gaat naar heffingen: enkel in Hongarije is het marginale tarief nog hoger. Het verschil met het Europese gemiddelde ligt, afhankelijk van het inkomensniveau, tussen de 14 en 22 procentpunt.

Het marginale tarief is in België voor een inkomensniveau van 67% van het gemiddelde arbeidsloon hoger dan voor de andere inkomensniveaus, niettegenstaande de oplopende marginale tarieven inzake personenbelasting naargelang het inkomensniveau. Dit is een gevolg van de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid die een hoger tarief heeft voor dit inkomensniveau. Ook maatregelen ter stimulering van de werkgelegenheid voor lage lonen kunnen de marginale tarieven opdrijven voor de inkomensniveaus waar deze maatregelen worden afgebouwd.

Voor de hogere inkomensniveaus zijn er in tal van landen inkomensplafonds voor de tarieven van de sociale bijdragen waarboven de heffing nul wordt. Dit is niet het geval voor België, wat de relatieve positie van België ongunstig beïnvloedt.

Grafiek 8 - Marginale fiscale en parafiscale heffingstarieven op arbeid voor een ongehuwde werknemer zonder kinderen  
(procenten van de loonkosten, 2009)



Bron: OESO.

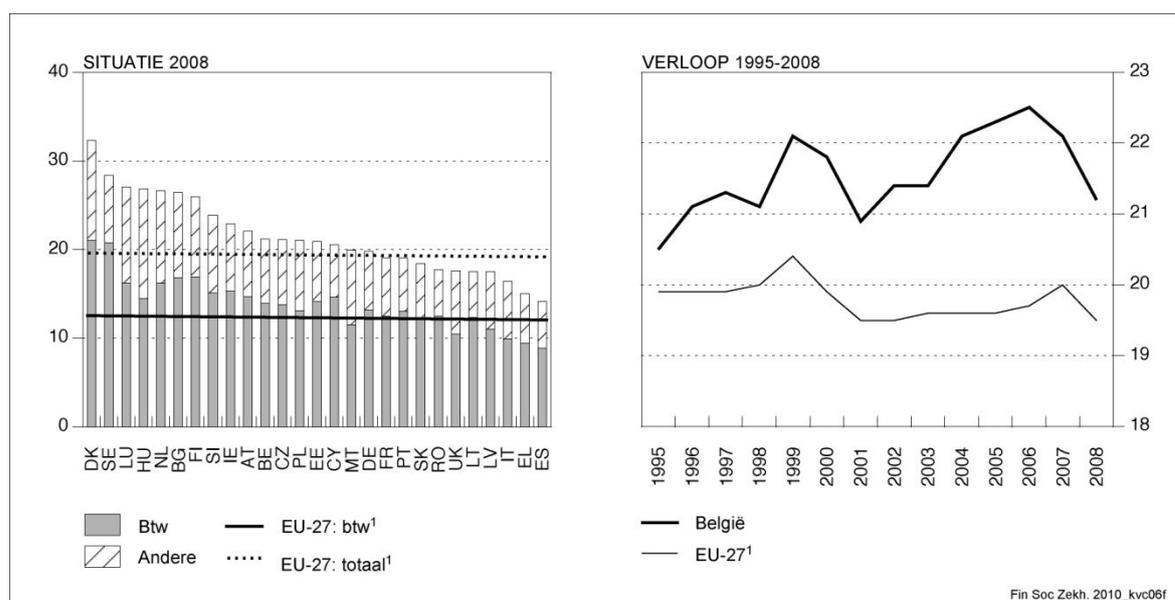
<sup>1</sup> Ongewogen gemiddelde.

### 3.3. Belastingen op consumptie

De impliciete heffingsdruk op de consumptie is gebaseerd op de verhouding tussen de opbrengsten van de belastingen op de consumptie en de belastinggrondslag, die doorgaans wordt beperkt tot de binnenlandse consumptieve bestedingen van de gezinnen. Het aldus verkregen impliciete tarief overschat de werkelijke fiscale druk omdat consumptiebelastingen ook worden geheven op andere belastinggrondslagen, zoals de intermediaire consumptie en de investeringen in vaste activa van de overheid en de investeringen in woongebouwen. Bovendien kunnen in sommige landen die lage belastingtarieven op de consumptie hanteren, zoals Luxemburg, toch hoge belastingontvangsten worden vastgesteld door de aankopen van niet-ingezetenen, wat leidt tot een hoog impliciet heffingstarief op de consumptie.

Op basis van de door de EC gepubliceerde gegevens voor 2008 blijken tussen de lidstaten belangrijke verschillen te bestaan inzake het impliciete heffingsstarief op consumptie. De consumptie wordt relatief zwaar belast in de Scandinavische landen, maar ook in Hongarije en Nederland, terwijl deze in de Zuid-Europese landen Italië, Griekenland en Spanje beduidend lager wordt belast. Voor de impliciete heffingsdruk op consumptie ligt België met 21,2% iets boven het gewogen gemiddelde van de EU dat 19,5% bedroeg in 2008. De belastingdruk op de consumptie wordt in België vooral bepaald door een hogere impliciete druk van de btw. Voor de andere heffingen ligt de impliciete druk in verhouding tot de binnenlandse consumptieve bestedingen rond het EU-gemiddelde.

Grafiek 9 - Impliciete fiscale druk op de consumptie van particulieren<sup>2</sup>  
(In procenten, 2008)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde

<sup>2</sup> Consumptiebelastingen in procenten van de consumptieve bestedingen van de gezinnen.

De impliciete druk op de consumptie schommelde in de EU tussen 1995 en 2008 rond de 20%. In België is er een meer uitgesproken verloop van het impliciete tarief. Vooral sinds 2001 was er een sterke stijging van het impliciete tarief, die evenwel in 2007 en 2008 grotendeels ongedaan werd gemaakt. Naast een beperkte invloed van een verschuiving van de lasten op arbeid naar consumptie door accijnsverhogingen is dit voornamelijk een gevolg van fluctuaties van het impliciete btw-tarief, tengevolge conjuncturele verschuivingen, energieprijzen en de strijd tegen de btw-fraude.

### 3.3.1. Btw

Op de btw-tarieven in de EU-lidstaten is de Europese regelgeving van toepassing. De bedoeling hiervan is om schadelijke concurrentie tegen te gaan, maar tegelijkertijd de mogelijkheid te bieden de btw op bepaalde producten laag te houden om sociale of economische redenen. Voor het normale btw-tarief heeft de EU een minimumpeil van 15% vastgesteld. Landen mogen voor bepaalde goederen en diensten één of twee verlaagde tarieven hanteren, maar deze moeten minimum 5% bedragen. Bepaalde landen die vóór 1 januari 1991 een tarief van minder dan 13% hadden, hebben het recht om supergereduceerde tarieven die lager zijn dan 5% te hanteren voor bepaalde diensten. De btw heeft in tegenstelling tot de personenbelasting een regressief karakter ten opzichte van het inkomen. Dit houdt in dat lagere

inkomensdecielen relatief meer btw betalen in verhouding tot hun inkomen dan hogere inkomensdecielen. Nochtans worden vooral basisgoederen, die een belangrijker deel uitmaken van de bestedingen van de laagste inkomensklassen, tegen een lager tarief belast. Het regressief karakter van de btw ten opzichte van het inkomen komt voort uit het feit dat de hogere inkomensklassen van hun inkomen relatief minder consumeren en relatief meer sparen.

Tabel 5 - Btw-tarieven in een selectie van EU-landen  
(In procenten, 2010)

	Standaardtarief	Gereduceerde tarieven	Supergereduceerd tarief
Denemarken	25	-	-
Zweden	25	6/12	-
Finland	23	9/13	-
Griekenland	23	11	4,5
Ierland	21	13,5	4,8
België	21	6/12	-
Portugal	21	5/12	-
Italië	20	10	4
Oostenrijk	20	10	-
Frankrijk	19,6	5,5	2,1
Duitsland	19	7	-
Nederland	19	6	-
Spanje	18	8	4
Verenigd Koninkrijk	17,5	5	-
Luxemburg	15	6/12	3

Bron: EC.

De Scandinavische landen kennen de hoogste standaardtarieven in de EU, met als uitschieters Denemarken en Zweden, met een tarief van 25%. Op te merken valt dat Denemarken het enige land is dat geen gereduceerde tarieven hanteert. Ook Ierland en Griekenland, dat recentelijk zijn tarief verhoogde van 19 tot 23%, hanteren een hoger tarief dan het standaardtarief in België dat 21% bedraagt<sup>8</sup>. Onze buurlanden Frankrijk, Duitsland, Nederland hebben een tarief dat iets lager ligt. In Luxemburg van zijn kant stemt het standaardtarief voor de btw overeen met het minimumtarief van 15%.

Het btw-tarief in België is dus relatief hoog. Bovendien beperken de lagere tarieven in de buurlanden de mogelijkheid tot belangrijke belastingverhogingen. Het afschaffen of verhogen van de gereduceerde tarieven zou in relatief sterke mate ten laste van de lagere inkomensklassen vallen.

### 3.3.2. Overige consumptiebelastingen

Het impliciete tarief van de overige consumptiebelastingen is geen erg accurate indicator van de impact van deze heffingen. Het aandeel van deze productcategorieën waarop deze belastingen van toepassing zijn in de consumptieve bestedingen van de huishoudens kan verschillen van land tot land. Bovendien kan het tarief worden vertekend door een verschillend belang van aankopen door niet-ingezetenen. De belangrijkste belastingen in deze categorie betreffen de accijnzen.

Accijnzen worden vooral geheven op minerale oliën, tabaksproducten en (alcoholische) dranken. Net als inzake btw heeft de EC voor een aantal producten ook minimumtarieven vastgelegd, hetzij per eenheid product (specifieke accijnzen), hetzij in procenten van de verkoopprijs (ad valorem accijnzen).

<sup>8</sup> Portugal heeft aangekondigd zijn tarief te verhogen naar 23% in 2011.

In vergelijking met de andere lidstaten van de EU blijven de accijnzen en aanverwante belastingen in België relatief beperkt. De accijnsheffing op diesel en alcoholische dranken is lager dan het gemiddelde voor de andere landen. Voor huisbrandolie is het verschil erg groot aangezien de belastingen, exclusief btw, in België vrijwel verwaarloosbaar zijn in vergelijking met het EU15-gemiddelde.

Ten opzichte van Nederland, het Verenigd Koninkrijk, Duitsland en Frankrijk zijn de accijnzen op minerale oliën in België doorgaans lager. In Luxemburg liggen de accijnzen op deze producten echter nog beduidend lager, wat een risico op verschuiving van de belastbare basis inhoudt bij accijnsverhogingen.

De lagere heffingen op stookolie zijn vanuit milieuoverwegingen moeilijk te verantwoorden, aangezien het in essentie om hetzelfde product gaat als diesel. Een verklaring voor de vrij lage heffingen is dat het product een ruim aandeel heeft in de uitgaven van de huishoudens met relatief lage inkomens.

Tabel 6 - Btw-tarieven, accijnstarieven en belastingen op bepaalde producten voor particulieren (juli 2010, uitgezonderd voor minerale oliën september 2010)

	Belasting (exclusief btw) op minerale oliën <sup>1</sup>			Accijnzen op sigaretten <sup>3</sup>	Accijnzen op alcohol	
	Eurosuper 95 <sup>2</sup>	Diesel <sup>2</sup>	Huisbrandolie <sup>2</sup>		Bier <sup>4</sup>	Niet- mousserende wijn <sup>5</sup>
Oostenrijk	485,1	386,2	109,2	112,7	2,0	0,0
België	613,6	392,9	18,5	142,8	1,7	47,1
Denemarken	572,3	389,5	332,7	136,3	2,7	82,3
Finland	611,3	330,1	80,7	131,9	10,4	283,0
Frankrijk	606,2	427,9	56,6	179,2	1,1	3,6
Duitsland	654,5	470,4	61,4	143,7	0,8	0,0
Griekenland	681,1	423,3	422,2	107,2	2,6	0,0
Ierland	563,2	469,2	108,7	261,0	6,3	262,2
Italië	564,0	423,0	403,2	111,2	2,4	0,0
Luxemburg	462,1	310,0	10,0	104,9	0,8	0,0
Nederland	719,9	437,7	254,2	144,0	2,2	70,6
Portugal	583,0	364,4	213,8	107,8	1,3	0,0
Spanje	440,8	344,7	85,8	107,1	0,9	0,0
Zweden	601,4	472,8	414,5	126,6	6,5	211,8
Verenigd Koninkrijk	682,2	682,2	66,7	213,6	6,9	247,0
EU	589,4	421,6	175,9	142,0	3,2	80,5
Vershil BE - EU (procenten)	24,2	-28,7	-157,4	0,8	-1,5	-33,4
Buurlanden	625	466	90	157	2	64
	421	330	21 <sup>7</sup>	60/95 <sup>8</sup>	0,7	0,0

p.m. minimum

Bronnen: EC, NBB.

<sup>1</sup> Berekend als alle indirecte belastingen exclusief btw, dus inclusief de aan accijnzen verwante belastingen.

<sup>2</sup> Euro per 1.000 liter.

<sup>3</sup> Euro per 1.000 sigaretten.

<sup>4</sup> Euro per graad Plato per hectoliter.

<sup>5</sup> Euro per hectoliter.

<sup>6</sup> Voor een bier van 11 graden Plato.

<sup>7</sup> De accijnzen bedragen € 21 per 1.000 liter, maar België en Luxemburg zijn daarvan vrijgesteld op voorwaarde dat zij op huisbrandolie een "controletributie" heffen van minstens € 5 per 1.000 liter.

<sup>8</sup> Ofwel € 60 per 1.000 sigaretten en 57 pct. van de kleinhandelsprijs ofwel € 95 per 1.000 sigaretten.

### 3.4. Milieuheffingen<sup>9</sup>

In de jaren negentig bevalen internationale organisaties zogeheten groene belastinghervormingen aan. Dergelijke hervormingen zijn gericht op een verlaging van de heffingen op arbeid, gebruik makende van de extra opbrengst uit milieuheffingen. Deze verbeteren de marktwerking doordat ze externe effecten in rekening brengen. Zodoende zouden twee doelstellingen tegelijkertijd kunnen worden gerealiseerd, namelijk een beter leefmilieu en een hogere werkgelegenheid.

Het relatieve belang van de milieuheffingen verschilt afhankelijk van de lidstaten van de EU, maar over het algemeen schommelt de opbrengst ervan tussen 1,5 en 4% bbp in 2008. De uitschieter is Denemarken waar de ontvangsten 5,7% bbp uitmaakt en in 2008. In België zijn de milieuheffingen in verhouding tot het bbp minder belangrijk, in vergelijking met de andere landen in de EU. België komt met milieuheffingen ten belope van 2% bbp op de drieëntwintigste plaats van de EU. Ondanks de aandacht die reeds geruime tijd aan de milieuheffingen wordt besteed, is het belang ervan tijdens de afgelopen jaren niet toegenomen. Tussen 1999 en 2008 werd voor de EU als geheel een daling van het belang van deze heffingen vastgesteld. Ook in België wordt in de recentste jaren een daling waargenomen. Deze vaststelling is opvallend omdat verschillende landen overgingen tot "groene" belastinghervormingen. Milieuheffingen hebben echter tot doel de consumptie van bepaalde producten af te remmen, waardoor hun opbrengst doorgaans niet parallel met de economische groei verloopt.

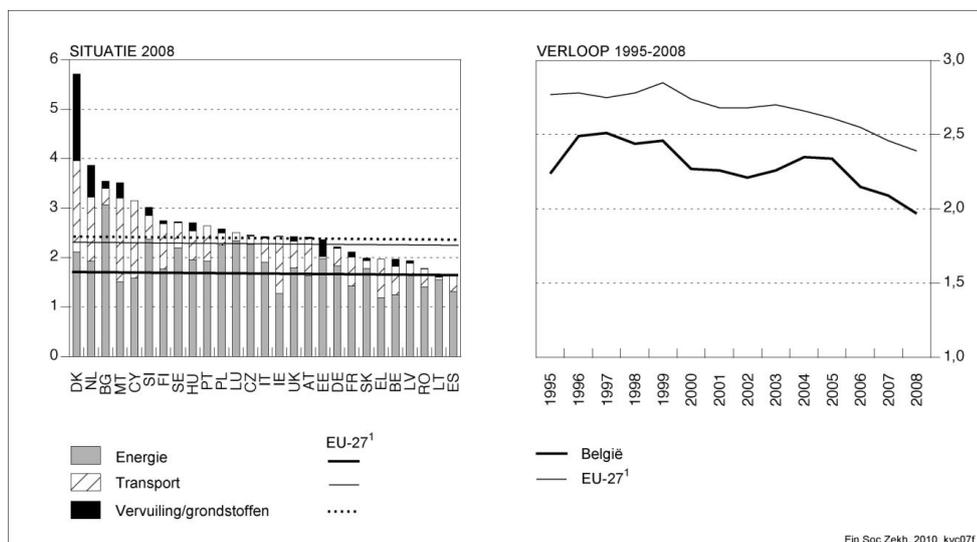
Milieuheffingen worden vanuit statistisch oogpunt doorgaans ingedeeld in drie categorieën, namelijk heffingen op energie (inclusief heffingen op diesel en benzine), heffingen op vervoer en heffingen op vervuiling.

Ofschoon er het voorbije decennium een daling van de opbrengst van de milieuheffingen werd opgetekend, lijkt er wel een tendens te zijn naar een breder gebruik van dergelijke heffingen. Terwijl er tijdens de jaren negentig vrijwel uitsluitend accijnzen op minerale oliën waren, is het gamma van milieuheffingen sindsdien fors uitgebreid. Zo blijven enkel in Luxemburg en Portugal de milieuheffingen beperkt tot heffingen op minerale oliën en op het bezit of gebruik van een voertuig.

---

<sup>9</sup> Dit deel steunt in belangrijke mate op Van Cauter K. en L. Van Meensel (2009) "Naar meer milieuheffingen?", Nationale Bank van België, Economisch Tijdschrift, juni.

Grafiek 10 - Samenstelling en verloop van de milieuheffingen in de EU-lidstaten  
(In procenten bbp)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

Voor de toekomst zijn er in België mogelijkheden om de ontvangsten uit milieuheffingen te verhogen. Een aanzienlijk deel van de nieuwe ontvangsten kan verband houden met de verbintenissen die zijn aangegaan om de uitstoot van CO<sub>2</sub> en andere broeikasgassen te reduceren. Enerzijds kan de veiling van een steeds groter deel van de uitstootrechten overheidsontvangsten genereren. Anderzijds zal, om de uitstoot van broeikasgassen door de huishoudens efficiënt te reduceren, wellicht meer gebruik moeten worden gemaakt van milieuheffingen. Hierbij kan de ongelijkheid tussen de accijnzen op diesel en benzine worden beperkt. Voorts kan best een langetermijnvisie worden uitgewerkt in het vlak van energie-efficiëntie en huisverwarming. Rekening houdende met het "de vervuiler betaalt"-principe is het wenselijk te werken met extra heffingen op de voornaamste energiebronnen en met regelgeving inzake energieprestatienormen, veeleer dan met extra belastingaftrekken.

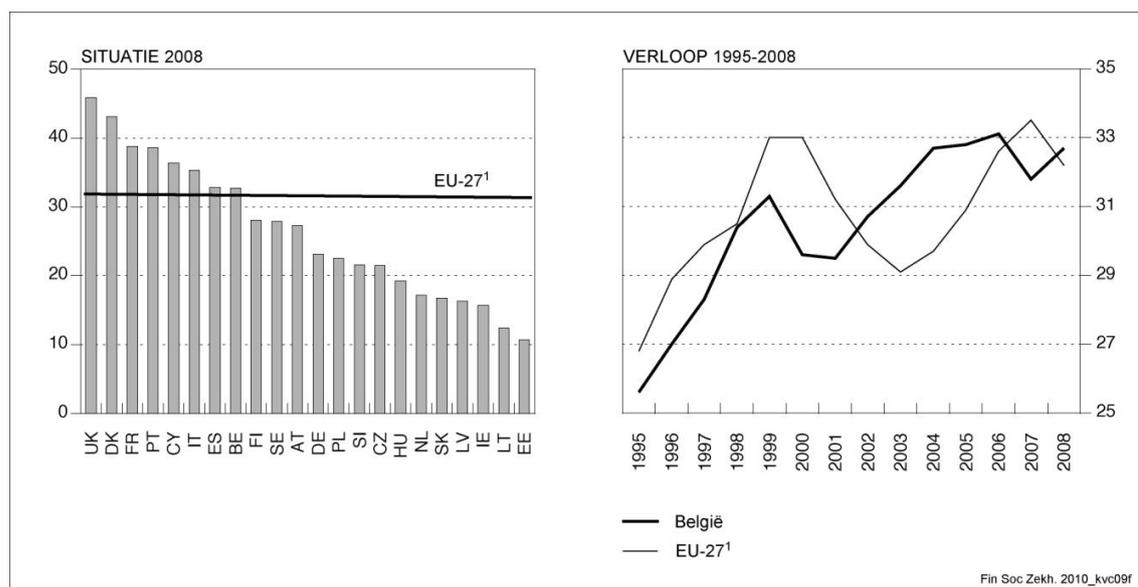
### 3.5. Heffingen op kapitaal

Het berekenen van internationaal vergelijkbare cijfers inzake de fiscale druk op vermogens en op de inkomens uit vermogen wordt bemoeilijkt door een aantal methodologische problemen<sup>10</sup>. In de reeds vermelde studie van de Europese Commissie waarin alle belastingen worden toegewezen aan arbeid, consumptie of kapitaal, wordt - op basis van informatie verkregen van de nationale belastingadministraties - getracht een oplossing te vinden voor deze methodologische problemen en wordt de fiscale druk op vermogen berekend als de belastingen op het vermogen (en het inkomen daaruit) in verhouding tot het inkomen uit vermogen. De bekomen cijfers moeten evenwel nog altijd met de nodige omzichtigheid worden geïnterpreteerd, gelet op de nog vele methodologische beperkingen.

<sup>10</sup> Zo worden de belastingen op roerende en onroerende inkomens niet alleen geïnd via een specifieke heffing (bv. de roerende en onroerende voorheffing) waarvan de opbrengst precies gekend is, maar in vele gevallen worden die inkomens samengevoegd met de andere inkomens, waardoor het statistisch moeilijk is die belastingen op roerende en onroerende inkomens te isoleren van die welke zijn verschuldigd op andere inkomens.

In de bovenvermelde studie wordt een zeer ruime definitie van de vermogensbelasting gehanteerd. Deze omvat de vennootschapsbelasting, de belastingen en sociale bijdragen van zelfstandigen<sup>11</sup>, belastingen op het nettovermogen, de successie- en schenkingsrechten, de belastingen op roerende en onroerende goederen, evenals de belastingen op de door particulieren ontvangen interesten en dividenden, verminderd met de op de vermogensvorming betrekking hebbende aftrekken in de personenbelasting.

Grafiek 7 - Impliciet heffingstarief op vermogen<sup>2</sup>  
(procenten, 2008)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

<sup>2</sup> Belastingen op vermogen (en op het inkomen eruit) in procent van het inkomen uit vermogen.

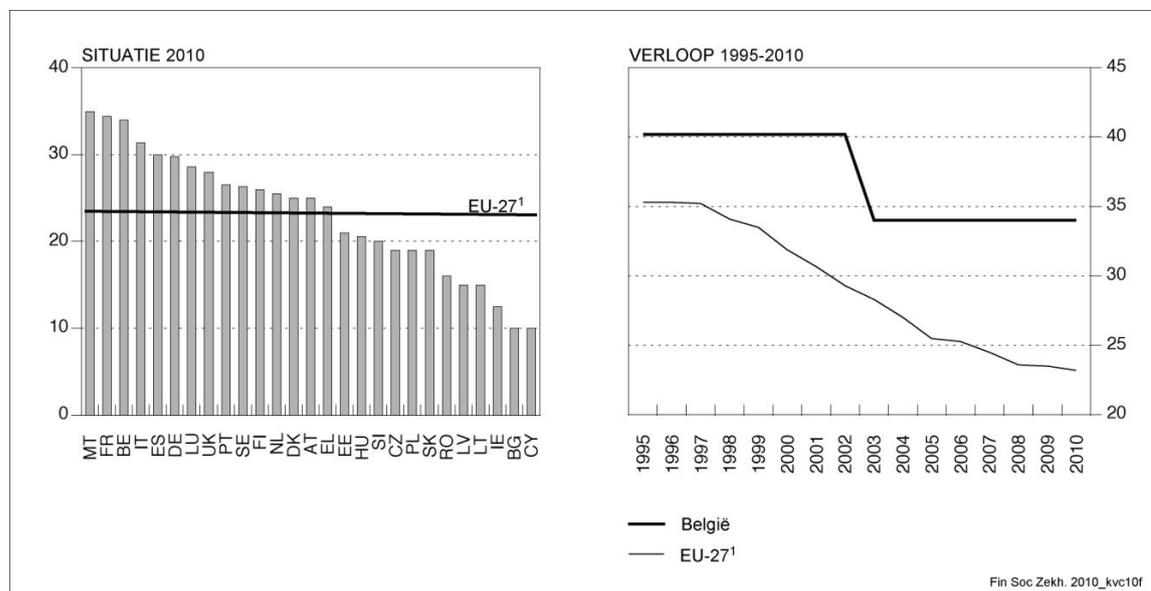
De impliciete heffing op het vermogen in België ligt iets boven het gemiddelde in de EU. Vooral in het Verenigd Koninkrijk en Denemarken wordt vermogen en het inkomen eruit relatief zwaar belast. Een nadeel van dit impliciete tarief is dat deze maatstaf conjunctuurgevoelig is, omdat het exploitatieoverschot, dat een onderdeel van de belastbare basis uitmaakt, in de nationale rekeningen de som is van de resultaten van de bedrijven die winst en verlies maken. In slechte economische perioden zullen de verliezen van bedrijven groter zijn, wat de bedrijfswinst vóór belastingen in de nationale rekeningen drukt en het impliciete tarief opdrijft. Maar het verloop van deze maatstaf in de periode 1995-2008 wijst erop dat het impliciete tarief vrij dicht bij het gemiddelde tarief in de EU lag.

Het impliciete heffingstarief op vermogen is het resultaat van zeer diverse heffingen. Het betreft heffingen op de winsten op vennootschappen, heffingen op het inkomen van zelfstandigen, heffingen op het inkomen uit vermogen van particulieren en andere heffingen op vermogen. Het is daarom nodig een meer gedetailleerde vergelijking te maken om een idee te krijgen over de positie van België.

<sup>11</sup> Het inkomen van de zelfstandigen vergoedt zowel de geleverde arbeid als het ingezette vermogen. Aangezien de beschikbare statistische informatie niet toelaat om een uitsplitsing te maken over de twee componenten, heeft de Europese Commissie ervoor geopteerd om alle inkomen en heffingen van de zelfstandigen te beschouwen als inkomen uit vermogen en heffingen op dat inkomen.

### 3.5.1. Heffingen op vennootschapswinsten

Grafiek 8 - Hoogste nominale tarieven van de vennootschapsbelasting<sup>2</sup> (procenten, 2010)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

<sup>2</sup> Inclusief eventuele lokale of regionale belastingen.

Een belangrijke deelcomponent van de belastingen op vermogen is de vennootschapsbelasting. Er bestaan in 2010 belangrijke verschillen tussen de nominale tarieven van de vennootschapsbelasting in de EU-landen<sup>12</sup>. Malta en Frankrijk hebben, met tarieven die respectievelijk 35 en 34,4% bedragen, de hoogste heffingsdruk op de vennootschapswinsten. Aan het andere uiteinde van het spectrum bevindt zich Ierland dat reeds verscheidene jaren openlijk de kaart van de fiscale concurrentie heeft getrokken met een tarief dat momenteel 12,5 % bedraagt en Bulgarije en Cyprus die een tarief van 10% hanteren. België heeft, ondanks de verlaging van het nominale tarief in 2003 naar 33,99%, het derde hoogste tarief. Dit tarief ligt meer dan tien procentpunt boven het ongewogen EU-gemiddelde dat momenteel 23,2% bedraagt.

Er is onmiskenbaar een trend van dalende nominale tarieven aan de gang. De daling van het gemiddelde tarief in de EU van 35,3% in 1995 naar 23,5% in 2010 is niet het gevolg van een daling van het tarief in enkele landen. Sinds 1995 is immers in nagenoeg alle Europese landen het nominale tarief van de vennootschapsbelasting één of meerdere keren verlaagd. Enkel in Finland, Hongarije en Malta daalde het nominale tarief niet.

Niettegenstaande de Europese landen hun nominale tarieven van de vennootschapsbelasting de afgelopen decennia in belangrijke mate hebben verminderd, moeten de effectieve gevolgen van deze dalingen worden genuanceerd. Het blijkt dat de gemiddelde opbrengst van de vennootschapsbelasting in verhouding tot het bbp, ondanks de daling van de nominale tarieven, niet is afgenomen. Ook het verloop van de impliciete tarieven op de vennootschapsbelasting geeft aan dat de verlagingen van de nominale tarieven gepaard zijn gegaan met een verbreding van de basis die gebruikt wordt om de vennootschapsbelasting te berekenen. Concreet betekent dit dat compenserende maatregelen, preferentiële stelsels die belastingvoordelen toekennen of belastingaftrekken zijn teruggedraaid. Ook een verdere vervennootschappelijking, waarbij personen ervoor opteren om een vennootschap op te richten in de

<sup>12</sup> Het betreft het hoogste marginale tarief, inclusief eventuele op lokaal of regionaal geheven belastingen.

plaats van de arbeid onder het zelfstandigensysteem te verrichten, kan hebben bijgedragen tot een uitbreiding van de belastbare basis<sup>13</sup>.

### 3.5.2. Heffingen op het inkomen uit vermogen van particulieren

De belangrijkste heffing inzake de inkomsten uit roerende activa is in België de roerende voorheffing op interesten en dividenden. Deze werkt, indien gewenst, bevrijdend, waardoor de inkomens onder de vorm van interesten en dividenden niet in de personenbelasting dienen te worden vermeld. In verschillende landen bestaat er echter geen systeem van roerende voorheffing of is deze niet bevrijdend en worden deze inkomens belast in de personenbelasting.

Een vergelijking van de fiscale behandeling op dividenden gebeurt hier op basis van gegevens van de OESO. Deze gegevens houden er rekening mee dat in verschillende landen geen bevrijdende roerende voorheffing bestaat en dat de inkomsten van dividenden al dan niet tegen een afzonderlijk tarief in de personenbelasting worden belast<sup>14</sup>. Ze zijn opgesteld op basis van het hoogste marginale tarief waartegen deze inkomsten kunnen worden belast. Het blijkt dat waar het hoogste tarief in België van de bevrijdende roerende voorheffing op dividenden van 25% zich situeert in de middenmoot van de andere landen, het tarief van 15% op dividenden van bepaalde aandelen uitgegeven vanaf 1994, dividenden van kmo's die op een beurs voor roerende waarden zijn genoteerd en dividenden uitgekeerd door beleggingsvennootschappen veeleer aan de onderkant van de vork ligt. Ongeveer een derde van de in België uitgekeerde dividenden was tussen 2004 en 2006 belastbaar tegen het tarief van 15%.

Wanneer wordt gekeken naar de heffingen op de interesten uit overheidsobligaties, dan blijkt dat het systeem van een bevrijdende roerende voorheffing van 15% in België ook aan de lage kant is in vergelijking met de andere landen. Enkel in Luxemburg, Griekenland en Italië wordt voor residenten nog een lager tarief gehanteerd. In het Verenigd Koninkrijk en Denemarken worden deze inkomsten belast tegen het marginale tarief in de personenbelasting, waardoor de belastingpercentages kunnen oplopen tot meer 50%.

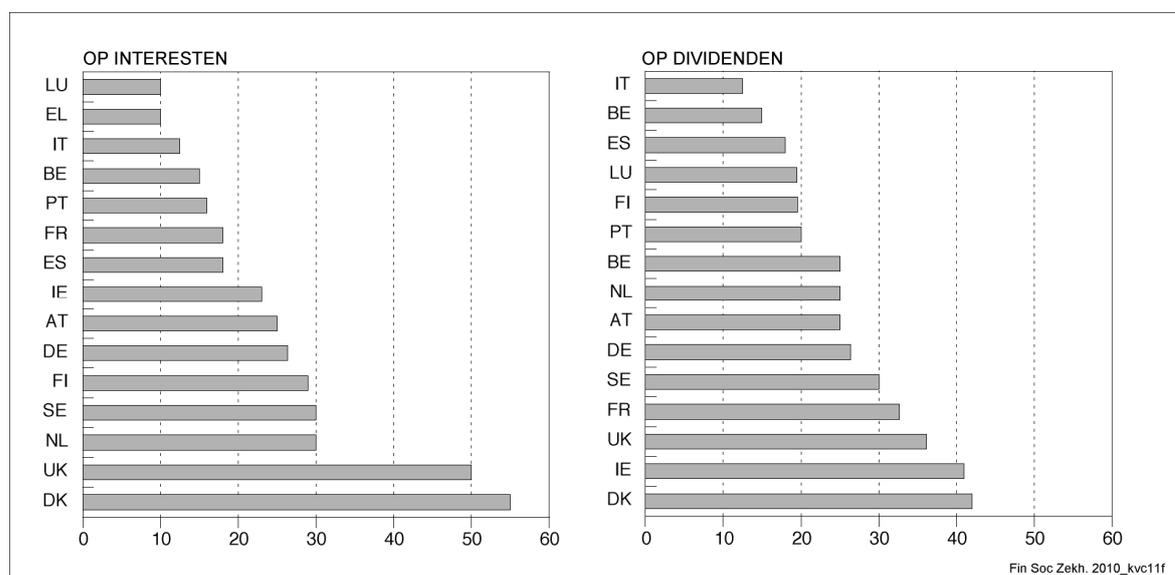
Uit de vergelijking voor de twee voornaamste inkomstencategorieën uit roerende goederen, name lijk dividenden en interesten, komt naar voren dat deze inkomsten in België tegen een gemiddeld tot lager dan gemiddeld tarief worden belast. Bovendien dient ook rekening te worden gehouden met het feit dat er geen roerende voorheffing is verschuldigd op interesten op gereguleerde spaarrekeningen tot €1.730 per belastingplichtige.

Daarnaast is een opvallende afwezige in België een algemene heffing op meerwaarden. Met uitzondering van onder meer als speculatief bestempelde transacties inzake onroerende goederen, worden meerwaarden in België niet belast. Een uitzondering hierop is het feit dat kapitalisatiebeveks die meer dan 40% in obligaties beleggen onderworpen zijn aan een roerende voorheffing van 15%. Deze voorheffing wordt vanaf 1 januari 2008 berekend over zowel het interestgedeelte als de meerwaarden op de obligatieportefeuille, na aftrek van minwaarden. De afwezigheid van een heffing op meerwaarden op aandelen is er ook in Nederland, Luxemburg, Letland, Tsjechië en Cyprus. Andere landen, zoals Oostenrijk en Portugal, kennen systemen waarbij meerwaarden enkel worden belast indien ze worden gerealiseerd binnen een bepaalde termijn. In de meeste andere landen sluit het belastingtarief op de meerwaarden meer aan bij de roerende voorheffing die op de dividenden wordt geheven. Dit heeft als voordeel dat het belastingstelsel veel neutraler is ten opzichte van de precieze vorm van vermogensaanwinst.

<sup>13</sup> De Mooij R. A. en G. Nicodème (2007), "Corporate tax policy and incorporation in the EU", EC taxation paper nr 11.

<sup>14</sup> Met de vennootschapsbelasting op uitgekeerde winsten wordt geen rekening gehouden.

Grafiek 9 - Tarief roerende voorheffing  
(procenten, 2010)



Bronnen: OESO, NBB.

### 3.5.3. Heffingen op onroerende goederen

De OESO Survey voor België van juli 2009 ging in op het belang van de jaarlijkse heffingen op onroerende goederen. Op basis van gegevens voor 2007 blijkt dat in België het belang van de jaarlijkse heffingen op onroerende goederen - in België betreft dit de onroerende voorheffing, die wordt verminderd met de fiscale aftrekken in de personenbelasting - lager uitvalt dan gemiddeld in de EU-15 en veel lager dan in het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk. Enkel Hongarije, Oostenrijk, Tsjechië en Griekenland hebben lagere ontvangsten in verhouding tot het bbp. De OESO merkte op dat dit een gevolg is van de fiscale behandeling van hypothecaire leningen en de onroerende voorheffing. Het systeem voor hypothecaire aftrekken gebeurt in België op basis van het marginale aanslagtarief en is, door het feit dat zowel interestbetalingen, kapitaalaflossingen of levensverzekeringen in aanmerking komen voor de aftrek, ruimer dan in de meeste andere landen. De hypothecaire aftrek neutraliseert een belangrijk deel van de onroerende voorheffing in België. Volgens de OESO leidt deze belastingaftrek uiteindelijk tot hogere woningprijzen.

Indien wordt gekeken naar de heffingen op transacties in verband met woningen, dan blijkt evenwel het tegengestelde beeld. Op basis van een studie van de European Mortgage Federation uit 2010 blijkt dat in verhouding tot de totale aankoopsprijs van een woning in België de heffingen op de aankoop van een woning het hoogste zijn van de veertien landen die in de vergelijking werden opgenomen. Ze maken bijna 10% van de totale kostprijs bij de aankoop van een woning uit. Dit is niet zo verwonderlijk indien wordt gekeken naar het hoogste marginale tarief van de registratierechten in de verschillende gewesten. De verschillende gewesten hebben de voorbije jaren de registratierechten verlaagd door de verlaging van het tarieven in het Vlaamse Gewest en de invoering van vrijstellingen.

De OESO merkte voor België op dat omvangrijke belastingaftrek uiteindelijk leidt tot hogere woningprijzen en samen met de hoge transactiekosten is dit nadelig voor de arbeidsmarktmobiliteit en de allocatie van arbeid. Bovendien stelt ze dat jaarlijkse heffingen op onroerende goederen ook minder negatieve gevolgen voor de economische groei hebben dan andere belastingen zodat deze belastbare basis meer kan worden aangesproken dan nu het geval is. Ze beveelt daarom aan de jaarlijkse heffingen op woningen te verhogen, evenwel op basis van een realistisch kadastraal inkomen, en de belastingaftrek te beperken tot de interestbetalingen.

#### 3.5.4. Vermogensheffingen op het nettovermogen van particulieren

Bij vermogensheffingen wordt doorgaans in de eerste plaats gedacht aan een jaarlijkse heffing op het nettovermogen van particulieren. Een dergelijke heffing blijkt nog in weinige Europese landen te bestaan. Enkel Frankrijk, Zwitserland, Noorwegen en Liechtenstein kennen nog een dergelijke belasting. In andere Europese landen werden dergelijke heffingen de voorbije decennia stelselmatig afgeschaft. Zo verdwenen de vermogensheffingen in Oostenrijk (1994), Denemarken (1996), Duitsland (1997), Ierland, Finland (2006), Luxemburg (2006), Zweden (2007) en Spanje (2008). Deze hervormingen gingen vaak gepaard met verhoging van andere belastingen op inkomens (uit kapitaal). In Nederland werd in 2001 de bestaande vermogensheffing vervangen door een heffing op een fictief rendement wat de facto overeenstemt met een vermogensheffing. De nood tot budgettaire consolidatie kan landen ertoe aanzetten opnieuw vermogensheffingen in te voeren. Zo wordt in Spanje en Ierland eraan gedacht om de vermogensheffingen opnieuw in te voeren.

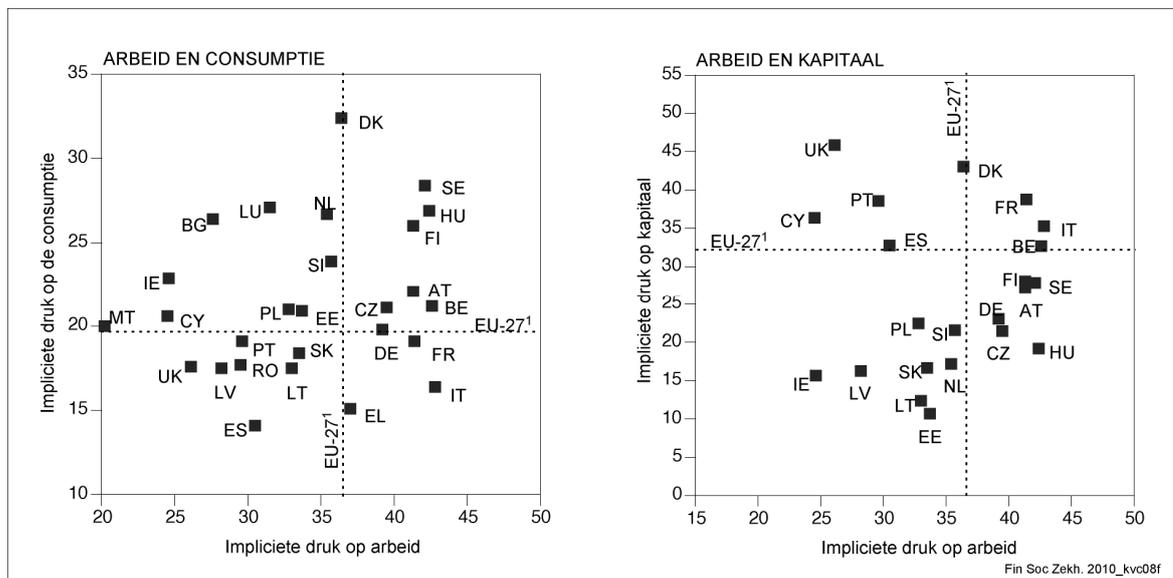
#### 3.6. Heffingsdruk op de verschillende belastbare basissen en belastingverschuivingen

De benadering op basis van de diverse impliciete tarieven maakt duidelijk dat landen opteren voor een verschillende financieringswijze. Landen zoals Zweden, Hongarije en Finland worden gekenmerkt door een hoog belastingpeil op arbeid en consumptie. In andere landen slaat de balans duidelijker door in het voordeel van een van deze belastinggrondslagen. Zo wordt in Italië en Griekenland consumptie minder dan gemiddeld belast, terwijl arbeid er relatief zwaar wordt belast. In verschillende landen, zoals Malta, Ierland, Bulgarije, Luxemburg en Nederland, is de belasting duidelijk meer gericht op consumptie<sup>15</sup>. In België wordt arbeid veel zwaarder dan gemiddeld belast, terwijl de druk op consumptie het Europese gemiddelde in beperkte mate overstijgt. Ook in het geval van de heffingen op kapitaal ligt de heffingsdruk in België relatief dicht bij het EU-gemiddelde.

---

<sup>15</sup> Op te merken valt dat dit in Luxemburg een gevolg is van lage tarieven die erop gericht zijn de bestedingen van niet-ingezetenen aan te trekken.

Grafiek 10 - Impliciete heffingsstarieven op verschillende belastinggrondslagen  
(procenten van de belastinggrondslag, 2009)



Bron: EC.

<sup>1</sup> Gewogen gemiddelde.

België en verschillende andere Europese landen streven reeds verscheiden jaren naar een verlaging van de heffingsdruk op arbeid. Gezien het gebrek aan budgettaire marge, lijkt een verlaging van de heffingsdruk op arbeid enkel mogelijk door een verschuiving van de heffingsdruk naar andere grondslagen.

Zoals blijkt uit de econometrische simulaties kunnen verschuivingen van de heffingen op arbeid naar consumptie of kapitaal - onder bepaalde voorwaarden - een positief effect hebben op de werkgelegenheid en de groei. De mogelijkheden hiertoe zijn echter beperkt door het feit dat de heffingsdruk op consumptie en kapitaal in België nu reeds al bij al relatief hoog is.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**
**Tableau A.1a**

Millions d'euros

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>3.059</b>	<b>6.729</b>	<b>10.276</b>	<b>16.639</b>	<b>22.491</b>	<b>28.840</b>	<b>34.274</b>	<b>40.227</b>	<b>41.801</b>	<b>44.177</b>	<b>46.732</b>	<b>47.548</b>
Cotisations patronales	1.964	4.347	6.705	10.121	14.553	17.641	20.736	24.323	25.429	26.864	28.363	28.805
dont: modération salariale				1.043	2.208	2.481	2.839	3.230	3.095	3.304	3.493	3.505
Cotisations personnelles	858	1.749	2.653	4.872	6.357	8.275	10.024	11.560	11.822	12.504	13.037	13.177
Cotisation spéciale de sécurité sociale						334	601	824	849	956	986	1.017
Cotisations sociales des indépendants	206	569	803	1.364	1.230	1.966	2.138	2.532	2.680	2.792	3.184	3.359
Cotisations sociales des non actifs	31	63	115	282	351	625	775	988	1.021	1.061	1.162	1.191
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral<sup>1</sup></b>	<b>924</b>	<b>2.915</b>	<b>5.880</b>	<b>8.054</b>	<b>6.394</b>	<b>8.295</b>	<b>9.896</b>	<b>15.989</b>	<b>17.198</b>	<b>18.153</b>	<b>20.114</b>	<b>20.235</b>
Transfert de recettes fiscales	0	0	116	322	350	2.234	3.757	9.223	10.258	11.231	12.572	12.735
dont: régime des salariés			116	322	350	2.128	3.572	8.998	10.025	10.807	11.940	12.175
régime des indépendants			0	0	0	107	185	225	233	424	632	560
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	924	2.915	5.764	7.731	6.044	6.061	6.139	6.766	6.940	6.922	7.542	7.499
dont: régime des salariés	n.b.	n.b.	5.119	6.980	5.063	4.897	4.902	5.429	5.505	5.527	5.943	5.918
régime des indépendants	n.b.	n.b.	615	707	927	938	978	1.080	1.102	1.109	1.272	1.271
sécurité sociale d'outre mer	n.b.	n.b.	30	44	54	226	260	257	332	285	327	311
<b>Impôts directs et indirects</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>55</b>	<b>282</b>	<b>294</b>	<b>452</b>	<b>1.017</b>	<b>1.472</b>	<b>1.553</b>	<b>1.471</b>	<b>1.597</b>	<b>1.573</b>
Transfert au Fonds des accidents de travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0	0	8	80	99	121	182	229	255	249	277	267
Taxes sur les primes d'assurance	0	14	46	113	139	236	625	789	813	825	861	872
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0	0	0	0	23	29	126	373	315	271	238	257
Cotisation unique des sociétés	0	0	0	0	0	35	85	149	161	166	172	173
Cotisation sur les hauts revenus	0	0	0	90	19	1	0	1	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	15	30	-3	-68	9	-40	49	3
<b>Autres recettes<sup>2</sup></b>	<b>179</b>	<b>337</b>	<b>467</b>	<b>659</b>	<b>846</b>	<b>529</b>	<b>647</b>	<b>640</b>	<b>718</b>	<b>637</b>	<b>895</b>	<b>760</b>
<b>Total</b>	<b>4.162</b>	<b>9.995</b>	<b>16.679</b>	<b>25.634</b>	<b>30.025</b>	<b>38.116</b>	<b>45.833</b>	<b>58.328</b>	<b>61.270</b>	<b>64.437</b>	<b>69.339</b>	<b>70.115</b>
<b><i>p.m. Total des recettes de la sécurité sociale en pourcentage du PIB</i></b>	<b>12,5</b>	<b>16,9</b>	<b>18,4</b>	<b>20,5</b>	<b>17,9</b>	<b>18,4</b>	<b>18,2</b>	<b>19,3</b>	<b>19,3</b>	<b>19,2</b>	<b>20,1</b>	<b>20,7</b>

Sources: ICN, BNB.

<sup>1</sup> Hors transferts en capital.

<sup>2</sup> Principalement les recettes non fiscales et non parafiscales et les transferts de la Communauté Flamande vers le Vlaams Zorgfonds.

**STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**
**Tableau A.1b**

Pourcentages du total

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>73,5</b>	<b>67,3</b>	<b>61,6</b>	<b>64,9</b>	<b>74,9</b>	<b>75,7</b>	<b>74,8</b>	<b>69,0</b>	<b>68,2</b>	<b>68,6</b>	<b>67,4</b>	<b>67,8</b>
Cotisations patronales	47,2	43,5	40,2	39,5	48,5	46,3	45,2	41,7	41,5	41,7	40,9	41,1
dont: modération salariale	0,0	0,0	0,0	4,1	7,4	6,5	6,2	5,5	5,1	5,1	5,0	5,0
Cotisations personnelles	20,6	17,5	15,9	19,0	21,2	21,7	21,9	19,8	19,3	19,4	18,8	18,8
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Cotisations sociales des indépendants	5,0	5,7	4,8	5,3	4,1	5,2	4,7	4,3	4,4	4,3	4,6	4,8
Cotisations sociales des non actifs	0,7	0,6	0,7	1,1	1,2	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral<sup>1</sup></b>	<b>22,2</b>	<b>29,2</b>	<b>35,3</b>	<b>31,4</b>	<b>21,3</b>	<b>21,8</b>	<b>21,6</b>	<b>27,4</b>	<b>28,1</b>	<b>28,2</b>	<b>29,0</b>	<b>28,9</b>
Transfert de recettes fiscales	0,0	0,0	0,7	1,3	1,2	5,9	8,2	15,8	16,7	17,4	18,1	18,2
<i>dont: régime des salariés</i>			0,7	1,3	1,2	5,6	7,8	15,4	16,4	16,8	17,2	17,4
<i>  régime des indépendants</i>			0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,9	0,8
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	22,2	29,2	34,6	30,2	20,1	15,9	13,4	11,6	11,3	10,7	10,9	10,7
<i>dont: régime des salariés</i>	n.b.	n.b.	30,7	27,2	16,9	12,8	10,7	9,3	9,0	8,6	8,6	8,4
<i>  régime des indépendants</i>	n.b.	n.b.	3,7	2,8	3,1	2,5	2,1	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8
<i>  sécurité sociale d'outre mer</i>	n.b.	n.b.	0,2	0,2	0,2	0,6	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
<b>Impôts directs et indirects</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>
Transfert au Fonds des accidents de travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Taxes sur les primes d'assurance	0,0	0,1	0,3	0,4	0,5	0,6	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0
<b>Autres recettes<sup>2</sup></b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>
<b>Total</b>	<b>100,0</b>											

Sources: ICN, BNB.

<sup>1</sup> Hors transferts en capital.

<sup>2</sup> Principalement les recettes non fiscales et non parafiscales et les transferts de la Communauté Flamande vers le Vlaams Zorgfonds.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**
**Tableau A.1c**

Pourcentages du PIB

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>9,2</b>	<b>11,3</b>	<b>11,3</b>	<b>13,3</b>	<b>13,4</b>	<b>13,9</b>	<b>13,6</b>	<b>13,3</b>	<b>13,1</b>	<b>13,2</b>	<b>13,5</b>	<b>14,0</b>
Cotisations patronales	5,9	7,3	7,4	8,1	8,7	8,5	8,2	8,0	8,0	8,0	8,2	8,5
dont: modération salariale	0,0	0,0	0,0	0,8	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Cotisations personnelles	2,6	3,0	2,9	3,9	3,8	4,0	4,0	3,8	3,7	3,7	3,8	3,9
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cotisations sociales des indépendants	0,6	1,0	0,9	1,1	0,7	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0
Cotisations sociales des non actifs	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral<sup>1</sup></b>	<b>2,8</b>	<b>4,9</b>	<b>6,5</b>	<b>6,4</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>
Transfert de recettes fiscales	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	1,1	1,5	3,0	3,2	3,4	3,6	3,8
dont: régime des salariés	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	1,0	1,4	3,0	3,2	3,2	3,5	3,6
régime des indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	2,8	4,9	6,4	6,2	3,6	2,9	2,4	2,2	2,2	2,1	2,2	2,2
dont: régime des salariés			5,6	5,6	3,0	2,4	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7
régime des indépendants			0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
sécurité sociale d'outre mer			0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Impôts directs et indirects</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
Transfert au Fonds des accidents de travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taxes sur les primes d'assurance	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	<b>0,0</b>											
<b>Autres recettes<sup>2</sup></b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
<b>Total</b>	<b>12,5</b>	<b>16,9</b>	<b>18,4</b>	<b>20,5</b>	<b>17,9</b>	<b>18,4</b>	<b>18,2</b>	<b>19,3</b>	<b>19,3</b>	<b>19,2</b>	<b>20,1</b>	<b>20,7</b>

Sources: ICN, BNB.

<sup>1</sup> Hors transferts en capital.

<sup>2</sup> Principalement les recettes non fiscales et non parafiscales et les transferts de la Communauté Flamande vers le Vlaams Zorgfonds.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**

Millions d'euros

**Tableau A.2a**

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>10.276</b>	<b>16.639</b>	<b>22.491</b>	<b>28.840</b>	<b>34.273</b>	<b>40.227</b>	<b>41.801</b>	<b>44.177</b>	<b>46.732</b>	<b>47.548</b>
Cotisations patronales	6.705	10.121	14.553	17.641	20.736	24.323	25.429	26.864	28.363	28.805
<i>dont: modération salariale</i>		1.043	2.208	2.481	2.839	3.230	3.095	3.304	3.493	3.505
Cotisations personnelles	2.653	4.872	6.357	8.275	10.024	11.560	11.822	12.504	13.037	13.177
Cotisation spéciale de sécurité sociale				334	601	824	849	956	986	1.017
Cotisations sociales des indépendants	803	1.364	1.230	1.966	2.138	2.532	2.680	2.792	3.184	3.359
Cotisations sociales des non actifs	115	282	351	625	775	988	1.021	1.061	1.162	1.191
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>5.893</b>	<b>8.174</b>	<b>6.480</b>	<b>8.318</b>	<b>9.896</b>	<b>15.989</b>	<b>17.198</b>	<b>18.153</b>	<b>20.114</b>	<b>20.235</b>
Transfert de recettes fiscales	116	322	350	2.234	3.757	9.223	10.258	11.231	12.572	12.735
<i>dont: financement alternatif</i>				2.127	3.735	8.406	8.906	9.617	10.909	11.012
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	5.764	7.731	6.044	6.061	6.139	6.766	6.940	6.922	7.542	7.499
<i>dont: régime des salariés</i>	5.119	6.980	5.063	4.897	4.902	5.429	5.505	5.527	5.943	5.918
<i>régime des indépendants</i>	615	707	927	938	978	1.080	1.102	1.109	1.272	1.271
Transfers en capital	12	120	86	23	0	0	0	0	0	0
<b>Transferts des régions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>255</b>	<b>126</b>	<b>329</b>	<b>151</b>
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>55</b>	<b>282</b>	<b>294</b>	<b>452</b>	<b>1.016</b>	<b>1.472</b>	<b>1.553</b>	<b>1.471</b>	<b>1.597</b>	<b>1.573</b>
<b>Recettes non fiscales et non parafiscales</b>	<b>455</b>	<b>539</b>	<b>760</b>	<b>507</b>	<b>547</b>	<b>541</b>	<b>464</b>	<b>511</b>	<b>566</b>	<b>609</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16.679</b>	<b>25.634</b>	<b>30.025</b>	<b>38.116</b>	<b>45.833</b>	<b>58.328</b>	<b>61.270</b>	<b>64.437</b>	<b>69.339</b>	<b>70.115</b>
<i>p.m. Total des recettes de la sécurité sociale en pourcentage du PIB</i>	<i>18,4</i>	<i>20,5</i>	<i>17,9</i>	<i>18,4</i>	<i>18,2</i>	<i>19,3</i>	<i>19,3</i>	<i>19,2</i>	<i>20,1</i>	<i>20,7</i>

Sources: ICN, BNB.

**STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**
**Tableau A.2b**

Pourcentages du total

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>61,6</b>	<b>64,9</b>	<b>74,9</b>	<b>75,7</b>	<b>74,8</b>	<b>69,0</b>	<b>68,2</b>	<b>68,6</b>	<b>67,4</b>	<b>67,8</b>
Cotisations patronales	40,2	39,5	48,5	46,3	45,2	41,7	41,5	41,7	40,9	41,1
<i>dont: modération salariale</i>		4,1	7,4	6,5	6,2	5,5	5,1	5,1	5,0	5,0
Cotisations personnelles	15,9	19,0	21,2	21,7	21,9	19,8	19,3	19,4	18,8	18,8
Cotisation spéciale de sécurité sociale				0,9	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Cotisations sociales des indépendants	4,8	5,3	4,1	5,2	4,7	4,3	4,4	4,3	4,6	4,8
Cotisations sociales des non actifs	0,7	1,1	1,2	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>35,3</b>	<b>31,9</b>	<b>21,6</b>	<b>21,8</b>	<b>21,6</b>	<b>27,4</b>	<b>28,1</b>	<b>28,2</b>	<b>29,0</b>	<b>28,9</b>
Transfert de recettes fiscales	0,7	1,3	1,2	5,9	8,2	15,8	16,7	17,4	18,1	18,2
<i>dont: financement alternatif</i>				5,6	8,1	14,4	14,5	14,9	15,7	15,7
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	34,6	30,2	20,1	15,9	13,4	11,6	11,3	10,7	10,9	10,7
<i>dont: régime des salariés</i>	30,7	27,2	16,9	12,8	10,7	9,3	9,0	8,6	8,6	8,4
<i>régime des indépendants</i>	3,7	2,8	3,1	2,5	2,1	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8
Transfers en capital	0,1	0,5	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Transferts des régions</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>
<b>Recettes non fiscales et non parafiscales</b>	<b>2,7</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>									

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN BELGIQUE**
**Tableau A.2c**

Pourcentages du PIB

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>11,3</b>	<b>13,3</b>	<b>13,4</b>	<b>13,9</b>	<b>13,6</b>	<b>13,3</b>	<b>13,1</b>	<b>13,2</b>	<b>13,5</b>	<b>14,0</b>
Cotisations patronales	7,4	8,1	8,7	8,5	8,2	8,0	8,0	8,0	8,2	8,5
<i>dont: modération salariale</i>		0,8	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Cotisations personnelles	2,9	3,9	3,8	4,0	4,0	3,8	3,7	3,7	3,8	3,9
Cotisation spéciale de sécurité sociale				0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cotisations sociales des indépendants	0,9	1,1	0,7	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0
Cotisations sociales des non actifs	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>
Transfert de recettes fiscales	0,1	0,3	0,2	1,1	1,5	3,0	3,2	3,4	3,6	3,8
<i>dont: financement alternatif</i>				1,0	1,5	2,8	2,8	2,9	3,2	3,2
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	6,4	6,2	3,6	2,9	2,4	2,2	2,2	2,1	2,2	2,2
<i>dont: régime des salariés</i>	5,6	5,6	3,0	2,4	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7
<i>régime des indépendants</i>	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Transfers en capital	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Transferts des régions</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
<b>Recettes non fiscales et non parafiscales</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>18,4</b>	<b>20,5</b>	<b>17,9</b>	<b>18,4</b>	<b>18,2</b>	<b>19,3</b>	<b>19,3</b>	<b>19,2</b>	<b>20,1</b>	<b>20,7</b>

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES SALARIÉS**

En millions d'euros

**Tableau A.3a**

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>9.123</b>	<b>14.760</b>	<b>20.296</b>	<b>25.329</b>	<b>30.239</b>	<b>35.321</b>	<b>36.690</b>	<b>38.940</b>	<b>40.928</b>	<b>41.351</b>
Cotisations patronales	6.396	9.662	13.711	16.262	19.043	22.289	23.357	24.794	26.138	26.388
<i>dont: modération salariale</i>		1.043	2.208	2.481	2.839	3.230	3.095	3.304	3.493	3.505
<i>autres</i>	6.396	8.618	11.503	13.781	16.204	19.059	20.261	21.490	22.645	22.883
Cotisations personnelles	2.653	4.872	6.282	8.154	9.869	11.270	11.517	12.183	12.703	12.816
Cotisation spéciale de sécurité sociale				334	601	824	849	956	986	1.017
Cotisations sociales des non actifs	74	226	303	580	726	938	967	1.007	1.101	1.130
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>5.235</b>	<b>7.303</b>	<b>5.413</b>	<b>7.024</b>	<b>8.474</b>	<b>14.427</b>	<b>15.530</b>	<b>16.334</b>	<b>17.883</b>	<b>18.093</b>
Transfert de recettes fiscales	116	322	350	2.128	3.572	8.998	10.025	10.807	11.940	12.175
<i>dont: Maribel</i>		0	0							
<i>financement alternatif</i>				2.028	3.550	8.180	8.673	9.193	10.277	10.451
Subsides	5.119	6.980	5.063	4.897	4.902	5.429	5.505	5.527	5.943	5.918
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>48</b>	<b>270</b>	<b>280</b>	<b>389</b>	<b>857</b>	<b>1.208</b>	<b>1.271</b>	<b>1.195</b>	<b>1.403</b>	<b>1.377</b>
<i>dont: prime sur assurances</i>	40	101	117	191	530	650	657	678	756	761
<b>TOTAL</b>	<b>14.406</b>	<b>22.333</b>	<b>25.989</b>	<b>32.743</b>	<b>39.570</b>	<b>50.956</b>	<b>53.491</b>	<b>56.469</b>	<b>60.214</b>	<b>60.821</b>
<b>p.m. Total du régime des salariés</b>										
<i>en pourcentage du PIB</i>	<b>15,9</b>	<b>17,8</b>	<b>15,5</b>	<b>15,8</b>	<b>15,7</b>	<b>16,8</b>	<b>16,8</b>	<b>16,9</b>	<b>17,5</b>	<b>17,9</b>
<i>Total du régime des salariés en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>	<b>86,4</b>	<b>87,1</b>	<b>86,6</b>	<b>85,9</b>	<b>86,3</b>	<b>87,4</b>	<b>87,3</b>	<b>87,6</b>	<b>86,8</b>	<b>86,7</b>

Sources: ICN, BNB.

**STRUCTURE DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES SALARIÉS**
**Tableau A.3b**

Pourcentages du total

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>63,3</b>	<b>66,1</b>	<b>78,1</b>	<b>77,4</b>	<b>76,4</b>	<b>69,3</b>	<b>68,6</b>	<b>69,0</b>	<b>68,0</b>	<b>68,0</b>
Cotisations patronales	44,4	43,3	52,8	49,7	48,1	43,7	43,7	43,9	43,4	43,4
<i>dont: modération salariale</i>	0,0	4,7	8,5	7,6	7,2	6,3	5,8	5,9	5,8	5,8
Cotisations personnelles	18,4	21,8	24,2	24,9	24,9	22,1	21,5	21,6	21,1	21,1
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	1,0	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6	1,7
Cotisations sociales des non actifs	0,5	1,0	1,2	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>36,3</b>	<b>32,7</b>	<b>20,8</b>	<b>21,5</b>	<b>21,4</b>	<b>28,3</b>	<b>29,0</b>	<b>28,9</b>	<b>29,7</b>	<b>29,7</b>
Transfert de recettes fiscales	0,8	1,4	1,3	6,5	9,0	17,7	18,7	19,1	19,8	20,0
<i>dont: Maribel</i>	0,0	1,4	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>financement alternatif</i>	0,0	0,0	0,0	6,2	9,0	16,1	16,2	16,3	17,1	17,2
Subsides du pouvoir fédéral	35,5	31,3	19,5	15,0	12,4	10,7	10,3	9,8	9,9	9,7
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>									

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES SALARIÉS**

Pourcentages du PIB

**Tableau A.3c**

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>10,1</b>	<b>11,8</b>	<b>12,1</b>	<b>12,2</b>	<b>12,0</b>	<b>11,7</b>	<b>11,5</b>	<b>11,6</b>	<b>11,9</b>	<b>12,2</b>
Cotisations patronales	7,1	7,7	8,2	7,8	7,6	7,4	7,3	7,4	7,6	7,8
<i>dont: modération salariale</i>		0,8	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
<i>autres</i>	7,1	6,9	6,9	6,6	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,7
Cotisations personnelles	2,9	3,9	3,7	3,9	3,9	3,7	3,6	3,6	3,7	3,8
Cotisation spéciale de sécurité sociale				0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cotisations sociales des non actifs	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<i>dont: pensionnés</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>5,8</b>	<b>5,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>5,2</b>	<b>5,3</b>
Transfert de recettes fiscales	0,1	0,3	0,2	1,0	1,4	3,0	3,2	3,2	3,5	3,6
<i>dont: Maribel</i>		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>financement alternatif</i>				1,0	1,4	2,7	2,7	2,7	3,0	3,1
Subsides	5,6	5,6	3,0	2,4	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
<i>dont: prime sur assurances</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>TOTAL</b>	<b>15,9</b>	<b>17,8</b>	<b>15,5</b>	<b>15,8</b>	<b>15,7</b>	<b>16,8</b>	<b>16,8</b>	<b>16,9</b>	<b>17,5</b>	<b>17,9</b>
<b><i>p.m. Total du régime des salariés en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i></b>	<b>86,4</b>	<b>87,1</b>	<b>86,6</b>	<b>85,9</b>	<b>86,3</b>	<b>87,4</b>	<b>87,3</b>	<b>87,6</b>	<b>86,8</b>	<b>86,7</b>

Sources: ICN, BNB.

**STRUCTURE DES COTISATIONS SOCIALES FINANÇANT LE RÉGIME DES SALARIÉS****Tableau A.3d**

Pourcentages du total des cotisations

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>100,0</b>									
Cotisations patronales	70,1	65,5	67,6	64,2	63,0	63,1	63,7	63,7	63,9	63,8
<i>dont: modération salariale</i>	0,0	7,1	10,9	9,8	9,4	9,1	8,4	8,5	8,5	8,5
<i>autres</i>	70,1	58,4	56,7	54,4	53,6	54,0	55,2	55,2	55,3	55,3
Cotisations personnelles	29,1	33,0	31,0	32,2	32,6	31,9	31,4	31,3	31,0	31,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	1,3	2,0	2,3	2,3	2,5	2,4	2,5
Cotisations sociales des non actifs	0,8	1,5	1,5	2,3	2,4	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES INDÉPENDANTS**
**Tableau A.4a**

Millions d'euros

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>803,3</b>	<b>1.364,0</b>	<b>1.229,7</b>	<b>1.965,6</b>	<b>2.137,9</b>	<b>2.532,4</b>	<b>2.679,8</b>	<b>2.792,4</b>	<b>3.184,4</b>	<b>3.358,7</b>
Cotisations sociales des indépendants	803,3	1.364,0	1.229,7	1.965,6	2.137,9	2.532,4	2.679,8	2.792,4	3.184,4	3.358,7
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>615,4</b>	<b>706,5</b>	<b>927,0</b>	<b>1.044,8</b>	<b>1.163,0</b>	<b>1.305,2</b>	<b>1.335,8</b>	<b>1.533,1</b>	<b>1.904,6</b>	<b>1.831,2</b>
Transfert de recettes fiscales				106,6	185,2	225,2	233,4	423,9	632,2	560,3
Subsides du pouvoir fédéral	615,4	706,5	927,0	938,2	977,7	1.080,0	1.102,4	1.109,2	1.272,4	1.270,9
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>6,7</b>	<b>12,0</b>	<b>14,1</b>	<b>63,1</b>	<b>159,5</b>	<b>259,0</b>	<b>275,4</b>	<b>271,3</b>	<b>188,2</b>	<b>189,5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.425,5</b>	<b>2.082,6</b>	<b>2.170,9</b>	<b>3.073,6</b>	<b>3.460,3</b>	<b>4.096,6</b>	<b>4.291,0</b>	<b>4.596,8</b>	<b>5.277,2</b>	<b>5.379,4</b>
<i>p.m. Total du régime des indépendant en pourcentage du PIB</i>	1,6	1,7	1,3	1,5	1,4	1,4	1,3	1,4	1,5	1,6
<i>total du régime des indépendants en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>	8,5	8,1	7,2	8,1	7,5	7,0	7,0	7,1	7,6	7,7

Sources: ICN, BNB.

**STRUCTURE DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES INDÉPENDANTS****Tableau A.4b**

Pourcentages du total

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>56,4</b>	<b>65,5</b>	<b>56,6</b>	<b>64,0</b>	<b>61,8</b>	<b>61,8</b>	<b>62,5</b>	<b>60,7</b>	<b>60,3</b>	<b>62,4</b>
Cotisations patronales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations personnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des indépendants	56,4	65,5	56,6	64,0	61,8	61,8	62,5	60,7	60,3	62,4
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>43,2</b>	<b>33,9</b>	<b>42,7</b>	<b>34,0</b>	<b>33,6</b>	<b>31,9</b>	<b>31,1</b>	<b>33,4</b>	<b>36,1</b>	<b>34,0</b>
Transfert de recettes fiscales				3,5	5,4	5,5	5,4	9,2	12,0	10,4
Subsides du pouvoir fédéral	43,2	33,9	42,7	30,5	28,3	26,4	25,7	24,1	24,1	23,6
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>2,1</b>	<b>4,6</b>	<b>6,3</b>	<b>6,4</b>	<b>5,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>									

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES INDÉPENDANTS**
**Tableau A.4c**

Pourcentages du PIB

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>
Cotisations sociales des indépendants	0,9	1,1	0,7	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>
Transfert de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Subsides du pouvoir fédéral	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>
<i>p.m. Total du régime des indépendants en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>	<b>8,5</b>	<b>8,1</b>	<b>7,2</b>	<b>8,1</b>	<b>7,5</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>7,1</b>	<b>7,6</b>	<b>7,7</b>

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE D'OUTRE MER**

En millions d'euros

**Tableau A.5**

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>41</b>	<b>55</b>	<b>49</b>	<b>46</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>61</b>	<b>61</b>
Cotisations patronales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations personnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations sociales des expatriés	41	55	49	46	49	49	54	54	61	61
Cotisations sociales des non actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Subsides en provenance du pouvoir fédéral</b>	<b>30</b>	<b>44</b>	<b>54</b>	<b>226</b>	<b>260</b>	<b>257</b>	<b>332</b>	<b>285</b>	<b>327</b>	<b>311</b>
Transfert de recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	30	44	54	226	260	257	332	285	327	311
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0</b>									
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>271</b>	<b>308</b>	<b>306</b>	<b>386</b>	<b>339</b>	<b>388</b>	<b>372</b>
<i>p.m. Total en pourcentage du PIB</i>	<i>0,1</i>									
<i>total en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DE L'ONSS APL**

Millions d'euros

**Tableau A.6**

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>			<b>307</b>	<b>491</b>	<b>609</b>	<b>746</b>	<b>782</b>	<b>833</b>	<b>868</b>	<b>963</b>
Cotisations patronales			232	371	454	553	579	619	643	712
Cotisations personnelles			75	121	154	194	203	214	225	251
Cotisations sociales des expatriés			0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations sociales des non actifs			0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>			<b>0</b>							
Transfert de recettes fiscales			0	0	0	0	0	0	0	0
Subsides en provenance du pouvoir fédéral			0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres moyens généraux</b>			<b>0</b>							
<b>TOTAL</b>			<b>307</b>	<b>491</b>	<b>609</b>	<b>746</b>	<b>782</b>	<b>833</b>	<b>868</b>	<b>963</b>
<i>p.m. Total en pourcentage du PIB</i>			<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>
<i>Total en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>			<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>

Sources: ICN, BNB.

**MOYENS DE FINANCEMENT DU RÉGIME DES FONDs DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE ET DE FERMETURE**
**Tableau A.7**

En millions d'euros

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Cotisations sociales</b>	<b>309</b>	<b>460</b>	<b>610</b>	<b>1008</b>	<b>1239</b>	<b>1482</b>	<b>1493</b>	<b>1451</b>	<b>1582</b>	<b>1705</b>
Cotisations patronales	309	460	610	1008	1239	1482	1493	1451	1582	1705
Cotisations personnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations sociales des expatriés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cotisations sociales des non actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Moyens transférés par le pouvoir fédéral</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Transfert de recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Subsides en provenance du pouvoir fédéral	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres moyens généraux</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>309</b>	<b>460</b>	<b>610</b>	<b>1008</b>	<b>1239</b>	<b>1482</b>	<b>1493</b>	<b>1451</b>	<b>1582</b>	<b>1705</b>
<i>p.m. Total en pourcentage du PIB</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>
<i>total en pourcentage du total des recettes de la sécurité sociale</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>	<i>2,4</i>

Sources: ICN, BNB.

**VLAAMS ZORGFONDS**  
(miljoenen euro's)

**Tableau A.8**

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
Sociale bijdragen					96	102	107	109	109
Overdrachten afkomstig van de Vlaamse overheid					99	255	126	329	151
<b>Totaal</b>					<b>196</b>	<b>357</b>	<b>233</b>	<b>438</b>	<b>260</b>

Bronnen: INR,NBB.

**Verloop van de sociale uitkeringen in België**

(procenten bbp; de cijfers tussen haakjes zijn aandelen in het totaal)

**Tabel B.1a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>totaal</b>	<b>14,2</b>	<b>19,4</b>	<b>21,6</b>	<b>22,9</b>	<b>21,1</b>	<b>22,2</b>	<b>21,4</b>	<b>22,9</b>	<b>22,4</b>	<b>22,4</b>	<b>23,3</b>	<b>25,4</b>
overlevings- en rustpensioenen	5,2 (36,8)	7,2 (36,9)	8,1 (37,5)	8,5 (36,9)	8,0 (37,7)	8,5 (38,4)	8,3 (38,9)	8,6 (37,3)	8,5 (37,7)	8,6 (38,3)	8,9 (38,2)	9,6 (37,7)
gezondheidszorg	2,6 (18,6)	3,7 (19,2)	4,1 (19,1)	4,4 (19,3)	4,7 (22,1)	5,4 (24,4)	5,6 (26,0)	6,2 (27,2)	6,1 (27,0)	6,1 (27,1)	6,5 (27,6)	7,0 (27,7)
werkloosheid	0,4 (2,9)	1,5 (7,5)	1,9 (9,0)	2,4 (10,6)	1,8 (8,8)	2,0 (9,2)	1,7 (8,1)	2,0 (8,8)	1,9 (8,5)	1,7 (7,7)	1,7 (7,3)	2,1 (8,1)
kinderbijslag	2,9 (20,8)	3,1 (15,8)	2,8 (12,8)	2,4 (10,7)	2,0 (9,6)	1,9 (8,6)	1,7 (8,0)	1,6 (7,0)	1,6 (7,0)	1,5 (6,9)	1,6 (6,7)	1,7 (6,6)
ziekte- en invaliditeitsuitkeringen	1,1 (7,8)	1,6 (8,1)	1,7 (8,0)	1,7 (7,3)	1,3 (6,3)	1,2 (5,4)	1,1 (5,3)	1,2 (5,2)	1,2 (5,4)	1,2 (5,5)	1,3 (5,7)	1,5 (5,7)
overige uitkeringen	1,9 (13,1)	2,4 (12,5)	2,9 (13,6)	3,5 (15,2)	3,3 (15,4)	3,1 (14,1)	2,9 (13,7)	3,3 (14,4)	3,2 (14,4)	3,2 (14,5)	3,4 (14,5)	3,6 (14,2)

Bronnen: INR, NBB.

**Verloop van de sociale uitkeringen in België, werknemersstelsel van de sociale zekerheid**  
(procenten bbp; de cijfers tussen haakjes zijn aandelen in het totaal)

**Tabel B.1b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>totaal</b>	<b>10,0</b>	<b>13,8</b>	<b>15,9</b>	<b>16,7</b>	<b>15,1</b>	<b>15,9</b>	<b>15,1</b>	<b>16,7</b>	<b>16,1</b>	<b>15,8</b>	<b>10,6</b>	<b>11,5</b>
overlevings- en rustpensioenen	3,5 (34,5)	4,6 (33,0)	5,3 (33,4)	5,5 (33,1)	5,0 (33,3)	5,2 (32,7)	4,9 (32,7)	4,9 (29,5)	4,8 (29,8)	4,7 (29,8)	4,9 (46,4)	5,3 (45,7)
gezondheidszorg	2,2 (22,2)	3,1 (22,5)	3,4 (21,7)	3,7 (22,0)	3,9 (25,8)	4,5 (28,6)	4,8 (31,4)	5,8 (34,7)	5,6 (34,8)	5,6 (35,4)	n.b. <sup>1</sup>	n.b. <sup>1</sup>
werkloosheid	0,4 (4,1)	1,5 (10,6)	1,9 (12,3)	2,4 (14,6)	1,8 (12,2)	2,0 (12,8)	1,7 (11,5)	2,0 (12,1)	1,9 (11,9)	1,7 (10,9)	1,7 (16,0)	2,1 (17,9)
kinderbijslag	2,2 (22,4)	2,3 (16,6)	2,0 (12,7)	1,8 (10,8)	1,5 (9,9)	1,4 (8,8)	1,2 (8,1)	1,1 (6,9)	1,1 (7,0)	1,1 (6,9)	1,1 (10,6)	1,2 (10,3)
ziekte- en invaliditeitsuitkeringen	1,1 (11,1)	1,5 (11,0)	1,7 (10,4)	1,6 (9,6)	1,3 (8,3)	1,1 (7,1)	1,1 (7,1)	1,1 (6,8)	1,1 (7,0)	1,2 (7,3)	1,2 (11,7)	1,4 (11,9)
overige uitkeringen	0,6 (5,7)	0,9 (6,4)	1,5 (9,5)	1,7 (9,9)	1,6 (10,5)	1,6 (10,0)	1,4 (9,3)	1,7 (10,0)	1,5 (9,5)	1,5 (9,6)	1,6 (15,2)	1,6 (14,1)

<sup>1</sup> Depuis 2008, la distinction dans les dépenses de soins de santé entre régime de travailleurs salariés et indépendants n'est plus opérée.

Bronnen: INR, NBB.

**Verloop van de sociale uitkeringen in België, zelfstandigenstelsel van de sociale zekerheid**  
(procenten bbp; de cijfers tussen haakjes zijn aandelen in het totaal)

**Tabel B.1c**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>totaal</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>
overlevings- en rustpensioenen	0,5 (53,1)	1,0 (61,2)	0,9 (60,1)	0,9 (60,6)	0,8 (59,5)	0,8 (58,5)	0,7 (57,3)	0,7 (53,6)	0,7 (53,9)	0,7 (53,2)	0,7 (79,1)	0,8 (78,9)
gezondheidszorg	0,1 (15,5)	0,2 (14,4)	0,3 (16,3)	0,3 (19,5)	0,3 (23,2)	0,4 (25,2)	0,4 (28,3)	0,4 (32,9)	0,4 (32,4)	0,4 (32,8)	n.b. <sup>1</sup>	n.b. <sup>1</sup>
werkloosheid	0,0 (0,0)	0,0 (0,0)										
kinderbijslag	0,3 (31,4)	0,3 (20,8)	0,3 (19,1)	0,2 (15,3)	0,2 (12,5)	0,2 (11,6)	0,1 (10,0)	0,1 (8,3)	0,1 (8,3)	0,1 (8,2)	0,1 (12,2)	0,1 (12,2)
ziekte- en invaliditeitsuitkeringen	0,0 (0,0)	0,1 (3,7)	0,1 (4,5)	0,1 (4,6)	0,1 (4,7)	0,1 (4,8)	0,1 (4,5)	0,1 (5,1)	0,1 (5,4)	0,1 (5,8)	0,1 (8,7)	0,1 (8,9)
overige uitkeringen	0,0 (0,0)	0,0 (0,0)										

<sup>1</sup> Depuis 2008, la distinction dans les dépenses de soins de santé entre régime de travailleurs salariés et indépendants n'est plus opérée.  
Bronnen: INR, NBB.

**Sociale uitkeringen in België**  
(procenten bbp)

**Tabel B.2a**

	deelsector	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
a) in speciën		5,1	7,0	8,0	8,3	6,9	6,9	5,9	15,8	15,5	15,4	16,0	17,3
overlevings- en rustpensioenen	FED/SZ	5,2	7,2	8,1	8,5	8,0	8,5	8,3	8,6	8,5	8,6	8,9	9,6
werkloosheidsuitkeringen	SZ	0,4	1,5	1,9	2,4	1,8	2,0	1,7	2,0	1,9	1,7	1,7	2,1
kinderbijslag	ALL	2,9	3,1	2,8	2,4	2,0	1,9	1,7	1,6	1,6	1,5	1,6	1,7
ziekte- en invaliditeitsuitkering	SZ	1,1	1,6	1,7	1,7	1,3	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,5
brugpensioenen	SZ	0,0	0,0	0,5	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
fondsen bestaanszekerheid (incl. Sluitingsfonds)	FED	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
uitkeringen gehandicapten	FED	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
leefloon	FED	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
beroepsziekten	SZ	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
loopbaanonderbrekingen	SZ	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
oorlogspensioenen	FED	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
gewaarborgd inkomen bejaarden	FED	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
arbeidsongevallen	SZ	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
andere sociale uitkeringen in speciën	ALL	0,4	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
b) in natura		3,1	4,3	4,7	5,1	5,3	5,9	6,2	7,1	6,9	6,9	7,4	8,1
gezondheidszorg	FED/SZ	2,6	3,7	4,1	4,4	4,7	5,4	5,6	6,2	6,1	6,1	6,5	7,0
andere sociale uitkeringen in natura	GG/LOK/SZ	0,4	0,6	0,5	0,7	0,6	0,5	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1
<b>totaal</b>		<b>14,2</b>	<b>19,4</b>	<b>21,6</b>	<b>22,9</b>	<b>21,07</b>	<b>22,2</b>	<b>21,4</b>	<b>22,9</b>	<b>22,4</b>	<b>22,4</b>	<b>23,3</b>	<b>25,4</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Sociale uitkeringen in België**

(miljoenen euro; tenzij anders aangeduid)

**Tabel B.2b**

	deelsector	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
a) in speciën		3.708	8.975	15.338	22.362	26.511	33.795	38.304	47.869	49.329	51.678	55.037	58.800
overlevings- en rustpensioenen	FED/SZ/LOK	1.738,50	4.252	7.334	10.599	13.340	17.674	20.968	25.921	26.892	28.724	30.799	32.543
werkloosheidsuitkeringen	SZ	136	868	1.768	3.043	3.101	4.219	4.381	6.121	6.097	5.772	5.848	6.984
kinderbijslag	ALL	984	1.821	2.501	3.068	3.405	3.961	4.324	4.850	5.023	5.154	5.421	5.649
ziekte- en invaliditeitsuitkering	SZ	370	938	1.560	2.102	2.217	2.482	2.840	3.636	3.839	4.144	4.554	4.943
brugpensioenen	SZ	0	0	459	1.024	1.202	1.294	1.163	1.257	1.301	1.359	1.443	1.502
fondsen bestaanszekerheid (incl. Sluitingsfonds)	FED	46	140	304	373	588	898	1.009	1.241	1.189	1.139	1.225	1.206
uitkeringen gehandicapten	FED	51	149	246	415	661	905	990	1.397	1.427	1.484	1.595	1.725
leefloon	FED	0	7	33	125	202	336	426	575	604	683	717	800
beroepsziekten	SZ	77	221	344	376	363	359	324	327	325	326	341	332
loopbaanonderbrekingen	SZ	0	0	0	0	125	132	236	556	590	647	700	750
oorlogspensioenen	FED	141	217	368	403	392	336	251	191	182	168	157	142
gewaarborgd inkomen bejaarden	FED	25	65	101	170	239	235	249	276	269	340	430	390
arbeidsongevallen	SZ	22	70	109	159	149	155	162	176	178	183	190	190
andere sociale uitkeringen in speciën	ALL	117	229	209	506	527	810	984	1.346	1.415	1.556	1.619	1.643
b) in natura		1.021	2.547	4.240	6.363	8.832	12.268	15.592	21.577	22.053	23.237	25.505	27.434
gezondheidszorg	FED/SZ	879	2.209	3.745	5.535	7.821	11.222	14.025	18.896	19.256	20.286	22.262	23.862
andere sociale uitkeringen in natura	GG/LOK/SZ	141	338	496	828	1.011	1.046	1.567	2.681	2.798	2.951	3.243	3.572
<b>totaal</b>		<b>4.729</b>	<b>11.522</b>	<b>19.578</b>	<b>28.725</b>	<b>35.343</b>	<b>46.063</b>	<b>53.896</b>	<b>69.446</b>	<b>71.382</b>	<b>74.915</b>	<b>80.542</b>	<b>86.234</b>
<b>idem, in procenten bbp</b>		<b>14,2</b>	<b>19,4</b>	<b>21,6</b>	<b>22,9</b>	<b>21,1</b>	<b>22,2</b>	<b>21,4</b>	<b>22,9</b>	<b>22,4</b>	<b>22,4</b>	<b>23,3</b>	<b>25,4</b>
p.m. bbp		33.373	59.301	90.678	125.238	167.766	207.651	252.215	302.845	318.150	335.085	345.006	339.162

Bronnen: INR, NBB.

**Overlevings- en rustpensioenen**  
(procenten bbp)

**Tabel B.3a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
overheidspensioenen	0,90	1,17	1,35	1,53	1,50	1,81	1,82	1,94	1,94	1,92	1,99	2,13
federale overheid	0,64	0,77	0,93	1,08	1,11	1,38	1,47	1,60	1,59	1,58	1,64	1,75
lokale overheid	0,26	0,39	0,43	0,44	0,38	0,43	0,36	0,34	0,34	0,34	0,35	0,38
pensioenen van de Post	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,12	0,12	0,12	0,13	0,14
pensioenen van Belgacom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,07	0,08	0,08	0,08
pensioenen van de NMBS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24	0,24	0,25
pensioenen van het personeel van andere publieke ondernemingen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02
Pensioenfonds van de geïntegreerde politie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,05	0,05	0,07	0,08
weduwen- en wezenfonds	0,30	0,36	0,40	0,38	0,33	0,36	0,34	0,32	0,31	0,30	0,31	0,32
pool van de parastatale instellingen	0,00	0,01	0,02	0,04	0,04	0,05	0,07	0,08	0,08	0,08	0,08	0,09
gemeentelijke pensioenen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,16	0,19	0,26	0,26	0,26	0,29	0,34
pensioenen particuliere sector	4,01	5,63	6,31	6,52	5,95	6,13	5,77	5,72	5,60	5,50	5,74	6,15
werknemers	3,46	4,56	5,30	5,52	5,04	5,20	4,95	4,93	n.b.	4,72	n.b.	5,26
zelfstandigen	0,49	1,01	0,94	0,91	0,81	0,82	0,72	0,70	n.b.	0,69	n.b.	0,79
DOSZ	0,05	0,06	0,07	0,10	0,11	0,12	0,10	0,10	n.b.	0,09	n.b.	0,10
<b>totaal</b>	<b>5,21</b>	<b>7,17</b>	<b>8,09</b>	<b>8,46</b>	<b>7,95</b>	<b>8,51</b>	<b>8,31</b>	<b>8,56</b>	<b>8,45</b>	<b>8,57</b>	<b>8,93</b>	<b>9,60</b>
p.m. oorlogspensioenen	0,42	0,37	0,41	0,32	0,23	0,16	0,10	0,06	0,06	0,05	0,05	0,04

Bronnen: INR, NBB.

**Overlevings- en rustpensioenen**  
(miljoenen euro)

**Tabel B.3b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
overheidspensioenen	301	691	1.228	1.911	2.511	3.763	4.599	5.871	6.158	6.444	6.854	7.218
federale overheid	215	458	840	1.357	1.869	2.871	3.700	4.838	5.067	5.302	5.646	5.945
lokale overheid	86	233	388	554	642	892	898	1.032	1.091	1.142	1.208	1.274
pensioenen van de Post	0	0	0	0	0	0	300	372	391	413	458	482
pensioenen van Belgacom	0	0	0	0	0	0	0	226	237	253	265	278
pensioenen van de NMBS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	788	813	841
pensioenen van het personeel van andere publieke ondernemingen	0	0	0	0	0	0	12	34	62	60	61	62
Pensioenfonds van de geïntegreerde politie	0	0	0	0	0	0	0	113	147	183	226	266
weduwen- en wezenfonds	100	216	367	471	557	750	855	977	996	1.020	1.055	1.082
pool van de parastatale instellingen	0	6	18	46	75	112	171	229	239	257	276	298
gemeentelijke pensioenen	0	0	0	0	211	326	483	778	837	865	1.000	1.159
pensioenen particuliere sector	1.337	3.339	5.721	8.171	9.987	12.724	14.549	17.321	17.823	18.441	19.792	20.857
werknemers	1.156	2.706	4.802	6.907	8.449	10.792	12.483	14.921	15.325	15.822	16.931	17.841
zelfstandigen	163	601	852	1.142	1.358	1.692	1.804	2.109	2.197	2.311	2.537	2.676
DOSZ	18	33	68	122	180	239	263	290	300	309	324	340
<b>totaal</b>	<b>1.739</b>	<b>4.252</b>	<b>7.334</b>	<b>10.599</b>	<b>13.340</b>	<b>17.674</b>	<b>20.968</b>	<b>25.921</b>	<b>26.892</b>	<b>28.724</b>	<b>30.799</b>	<b>32.543</b>
p.m. oorlogspensioenen	141	217	368	403	392	336	251	191	182	168	157	142

Bronnen: INR, NBB.

**Gezondheidszorg**  
(procenten bbp)

**Tabel B.4a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
sociale zekerheid	2,37	3,36	3,70	3,98	4,23	4,91	5,12	6,22	6,04	6,04	6,44	7,02
werknemers	2,22	3,11	3,43	3,67	3,90	4,55	4,76	5,79	5,61	5,61	n.b.	n.b.
zelfstandigen	0,14	0,24	0,25	0,29	0,32	0,35	0,35	0,43	0,42	0,43	n.b.	n.b.
beide stelsels											6,43	7,02
DOSZ	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
federaal	0,26	0,37	0,43	0,44	0,43	0,50	0,44	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01
<b>totaal</b>	<b>2,63</b>	<b>3,72</b>	<b>4,13</b>	<b>4,42</b>	<b>4,66</b>	<b>5,40</b>	<b>5,56</b>	<b>6,24</b>	<b>6,05</b>	<b>6,05</b>	<b>6,45</b>	<b>7,04</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Gezondheidszorg**  
(miljoenen euro)

**Tabel B.4b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
sociale zekerheid	792	1.992	3.353	4.978	7.094	10.193	12.919	18.844	19.212	20.245	22.228	23.826
werknemers	742	1.847	3.114	4.597	6.548	9.446	12.001	17.521	17.859	18.791	n.b.	n.b.
zelfstandigen	48	141	230	367	530	728	890	1.294	1.323	1.424	n.b.	n.b.
beide stelsels											22.198	23.795
DOSZ	2	4	9	14	15	20	27	30	30	30	31	31
federaal	88	217	392	557	727	1.028	1.106	52	44	41	34	36
<b>totaal</b>	<b>879</b>	<b>2.209</b>	<b>3.745</b>	<b>5.535</b>	<b>7.821</b>	<b>11.222</b>	<b>14.025</b>	<b>18.896</b>	<b>19.256</b>	<b>20.286</b>	<b>22.262</b>	<b>23.862</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Uitkeringen van de RVA**  
(procenten bbp)

**Tabel B.5a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
werkloosheidsuitkeringen	0,41	1,46	1,95	2,43	1,85	2,03	1,74	2,02	1,92	1,72	1,70	2,06
brugpensioenen	0,00	0,00	0,51	0,82	0,72	0,62	0,46	0,41	0,41	0,41	0,42	0,44
loopbaanonderbrekingen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,06	0,09	0,18	0,19	0,19	0,20	0,22
<b>Totaal</b>	<b>0,41</b>	<b>1,46</b>	<b>2,46</b>	<b>3,25</b>	<b>2,64</b>	<b>2,72</b>	<b>2,29</b>	<b>2,62</b>	<b>2,51</b>	<b>2,32</b>	<b>2,32</b>	<b>2,72</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Uitkeringen van de RVA**  
(miljoenen euro)

**Tabel B.5b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
werkloosheidsuitkeringen	136	868	1.768	3.043	3.101	4.219	4.381	6.121	6.097	5.772	5.848	6.984
brugpensioenen	0	0	459	1.024	1.202	1.294	1.163	1.257	1.301	1.359	1.443	1.502
loopbaanonderbrekingen	0	0	0	0	125	132	236	556	590	647	700	750
<b>Totaal</b>	<b>136</b>	<b>868</b>	<b>2.227</b>	<b>4.066</b>	<b>4.428</b>	<b>5.644</b>	<b>5.779</b>	<b>7.934</b>	<b>7.987</b>	<b>7.778</b>	<b>7.991</b>	<b>9.236</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Kinderbijslag**  
(procenten bbp)

**Tabel B.6a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
gezamenlijke overheid	0,32	0,32	0,33	0,31	0,25	0,23	0,24	0,22	0,21	0,21	0,21	0,22
federaal	0,30	0,30	0,30	0,28	0,10	0,09	0,10	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
sociale zekerheid	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
gemeenschappen en gewesten	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,12	0,13	0,13	0,13	0,12	0,13	0,13
lokale overheid	0,01	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
RSZ-PPO	0,09	0,11	0,11	0,10	0,11	0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,12
particuliere sector	2,54	2,64	2,32	2,04	1,67	1,57	1,36	1,26	1,25	1,22	1,24	1,32
werknemers	2,25	2,30	2,02	1,81	1,50	1,41	1,23	1,16	n.b.	1,11	n.b.	1,20
zelfstandigen	0,29	0,34	0,30	0,23	0,17	0,16	0,13	0,11	n.b.	0,11	n.b.	0,12
<b>totaal</b>	<b>2,95</b>	<b>3,07</b>	<b>2,76</b>	<b>2,45</b>	<b>2,03</b>	<b>1,91</b>	<b>1,71</b>	<b>1,60</b>	<b>1,58</b>	<b>1,54</b>	<b>1,57</b>	<b>1,67</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Kinderbijslag**  
(miljoenen euro)

**Tabel B.6b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
gezamenlijke overheid	106	191	295	387	415	475	618	667	684	700	739	751
federaal	102	176	271	351	172	177	252	223	220	224	237	233
sociale zekerheid	0	5	7	10	9	11	13	18	19	20	21	22
gemeenschappen en gewesten	0	0	0	0	210	258	323	390	407	418	440	454
lokale overheid	4	10	17	26	24	29	30	37	37	39	42	42
RSZ-PPO	31	62	102	130	186	229	284	355	375	380	397	409
particuliere sector	848	1.568	2.104	2.551	2.805	3.257	3.422	3.828	3.964	4.075	4.285	4.490
werknemers	751	1.364	1.833	2.262	2.519	2.922	3.106	3.499	3.626	3.720	3.894	4.077
zelfstandigen	97	204	271	289	286	336	316	328	337	355	391	413
<b>totaal</b>	<b>984</b>	<b>1.821</b>	<b>2.501</b>	<b>3.068</b>	<b>3.405</b>	<b>3.961</b>	<b>4.324</b>	<b>4.850</b>	<b>5.023</b>	<b>5.154</b>	<b>5.421</b>	<b>5.649</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Ziekte- en invaliditeitsuitkeringen**  
(procenten bbp)

**Tabel B.7a**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
werknemers	1,11	1,52	1,65	1,61	1,26	1,13	1,07	1,13	1,14	1,16	1,24	1,37
zelfstandigen	0,00	0,06	0,07	0,07	0,06	0,07	0,06	0,07	0,07	0,08	0,08	0,09
<b>totaal</b>	<b>1,11</b>	<b>1,58</b>	<b>1,72</b>	<b>1,68</b>	<b>1,32</b>	<b>1,20</b>	<b>1,13</b>	<b>1,20</b>	<b>1,21</b>	<b>1,24</b>	<b>1,32</b>	<b>1,46</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Ziekte- en invaliditeitsuitkeringen**  
(miljoenen euro)

**Tabel B.7b**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
werknemers	370	902	1.497	2.014	2.110	2.344	2.699	3.434	3.617	3.892	4.275	4.643
zelfstandigen	0	36	63	87	107	138	140	202	222	252	278	301
<b>totaal</b>	<b>370</b>	<b>938</b>	<b>1.560</b>	<b>2.102</b>	<b>2.217</b>	<b>2.482</b>	<b>2.840</b>	<b>3.636</b>	<b>3.839</b>	<b>4.144</b>	<b>4.554</b>	<b>4.943</b>

Bronnen: INR, NBB.

**Sociale uitkeringen per deelsector**

(procenten bbp; de cijfers tussen haakjes zijn aandelen in het totaal)

**Tabel B.8**

	1970	1975	1980	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009
<b>gezamenlijke overheid</b>	<b>14,2</b>	<b>19,4</b>	<b>21,6</b>	<b>21,1</b>	<b>22,2</b>	<b>21,4</b>	<b>22,9</b>	<b>22,4</b>	<b>22,4</b>	<b>23,3</b>	<b>25,4</b>
federale overheid	2,7 (19,2)	3,3 (16,8)	3,5 (16,3)	2,5 (11,8)	2,5 (11,3)	2,3 (11,0)	2,0 (8,7)	1,9 (8,7)	2,2 (9,7)	2,2 (9,5)	2,4 (9,4)
gewesten en gemeenschappen				1,2 (5,6)	1,4 (6,3)	1,6 (7,7)	2,0 (8,8)	2,0 (9,0)	2,0 (9,1)	2,1 (9,2)	2,3 (9,1)
lokale overheid	0,4 (3,1)	0,6 (3,1)	0,6 (2,8)	0,6 (3,1)	0,7 (3,3)	0,7 (3,5)	0,8 (3,4)	0,8 (3,4)	0,8 (3,4)	0,8 (3,4)	0,8 (3,3)
sociale zekerheid	11,0 (77,7)	15,6 (80,1)	17,5 (81,0)	16,7 (79,5)	17,5 (79,1)	16,6 (77,9)	18,1 (79,1)	17,7 (78,9)	17,4 (77,8)	18,2 (77,9)	19,9 (78,1)
waarvan: werknemersregeling	10,0	13,8	15,9	15,1	15,9	15,1	16,7	16,1	15,8	10,6	11,5
zelfstandigenregeling	0,9	1,7	1,6	1,4	1,4	1,2	1,3	1,3	1,3	0,9	1,0
gezondheidszorg (beide stelsels) <sup>1</sup>										6,4	7,0
DOSZ	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
niet geïdentificeerd	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2

<sup>1</sup> Depuis 2008, la distinction dans les dépenses de soins de santé entre régime de travailleurs salariés et indépendants n'est plus opérée.

Bronnen: INR, NBB.



## Variantes de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif

Décembre 2010

*Delphine Bassilière, db@plan.be, Francis Bossier, fb@plan.be,  
Luc Masure, lm@plan.be, Peter Stockman, ps@plan.be*

**Abstract** - Ce rapport présente les principaux résultats d'une étude visant à évaluer les effets sur l'économie belge d'opérations de redéploiement de la pression fiscale et parafiscale destinées à promouvoir l'emploi. L'étude porte plus précisément sur les effets macroéconomiques et budgétaires de diverses modalités de réduction des cotisations sociales (employeurs ou personnelles) d'une part, d'augmentation d'autres formes de prélèvements d'autre part.

**Jel Classification** - J3, E24, H30

**Keywords** - réduction de cotisations sociales, financement alternatif de la sécurité sociale, simulations, modèles HERMES et LABMOD



## Table des matières

<b>1. Introduction.....</b>	<b>4</b>
1.1. Contexte de l'étude	4
1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES	5
<b>2. Modalités des variantes .....</b>	<b>8</b>
2.1. Réduction des cotisations sociales	8
2.1.1. Réduction générale des cotisations sociales patronales	8
2.1.2. Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires	8
2.1.3. Réduction des cotisations sociales personnelles	9
2.2. Modalités de financement	9
2.2.1. Variantes de financement portant sur la taxation indirecte	9
2.2.2. Variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées	11
2.2.3. Saut d'index	13
<b>3. Principaux résultats .....</b>	<b>15</b>
3.1. Résultats dans un scénario de salaires bruts hors index inchangés	15
3.1.1. Premier groupe : les variantes de réduction de cotisations sociales (patronales et personnelles)	15
3.1.2. Deuxième groupe : les variantes de financement par les taxes indirectes	18
3.1.3. Troisième groupe : les variantes de financement par les taxes directes et assimilées	21
3.1.4. Quatrième groupe : le saut d'index	24
3.2. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires	25
3.2.1. Premier groupe : les variantes de réduction de cotisations sociales (patronales et personnelles)	26
3.2.2. Deuxième groupe : les variantes de financement par les taxes indirectes	28
3.2.3. Troisième groupe : les variantes de financement par les taxes directes et assimilées	28
3.2.4. Quatrième groupe : le saut d'index	30

## Liste des tableaux

Tableau 1	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales – salaires bruts hors index inchangés ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	17
Tableau 2	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes indirectes – salaires bruts hors index inchangés ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	20
Tableau 3	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées – salaires bruts hors index inchangés ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	23
Tableau 4	Principaux résultats macroéconomiques de la variante de saut d'index - salaires bruts hors index inchangés ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	25
Tableau 5	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales – salaires réels endogènes ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	27
Tableau 6	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées – salaires réels endogènes ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	29
Tableau 7	Principaux résultats macroéconomiques de la variante de saut d'index – salaires réels endogènes ( <i>différences, en %, par rapport à la simulation de base</i> )	30

## 1. Introduction

### 1.1. Contexte de l'étude

Ce rapport présente les principaux résultats d'une étude visant à évaluer les effets sur l'économie belge d'opérations de redéploiement de la pression fiscale et parafiscale destinées à promouvoir l'emploi. L'étude porte plus précisément sur les effets macroéconomiques et budgétaires de diverses modalités de réduction des cotisations sociales (employeurs ou personnelles) d'une part, d'augmentation d'autres formes de prélèvements d'autre part. L'étude répond à une demande spécifique du gouvernement fédéral, adressée conjointement au Bureau fédéral du Plan et à la Banque Nationale de Belgique le 15 mars 2010. Dans le courrier qu'il adresse aux deux institutions, le gouvernement demande que celles-ci « examinent dans quelle mesure le financement des prestations sociales pourrait être modifié afin de favoriser la création d'emplois et de soutenir la compétitivité de nos entreprises ».

Toutes les variantes<sup>1</sup> sont calibrées de manière à introduire, *ex ante*, une hausse ou une baisse de recettes qui soit identique la première année de simulation. Concrètement, les chocs injectés dans le modèle représentent un pourcentage déterminé du PIB de la simulation de base (à savoir 0,5 % de PIB, soit environ 1,8 milliards d'euros la première année) ; les chocs introduits en t sont ensuite maintenus pendant toute la période de simulation, laquelle porte sur sept années. A ce stade, les effets des opérations de réduction de cotisations et d'augmentation des prélèvements sont étudiés indépendamment, sans réaliser de scénarios combinés. Le lecteur peut cependant anticiper approximativement le résultat de telles combinaisons, vu la très large linéarité des réactions du modèle utilisé.

Les différentes variantes ont été réalisées à l'aide du modèle macro-sectoriel économétrique de moyen terme HERMES, dans sa version de mai 2010<sup>2</sup>. La projection de référence est celle d'avril 2010. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de diverses mesures, les résultats sont donc présentés en écart par rapport à une projection de référence.

---

<sup>1</sup> A l'exception de la variante « saut d'index ».

<sup>2</sup> Pour une présentation du modèle HERMES, voir: "A description of the HERMES II model for Belgium", Working Paper 5-00, Bureau fédéral du plan, juillet 2000, et "Une nouvelle version du modèle HERMES", Working Paper 5-04, Bureau fédéral du Plan, février 2004.

## 1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES

Un modèle économétrique constitue une représentation stylisée du système économique réel basée sur la théorie économique et présentant une quantification du degré d'influence que chaque agrégat économique exerce sur les autres. Cette quantification est obtenue en recourant aux méthodes de l'inférence statistique, appliquée aux séries statistiques de la période d'observation. Le modèle économétrique ainsi construit doit être considéré comme un modèle de court-moyen terme. Il fournit un cadre d'analyse cohérent, compatible avec les comportements mis en évidence sur le passé récent, à condition d'être régulièrement actualisé et réestimé. C'est le cas du modèle HERMES qui est utilisé pour cette étude.

Le modèle HERMES est particulièrement bien adapté à l'examen des interactions entre les variables macroéconomiques et les prélèvements obligatoires. Ceux-ci, comme d'ailleurs l'ensemble des finances publiques, sont modélisés de façon détaillée. Les effets spécifiques de mesures portant sur différents types de prélèvement peuvent ainsi être pris en compte. D'une part, lorsque celles-ci affectent les prix relatifs des facteurs de production – à savoir le travail (lui-même désagrégé en trois catégories), le capital, l'énergie et la consommation intermédiaire hors énergie – le modèle simule pour chaque branche d'activité la modification progressive des choix technologiques, en tenant compte des délais d'ajustement et donc des coûts de transition; il évaluera également l'impact de la variation des coûts totaux de production sur les prix, la compétitivité et la rentabilité. D'autre part, le modèle génère les effets de demande qui découlent des modifications du revenu disponible et des prix relatifs, en tenant compte de la dynamique d'adaptation des comportements.

Un autre atout du modèle HERMES réside dans l'approche macro-sectorielle de l'économie qui est retenue. Le modèle distingue en effet 16 branches de production et peut donc étudier les effets différenciés, selon les branches considérées, de mesures de politique économique, visant notamment à réduire les coûts de certains facteurs de production et à en augmenter d'autres.

### *Finances publiques dans leur ensemble*

Bien que le modèle HERMES distingue les différents niveaux de pouvoir, seul l'impact sur les administrations publiques considérées dans leur ensemble est présenté. La question des mesures d'accompagnement éventuelles portant sur l'adaptation des transferts du pouvoir fédéral à la sécurité sociale ou sur l'affectation à la sécurité sociale du produit de certains impôts n'est donc pas abordée ici.

### *Formation des salaires*

En ce qui concerne la formation des salaires, différentes formes de modélisation sont possibles.

Le premier type de modélisation considère que les mesures de politique sont sans effet sur l'évolution du salaire brut horaire réel. Le taux de salaire brut hors index obtenu dans les variantes est alors identique à celui de la projection de référence. On suppose, dans ce premier scénario de formation des salaires, que la négociation salariale, encadrée par la loi de 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité, n'est pas affectée par les mesures considérées. Il s'ensuit que les variantes intégrant des réductions de cotisations sociales patronales supposent une pleine répercussion de la mesure sur le coût salarial, alors que les variantes qui touchent aux prélèvements affectant le revenu des ménages (cotisations personnelles, IPP) laissent ce coût salarial quasiment inchangé.

La deuxième option de modélisation des salaires, également utilisée dans cette étude, vise à tenir compte d'une possible répercussion directe des taux de prélèvement obligatoire sur la négociation salariale. Elle consiste à combiner le modèle HERMES avec le modèle LABMOD, en greffant sur le premier les résultats du second en matière de formation des salaires.

Pour rappel, le modèle macro-économique LABMOD<sup>3</sup> a été développé spécifiquement pour l'analyse des politiques d'emploi. Ce modèle, construit pour le secteur marchand (hors entreprises « titres-services » et « agences locales d'emploi »), suppose que le travail est homogène (autrement dit, il ne fait pas la distinction entre différents types de travail, p. ex. entre le travail très qualifié et peu qualifié, ou entre les catégories de travail distinguées par le modèle HERMES); il détermine le processus de production, la formation des salaires et des prix, l'utilisation du travail et du capital, un processus d'appariement allant de pair avec un coût de travail supplémentaire, ainsi que la vitesse à laquelle l'économie retrouve un équilibre à long terme après un choc lié à une politique ou au contexte externe. A long terme, la production dépend de la disponibilité du capital et du travail eu égard aux prix relatifs. A court terme, l'activité économique est plutôt déterminée par la demande via le revenu disponible des ménages, les investissements des entreprises, la demande mondiale et la compétitivité-prix vis-à-vis des producteurs étrangers. Dans ce modèle, la formation des salaires suppose un modèle de négociation salariale "right to manage". Le coût salarial réel dépend donc de la productivité, du coin fiscal, du taux de remplacement entre les allocations de chômage et le salaire net, et du taux de chômage<sup>4</sup>.

LABMOD n'est utilisé que pour les mesures qui touchent la négociation salariale directement, notamment les réductions de cotisations sociales employeurs et personnelles et les hausses d'impôts des personnes physiques, y compris la mesure de saut d'index. Dans le cas des réductions de co-

---

<sup>3</sup> Joyeux C., Hendrickx K., Masure L., Stockman P. (2003), *Een nieuw macro-econometrisch arbeidsmarktmodel: schatting, basissimulatie en arbeidsmarktbeleidsimulaties / Un nouveau modèle macro-économétrique du marché du travail: estimation, simulation de base et simulations de politiques d'emploi*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 13-03.

<sup>4</sup> Il existe une troisième option de modélisation salariale, qui consiste à endogénéiser, dans le modèle HERMES, les salaires réels en faisant dépendre ceux-ci de l'évolution des productivités et d'un effet de Phillips via le taux de chômage, mais pas du coin fiscal ni du taux de remplacement. Cette option n'a pas été utilisée pour la présente étude.

tisations sociales employeurs ciblant les bas salaires et bien que le facteur travail soit considéré comme homogène dans LABMOD, l'effet de cette réduction ciblée sur le taux de cotisation moyen et sur le salaire moyen tel que calculé par LABMOD est répercuté sur les salaires de toutes les catégories d'emploi dans le modèle HERMES. On notera que les autres mesures ne sont traitées que dans le cadre de la première configuration salariale (salaire brut hors index exogène) soit parce qu'elles n'influencent pas le coin salarial (taxes sur la consommation et taxes sur l'énergie, impôt des sociétés, précompte mobilier), soit parce qu'elles sont neutres pour le coût relatif des facteurs de production (cotisation sociale généralisée, cotisation sur la valeur ajoutée).

#### *Aspects redistributifs*

Il convient de noter que le modèle HERMES n'est pas adapté à l'étude des aspects redistributifs des variantes présentées ci-dessous. Il ne modélise en effet qu'un ménage de référence et ne subdivise donc pas les ménages en fonction de leur niveau de revenu. Il ne peut donc pas étudier, notamment, les impacts différenciés de politiques de hausse de la taxation indirecte (TVA et accises) sur les différentes classes de revenus (et notamment les effets négatifs de ces hausses sur les catégories de revenus les plus modestes). Toutefois, le modèle distingue bien différentes catégories de travailleurs (bas salaires, hauts salaires, emplois spéciaux, travailleurs âgés,...), cette particularité du modèle lui permettant d'étudier des variantes de politiques ciblées sur les catégories de travailleurs en question.

#### *Offre de travail inchangée*

Mentionnons également que, quelle que soit la configuration salariale considérée, l'hypothèse d'une offre de travail inélastique (ne dépendant donc pas de l'évolution des salaires ou de l'activité) a été posée.

La suite du texte est organisée comme suit. Le deuxième chapitre présente les modalités des différentes variantes de réduction des cotisations sociales et de financement alternatif, alors que le troisième en synthétise les principaux résultats.

## 2. Modalités des variantes

### 2.1. Réduction des cotisations sociales

Trois modalités de réduction des cotisations sociales ont été simulées, portant toutes sur un montant *ex ante* équivalent à 0,5% du PIB la première année d'introduction de la mesure, soit 1,8 milliard d'euros. La réduction, en points de taux, qui est calculée la première année, est maintenue les années suivantes.

Etant donné l'évolution des masses salariales, ce type d'approche revient à accroître chaque année la réduction de cotisation, exprimée en milliards (la réduction atteint au maximum 2,4 milliards la dernière année) et exprimée en % du PIB (la réduction atteint au maximum 0,52% du PIB).

#### 2.1.1. Réduction générale des cotisations sociales patronales

Les différentes branches d'activité<sup>5</sup> bénéficient d'une réduction identique de cotisations patronales, exprimée en point de pourcentage des taux implicites de cotisations patronales légales. En l'occurrence, afin d'entraîner une baisse *ex ante* des recettes de cotisations patronales de 0,5% du PIB la première année, la baisse de taux doit s'élever à 1,8 point. Cette réduction, en points de taux, qui est calculée la première année est maintenue les années suivantes. Elle revient à diminuer le coût salarial horaire réel des entreprises de plus de 1% en moyenne.

La réduction des cotisations sociales patronales abaisse le coût du facteur de production travail, ce qui le rend relativement plus attractif par rapport aux autres facteurs de production (capital, énergie et autres inputs intermédiaires) et déclenche des effets de substitution en sa faveur.

Le coût salarial unitaire est directement réduit par une mesure de ce type. Il en découle une baisse des prix et une hausse de la demande intérieure et extérieure, la compétitivité des entreprises étant relevée. Les créations d'emplois sont stimulées.

#### 2.1.2. Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires

Dans le cas de la baisse des cotisations patronales ciblée sur une catégorie de salaires, les taux de cotisations sociales patronales légales des bas salaires sont réduits de 7,8 points et ce, dans toutes les branches d'activité<sup>6</sup> et pour toutes les années de la période de simulation (t à t+7).

---

<sup>5</sup> A l'exception de l'agriculture.

<sup>6</sup> A l'exception de l'agriculture.

Suite à une baisse ciblée sur les bas salaires des cotisations sociales patronales, des effets de substitution en faveur du facteur travail sont à l'œuvre ainsi qu'au sein du facteur travail, en faveur du travail faiblement rémunéré.

### **2.1.3. Réduction des cotisations sociales personnelles**

La réduction du taux implicite de cotisations sociales personnelles des salariés du secteur privé atteint 1,7 point, et ce pour chaque année de la période t à t+7.

Cette troisième modalité de réduction des cotisations sociales tranche sur les deux précédentes, puisqu'elle ne permet pas de réduire directement le coût salarial mais bien l'écart entre le salaire brut et le salaire net. La répercussion de cette mesure sur le circuit économique transite par une augmentation du revenu disponible des ménages (et donc de la demande intérieure) et par ses effets éventuels sur la formation des salaires.

## **2.2. Modalités de financement**

Trois groupes de modalités de financement sont considérés :

- les variantes de financement portant sur la taxation indirecte ;
- les variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées ;
- le saut d'index.

Les augmentations de recettes, à l'exception de celles considérées dans le troisième groupe (saut d'index), ont été calibrées de manière à atteindre, ex ante, 0,5% du PIB la première année d'introduction de la mesure, soit 1,8 milliard d'euros. La mesure implémentée la première année est ensuite maintenue lors des années t+1 à t+7. En fonction de l'évolution des assiettes des différentes taxes augmentées ou introduites, le surplus de recettes collectées peut diverger des 0,5% du PIB atteints la première année.

### **2.2.1. Variantes de financement portant sur la taxation indirecte**

Ce premier groupe de modalités de financement se compose de trois variantes :

- hausse de la TVA ;
- hausse des accises ;
- introduction d'une taxe carbone.

### **a. Hausse de la taxe sur la valeur ajoutée**

L'ensemble des taux de TVA<sup>7</sup> est relevé de 1,4 point. Cette majoration relève, ex ante, le rendement de la TVA de l'équivalent de 0,5% du PIB en t et de 0,48% du PIB en t+7.

Une hausse des taux de TVA a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. Dans un premier temps, via l'indexation des salaires aux prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'accroissent. La compétitivité sur les marchés extérieurs se détériore. Toutefois, en raison de la baisse simultanée des importations (la demande finale est réduite) et du fait d'une certaine augmentation des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

L'impact du mécanisme d'indexation étant relativement important en cas de hausse de la TVA, nous avons également voulu tester les effets de la même hausse de la TVA (relèvement de 1,4 point de tous les taux) accompagnée d'une mesure de blocage des salaires (privés et publics) et des prestations sociales au cours de la première année d'application de la mesure. Dans ce cas, l'augmentation des coûts de production des entreprises est moins marquée, permettant de réduire le nombre d'emplois supprimés.

### **b. Hausse des accises**

Cette modalité de financement a trait à une hausse de recettes d'accises sur les carburants, le tabac et l'alcool, de telle sorte que cette hausse, hors TVA, représente l'équivalent de 0,5% du PIB ex ante en t. Les accises sur les carburants sont majorées de 12 centimes d'euros (accise par litre de carburant) chaque année de la période de simulation. Cette majoration permet d'augmenter les recettes d'accises sur les carburants de 1384 millions en t. Quant aux accises pesant sur le tabac, elles sont augmentées de 23%, soit un surplus de 125 millions de recettes en t. Enfin, les accises sur l'alcool, sont relevées de 7%, ce qui représente une augmentation de 294 millions en t. Ces hausses d'accises sont maintenues tout au long de la période de simulation de sorte qu'en t+7, elles représentent ex ante l'équivalent de 0,42% du PIB.

Les principaux mécanismes par lesquels cette variante produit ses effets sont en partie similaires à ceux qui joueraient lors d'une augmentation de la TVA. Toutefois, l'indice santé n'étant cette fois pas directement affecté, les coûts salariaux ne suivent pas fidèlement l'inflation et la compétitivité des entreprises est peu modifiée. Les effets négatifs de cette variante sur l'activité et l'emploi sont dès lors moindres. En outre, on observe certaines substitutions entre facteurs de production, au détriment de l'énergie. Enfin, ces hausses d'accises induisent des substitutions non négligeables au sein de la consommation privée.

---

<sup>7</sup> En ce compris les taux réduits mais à l'exception des taux de TVA sur la consommation publique et les investissements publics.

### **c. Introduction d'une taxe carbone**

La modalité de financement suivante consiste en l'introduction d'une taxe sur le contenu en carbone des produits énergétiques consommés. Cette taxe carbone devrait atteindre 24 euros par tonne de CO<sub>2</sub> la première année de son introduction et serait maintenue à ce niveau tout au long de la période de simulation.

Notons que pour réaliser cette variante, il a été tenu compte des exonérations fiscales dans l'industrie (secteur ETS) ainsi que du principe de remboursement d'une partie des accises pesant sur le carburant professionnel.

Avec l'application d'une taxe carbone, le prix de l'énergie en Belgique est augmenté et ce, afin, notamment, d'inciter les acteurs économiques à choisir des vecteurs moins polluants et contribuer ainsi au respect de l'objectif belge en termes de protocole de Kyoto.

La baisse des volumes d'énergie consommés suite à l'introduction d'une taxe carbone doit se traduire par l'érosion, au fil du temps, de l'assiette de cette taxe, réduisant d'autant le rendement de celle-ci.

### **2.2.2. Variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées**

Le deuxième groupe de modalités de financement se compose de cinq variantes :

- hausse de l'impôt des personnes physiques ;
- hausse de l'impôt des sociétés ;
- introduction d'une cotisation sur la valeur ajoutée (CVA) ;
- introduction d'une cotisation sociale généralisée (CSG) ;
- relèvement de la fiscalité portant sur les revenus mobiliers.

#### **a. Hausse de l'impôt des personnes physiques**

Dans cette variante, le taux implicite de l'IPP est augmenté de 1 point de pour cent environ de sorte que la hausse atteigne l'équivalent de 0,5% du PIB *ex ante* en t. Cette hausse est maintenue durant toute la période de simulation.

La hausse de l'impôt des personnes physiques réduit le revenu disponible des ménages et donc, la consommation privée et la demande adressée aux entreprises. Il s'ensuit une baisse de l'activité et de l'emploi et, par conséquent, une contraction des assiettes fiscales et parafiscales. Bien que cette hausse d'impôts ne se traduise pas directement par une modification du coût salarial, il faut tenir compte, tout comme dans le cas de la baisse des cotisations sociales personnelles, des répercussions indirectes éventuelles sur le coût salarial.

### **b. Hausse de l'impôt des sociétés**

Le taux implicite d'impôt des sociétés est augmenté, ex ante, d'environ 16,5% la première année, ce qui correspond à une augmentation de 6,5 points du taux officiel de l'Isoc. Notons que cette variante est simulée à l'aide d'une version du modèle légèrement adaptée. Il est en effet possible qu'une hausse importante du taux de prélèvement sur les bénéfices des sociétés ait des effets plus importants sur les prix de production sectoriels que ne le suggère le modèle initial, les entreprises pouvant en effet décider de répercuter l'impact de la baisse de leur profit après impôts sur leur taux de marge. Pour prendre en compte ce type de comportement dans le modèle, nous avons réestimé économétriquement les équations de prix de production en y incorporant une variable explicative supplémentaire : l'impôt des sociétés rapporté à leur excédent net d'exploitation.

Cette mesure a pour effet de freiner la croissance du PIB et les créations d'emploi et a également, via la hausse de prix que la modalité engendre, un effet négatif sur la compétitivité de l'économie.

### **c. Introduction d'une cotisation sur la valeur ajoutée (CVA)**

Cette modalité de financement consiste à introduire une nouvelle cotisation (la CVA) qui serait calculée sur base de la valeur ajoutée du secteur privé de chaque branche, en fonction d'un taux unique venant multiplier l'assiette (la valeur ajoutée). Ce taux est calculé de sorte que la première année de la simulation, le rendement de la nouvelle cotisation atteigne l'équivalent de 0,5% du PIB. Ce taux s'élève à 0,67% et est maintenu à ce niveau tout au long de la période de simulation.

La CVA étant assise sur la valeur ajoutée, nous avons introduit cette nouvelle cotisation dans le modèle en modifiant les équations des prix des facteurs de production travail et capital, ces derniers étant multipliés par le taux de CVA. De la sorte, la CVA peut se répercuter sur les prix de production sectoriels en tenant compte (tout comme pour les autres coûts factoriels) des caractéristiques de formation des prix propres à chaque branche.

L'introduction d'une CVA a pour effet de réduire l'activité et l'emploi, ces effets dépressifs découlant de la hausse des prix et de l'érosion de la compétitivité du secteur privé.

### **d. Introduction d'une cotisation sociale généralisée (CSG)**

Cette modalité de financement, tout comme la précédente, introduit une nouvelle cotisation basée sur une assiette très large (salaires, revenu des indépendants, des sociétés, revenus de remplacement et allocations familiales, revenus mobiliers et immobiliers des ménages, loyers, divers autres revenus des ménages dont leurs revenus d'intérêt)<sup>8</sup>. Le taux unique de la CSG est fixé à 1,05% de manière à produire un rendement en t équivalent à 0,5% du PIB.

---

<sup>8</sup> Pour plus de détails sur la définition de l'assiette de la cotisation sociale généralisée prise en compte, le lecteur intéressé peut consulter la publication suivante : Bossier, F., Englert, M., Vanhorebeek, F.(1999), *Effets macroéconomiques et budgétaires de l'instauration d'une cotisation sociale généralisée*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 6-99.

Notons qu'un abattement (de 12 000 euros) est appliqué sur la partie de l'assiette formée par les revenus globalisés à l'IPP. Aucun abattement n'est par contre pris en compte pour les revenus financiers des ménages ni pour l'assiette des sociétés. De plus, nous avons supposé que l'introduction de la CSG (qui a, notamment, pour conséquence d'accroître la taxation des revenus mobiliers) s'accompagne d'un (très léger) relèvement des taux d'intérêt privés.

L'introduction de cette CSG a pour effet de réduire la demande intérieure (baisse non négligeable de la consommation des ménages, mais aussi baisse des investissements des entreprises). Il en découle des pertes d'emploi. Cette modalité permet, par contre, d'améliorer le solde extérieur.

#### **e. Relèvement de la fiscalité portant sur les revenus mobiliers**

Avec cette variante, nous abordons le cas d'une majoration du taux de précompte sur intérêts et dividendes. Afin d'assurer un accroissement de 1,8 milliard, ex ante, le taux de précompte mobilier pesant sur les revenus d'intérêt doit passer de 15% à 30,9% et le taux sur dividende de 25% à 40,9%. Ces nouveaux taux sont maintenus tout au long de la période de simulation. Etant donné l'évolution des assiettes mobilières, l'augmentation de près de 16 points des taux de précompte correspond en t+7 à une augmentation de 0,61% du PIB ex ante.

Dans cette variante, les recettes de précompte mobilier sont quasiment doublées par rapport à la simulation de référence. L'exercice présenté ici est donc essentiellement technique et ne préjuge pas du caractère réalisable de la mise en œuvre de cette hausse importante des précomptes mobiliers. Il doit être considéré avec d'autant plus de prudence que la majoration des taux qui a été testée ne s'accompagne pas d'une modification de l'assiette servant de base au calcul du précompte. Il n'a donc pas été tenu compte des réajustements au niveau de l'affectation de la richesse financière des ménages et des sociétés (regain d'intérêt pour les produits financiers échappant au précompte ou pour les produits non financiers) ni des risques de délocalisation de l'épargne (fuite des capitaux). Seul un impact sur les taux d'intérêt privés (taux hypothécaires et taux auxquels les entreprises peuvent emprunter) a été pris en compte<sup>9</sup>.

Remarquons enfin que nous avons introduit le relèvement de la fiscalité mobilière sous la forme d'une augmentation du taux de précompte. Le rapport du Comité Supérieur des Finances de 2009 recommande toutefois d'exercer ce relèvement via un élargissement de la base imposable.

#### **2.2.3. Saut d'index**

Cette mesure de financement suppose que la totalité d'une indexation des salaires et des prestations sociales (2% en année pleine) n'est pas octroyée aux salariés et prestataires sociaux, mais va servir à rééquilibrer les comptes de la sécurité sociale. Il s'agit dans son principe d'une mesure

---

<sup>9</sup> Soit une augmentation d'environ 50 points de base des taux d'intérêt privés.

analogue à celle qui a été appliquée à trois reprises (1984, 1985 et 1987) dans les années quatre-vingt (et appelée « saut d'index »). Les montants concernés par cette mesure sont importants, puisqu'ils dépassent, en termes bruts, les 4 milliards d'euros (soit l'équivalent de plus de 1% du PIB). Une ponction de cette ampleur sur les revenus des ménages doit inévitablement se répercuter sur leur consommation et, donc, avoir des effets négatifs sur la croissance. On peut donc s'attendre à ce que les effets nets sur les finances publiques soient significativement inférieurs aux montants bruts en jeu<sup>10</sup>. On notera par contre que l'opération de saut d'index est, au départ, neutre pour les employeurs, qui paient des montants de cotisations sociales identiques à ceux qu'ils auraient payés sans la nouvelle mesure. Ex post, toutefois, la baisse d'activité résultant de l'opération devrait se répercuter négativement sur les comptes des entreprises.

---

<sup>10</sup> Et ceci d'autant plus qu'une telle opération réduit, d'emblée, la base taxable sur laquelle est calculé l'IPP.

### 3. Principaux résultats

#### 3.1. Résultats dans un scénario de salaires bruts hors index inchangés

##### 3.1.1. Premier groupe : les variantes de réduction de cotisations sociales (patronales et personnelles)

Trois variantes de réduction des cotisations sociales sont testées ici: une réduction généralisée des cotisations sociales employeurs, une réduction ciblée sur les bas salaires et une réduction des cotisations personnelles.

Les conséquences des variantes sur les principaux indicateurs macroéconomiques sont reprises dans le tableau 1.

##### Activité et emploi

La mesure de réduction généralisée des cotisations sociales employeurs se traduit par la création de 8 900 emplois en t et de 29 000 emplois après 7 ans. Ces créations d'emploi s'expliquent, d'une part, par la réduction du coût salarial initiée par les réductions de cotisations sociales et, d'autre part, par le soutien à l'activité économique engendré par la mesure. Cet effet de relance est lui-même lié à la hausse des composantes de la demande intérieure (en raison de l'accroissement du revenu disponible des ménages et de l'amélioration de la rentabilité des entreprises), mais trouve également son origine dans la hausse des exportations (effet de compétitivité).

Dans le cas où la mesure de baisse des CSE est ciblée sur les bas salaires, les gains en emplois sont encore plus importants (que dans le cas de la mesure non ciblée), atteignant les 45 000 unités à moyen terme. Cette mesure semble donc être plus efficace pour l'emploi qu'une mesure généralisée (avec un coût budgétaire par emploi créé<sup>11</sup> atteignant en t+7 23 200 euros contre 30 800 euros en l'absence de ciblage).

Ces mesures se traduisent par une légère baisse du solde extérieur. Deux facteurs, permettant d'expliquer ce résultat, jouent ici. D'une part, on observe un effet-volume: les exportations nettes sont accrues. D'autre part, on note également un effet-prix (pertes de termes de l'échange), généralement plus important que l'effet-volume. Au total, le solde extérieur recule, en t+7, de l'équivalent de 0,1 % du PIB.

---

<sup>11</sup> Rapport entre le déficit primaire dû à la mesure (en prix de 2010) et le nombre d'emplois créés dans le cadre de celle-ci (en milliers d'euros de 2010).

Enfin, la mesure de réduction des cotisations sociales personnelles se traduit par une création d'emploi nettement moindre que dans le cas d'une mesure de réduction des cotisations sociales employeurs. Les créations d'emploi n'atteignent pas 1 000 unités en t et culminent à 7 000 en fin de période. Cette moindre performance s'explique par le fait que la baisse des cotisations personnelles n'a pas d'impact direct sur le coût salarial (du moins dans cette configuration salariale). Il s'ensuit que les créations d'emploi ne trouvent leur origine que *via* la relance de l'activité économique qu'induit la mesure. De plus, la relance de l'activité est modeste, puisque celle-ci ne s'explique que par la hausse du revenu disponible. Il n'est donc pas étonnant que, dans une telle configuration, le coût budgétaire primaire par emploi créé soit relativement plus élevé que dans les autres variantes: il s'élève à moyen terme à près de 130 000 euros.

### Prix

Hormis pour la variante de baisse des cotisations personnelles, les mesures considérées ont toutes pour effet de modérer l'évolution du niveau général des prix. La réduction des cotisations sociales employeurs initie une baisse des coûts de production des entreprises. Cette baisse autorise non seulement un accroissement de l'emploi, mais également une amélioration des marges bénéficiaires pour les entreprises. On notera que la baisse des coûts est d'autant plus forte que le choix s'est porté sur la mesure avec ciblage sur bas salaires. Un tel ciblage induit en effet une substitution non négligeable en faveur de ce type d'emploi et est donc à l'origine d'une réduction du salaire horaire réel. Cette modalité permet donc d'accentuer l'amélioration des marges déjà constatée avec la mesure générale.

### Finances publiques

Les impacts *ex post* des mesures considérées sur les finances publiques vont dépendre du nombre d'emplois créés (recettes de cotisations sociales et d'impôts directs, réduction des prestations de chômage), du surcroît d'activité (recettes de taxation indirecte et impôt des sociétés), ainsi que de l'évolution des prix (dépenses indexées).

De manière générale, les impacts positifs sur l'activité et l'emploi permettent de compenser, au moins partiellement, le déficit public *ex ante* impliqué par les différentes mesures. Celles-ci s'"autofinancent" donc en partie.

Le taux d'autofinancement atteint 42 % pour la réduction de cotisations employeurs non ciblée (le déficit public augmente à moyen terme de 1,4 milliard, pour une perte initiale de recette de 2,4 milliards) et s'établit à 37% dans le cas du ciblage sur bas salaires.

On notera par ailleurs que la mesure de baisse des cotisations personnelles atteint un taux d'autofinancement de 41 %, soit un taux très proche de celui obtenu avec la mesure de réduction générale des cotisations sociales employeurs. Soulignons que ce résultat est obtenu en ayant, cette

fois, une hausse de dépenses (compensée par une réduction de recettes nettement moins forte que dans le cas des mesures de réduction des cotisations sociales employeurs).

**Tableau 1 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales – salaires bruts hors index inchangés (différences, en %, par rapport à la simulation de base)**

	Cot.soc.patronales Baisse non ciblée			Cot.soc.patronales Baisse ciblée bas sal.			Cot.soc.personnelles		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1
Consommation privée	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,5
Consommation publique	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,0	0,0	0,0
Investissements	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3
Demande intérieure	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,4
Exportations	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	-0,0	-0,0
Importations	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Déflateur consommation privée	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,5	-0,5	0,0	0,1	0,2
Indice santé	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,5	-0,6	0,0	0,1	0,2
Coût sal.horaire réel (entr.)	-1,3	-1,3	-1,3	-1,4	-1,8	-2,0	-0,0	0,0	0,0
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,3	-1,2	-1,0	-1,6	-1,9	-1,7	-0,0	0,0	0,2
Déflateur du PIB	-0,3	-0,5	-0,4	-0,3	-0,6	-0,7	0,0	0,1	0,2
Déflateur des exportations	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,1
Emploi du secteur des entreprises									
en milliers	8,9	21,6	29,0	10,8	29,3	44,6	0,8	4,4	7,0
en %	0,2	0,6	0,8	0,3	0,8	1,1	0,0	0,1	0,2
Productivité par tête (entr.)	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	-0,5	-0,8	0,0	0,0	-0,0
Revenu disponible réel des ménages	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,6	0,6
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,1	-0,2
Finances publiques (en % du PIB)									
Total des recettes	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-0,6	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1
Total des dépenses	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3	-0,0	0,1	0,2
Capacité nette de financement	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Solde primaire	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Dette publique totale	0,3	1,0	1,9	0,3	1,0	2,0	0,2	1,0	1,9
Coût budgétaire primaire par emploi créé (milliers d'euros de 2010)	133	43	31	112	35	23	1331	208	129

### 3.1.2. Deuxième groupe : les variantes de financement par les taxes indirectes

Le tableau 2 synthétise les principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement via un relèvement de la fiscalité indirecte (hausse de la TVA, des accises ou introduction d'une taxe carbone).

#### Activité et emploi

Une hausse de la TVA produit un effet direct sur le niveau des prix et enclenche une spirale de hausse des prix et des salaires qui s'auto-alimente via la hausse des coûts salariaux unitaires. Pour les entreprises, ces hausses des coûts se traduisent par une érosion de la compétitivité sur les marchés étrangers et, partant, des exportations. La perte de pouvoir d'achat des ménages, consécutive à la hausse des prix et aux pertes d'emplois, entraîne une diminution de la consommation privée. Le tassement de la demande intérieure induit en outre une diminution des importations. Au total, le PIB serait réduit de 0,3 % en t+7 et l'emploi baisserait de 25 000 unités.

On notera que la deuxième variante, qui introduit un blocage transitoire du mécanisme d'indexation (blocage introduit en t), réduit l'impact de la hausse de la TVA sur les prix et les coûts, mais se traduit à moyen terme par une chute de l'activité identique à celle calculée dans la variante sans blocage de l'indexation. En effet, on observe, d'une part, une stabilisation des exportations (qui ne chutent plus en raison de la moindre hausse des coûts) mais, a contrario, une baisse plus importante de la consommation privée (malgré un recul moins important de l'emploi).

Vu la composition de l'indice-santé (qui exclut de son calcul les carburants, le tabac et l'alcool), les augmentations d'accises sur les carburants, le tabac et l'alcool n'ont pas d'impact direct sur les salaires. Les effets négatifs de ces hausses de prix sont donc moindres que dans le cas de la majoration de la TVA. Les pertes d'emploi se limiteraient ainsi à 14 400 unités en t+7. Quant au PIB, celui-ci reculerait de 0,2 % à moyen terme, en cas de hausse des accises. Ces mesures induisent par ailleurs des effets de substitution au sein de la consommation privée. Elles freinent, notamment, la consommation d'énergie (dont le coût est augmenté), ce qui a un effet favorable sur les émissions de gaz à effet de serre. Ce dernier effet est particulièrement évident dans le cas de l'introduction d'une taxe carbone. Une telle mesure, qui renchérit le prix de l'ensemble des produits énergétiques, se traduit en effet par une baisse non négligeable des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre qui y sont liées. Les hausses de prix des produits énergétiques entraînent toutefois une hausse de l'inflation (de manière directe ou indirecte, via les mécanismes d'indexation) et impactent à terme négativement le revenu réel des ménages et la compétitivité des entreprises<sup>12</sup>. Au total, cette mesure se traduit, tout comme dans le cas des accises, par une

---

<sup>12</sup> Cette compétitivité est d'autant plus érodée que la taxe carbone est supposée introduite de manière unilatérale.

perte du PIB de l'ordre de 0,2% en t+7 et par une réduction de l'emploi d'un peu moins de 15 000 unités.

Dans tous les cas de figure considérés, le solde extérieur courant, exprimé en pourcentage du PIB, s'améliore de quelque 0,2 % à moyen terme, grâce à la réduction des importations (via la contraction de la demande intérieure) et à une légère amélioration des termes de l'échange.

### **Finances publiques**

Les effets sur les finances publiques sont fortement liés aux mouvements de prix.

Dans tous les cas, on observe un accroissement, attendu, des recettes fiscales indirectes par rapport à la simulation de base. Par contre, les effets sont plus nuancés sur les taxes directes et les cotisations sociales. Ces recettes peuvent être influencées négativement, via le recul de l'activité et de l'emploi, mais elles peuvent également bénéficier de la hausse éventuelle de la masse salariale (via l'indexation). Dans la variante de hausse de la TVA, l'impact de l'indexation des salaires dépasse en intensité les impacts négatifs liés au recul de l'emploi (mais, en cas de suppression de l'indexation en t, les impacts négatifs l'emportent largement). Dans les variantes d'augmentation des accises, c'est l'effet négatif des pertes d'emplois qui prédomine. C'est également le cas, à moyen terme, pour la variante taxe carbone.

C'est dans la variante TVA (sans suppression de l'indexation) que l'on observe la plus forte hausse des dépenses publiques. Celle-ci découle de l'accroissement des allocations de chômage et de l'indexation des dépenses publiques. Les dépenses publiques s'accroissent de manière nettement plus limitée en cas de suppression de l'indexation la première année de la simulation.

Au total, la capacité nette de financement des pouvoirs publics augmenterait à moyen terme dans une fourchette allant de 0,1 à 0,3 % du PIB, le résultat le moins favorable étant obtenu dans le cas d'une hausse des accises.

Le gain budgétaire primaire par emploi détruit s'élève à 54 000 euros à moyen terme en cas de hausse de la TVA avec blocage de l'indexation (26 000 euros s'il n'y pas de blocage), 51 000 euros avec la taxe carbone et seulement 24 000 euros pour les accises.

RAPPORT

**Tableau 2 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes indirectes – salaires bruts hors index inchangés** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	TVA			TVA et non indexation en t			Accises			Taxe carbone		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Consommation privée	-0,2	-0,5	-0,6	-0,3	-0,6	-0,8	-0,3	-0,5	-0,6	-0,2	-0,4	-0,5
Consommation publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements	-0,2	-0,4	-0,5	-0,2	-0,5	-0,6	-0,2	-0,5	-0,5	-0,2	-0,4	-0,5
Demande intérieure	-0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-0,4	-0,5	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	-0,3	-0,3
Exportations	-0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2
Importations	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3
Déflateur consommation privée	0,8	1,1	1,1	0,7	0,9	0,9	0,8	0,8	0,5	0,7	0,8	0,6
Indice santé	0,7	1,1	1,1	0,6	0,9	0,9	0,2	0,2	-0,0	0,6	0,6	0,4
Coût sal.horaire réel (entr.)	-0,1	-0,0	-0,0	-0,7	-0,6	-0,6	-0,7	-0,6	-0,6	-0,2	-0,2	-0,2
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,6	0,9	0,7	0,0	0,3	0,2	0,2	0,2	-0,2	0,5	0,5	0,2
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,0	0,4	0,7	0,7	0,6	0,6	0,3	0,7	0,8	0,6
Déflateur des exportations	0,1	0,2	0,2	-0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1
Emploi du secteur des entreprises												
en milliers	-4,4	-16,0	-24,9	-0,9	-8,9	-16,5	-1,7	-10,2	-14,4	-2,9	-11,3	-14,7
en %	-0,1	-0,4	-0,6	-0,0	-0,2	-0,4	-0,0	-0,3	-0,4	-0,1	-0,3	-0,4
Productivité par tête (entr.)	-0,0	0,2	0,4	-0,1	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,0	0,1	0,2
Revenu disponible réel des ménages	-0,4	-0,5	-0,5	-0,8	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Finances publiques (en % du PIB)												
Total des recettes	0,7	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4	0,5	0,3	0,2	0,7	0,6	0,4
Total des dépenses	0,3	0,5	0,5	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,3	0,3	0,2
Capacité nette de financement	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,4	0,2	0,1	0,4	0,3	0,3
Solde primaire	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,4	0,1	0,1	0,4	0,2	0,2
Dettes publiques totales	-0,4	-1,1	-1,8	-0,4	-1,3	-2,3	-0,4	-0,9	-1,3	-0,4	-1,1	-1,9
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	292	50	26	1719	118	54	749	51	24	472	78	51

### 3.1.3. Troisième groupe : les variantes de financement par les taxes directes et assimilées

Le troisième groupe comprend cinq variantes:

- une hausse de l'Impôt des Personnes Physiques (IPP);
- une hausse de l'Impôt des Sociétés (I.Soc);
- l'introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA);
- l'introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée (CSG) ;
- une majoration du précompte mobilier (PM).

Comme précédemment, les différentes mesures sont calibrées de manière à produire un revenu *ex ante* de 0,5 % du PIB pour les finances publiques, la première année de la simulation.

L'impact de ces dispositifs sur les indicateurs macroéconomiques de base est présenté dans le tableau 3 ci-dessous.

#### Activité et emploi

Les effets induits de ces politiques de hausse des recettes fiscales directes sont amorcés par la baisse de la demande intérieure qui découle de la baisse de revenu disponible des ménages et/ou des entreprises. Les effets dépressifs qui en résultent se traduisent par des destructions d'emplois qui s'étagent, après 7 années d'entrée en vigueur, de 5 000 unités suite à l'introduction d'une CSG à 13 400 unités en cas d'introduction d'une CVA.

Le ralentissement de l'activité qui touche l'économie est, à terme, relativement peu différencié en fonction des mesures considérées. C'est avec la mesure sur l'Isoc que l'on note la perte de PIB la plus forte (-0,5%), suivie par le précompte mobilier (-0,4) et l'IPP (-0,3%). D'importantes différences apparaissent toutefois en fonction de la mesure implémentée en termes, notamment, de catégories d'agents touchés par ces mesures et d'effets sur les prix.

En cas de hausse de l'IPP, ce sont les ménages qui sont principalement pénalisés en subissant une baisse de leur revenu disponible et, partant, de leur consommation privée et de leurs investissements. Face à cette contraction des débouchés sur le marché intérieur, les entreprises réduisent leurs investissements.

Dans les cas d'accroissement du prélèvement pesant sur les revenus des sociétés (hausse de l'I.Soc et instauration d'une CVA), l'effet premier réside dans une hausse des coûts de production des entreprises et par là même, *ceteris paribus*, dans une baisse de leur profit après impôts. Pour atténuer cet effet, toutefois, les entreprises répercutent partiellement la hausse des coûts sur leurs prix de vente. Cette hausse de prix entraîne une diminution du pouvoir d'achat des ménages, également affecté par les pertes d'emplois. Mentionnons également un autre canal de transmission (certes beaucoup moins important) par lequel les ménages sont touchés: la baisse des bénéfices

## RAPPORT

après impôts des sociétés diminue les revenus de dividendes distribués aux ménages actionnaires et donc le revenu disponible de ces derniers.

Comme la CSG a la particularité de s'asseoir sur une assiette fiscale très large englobant les revenus des ménages et ceux des entreprises, sa mise en place entraîne à la fois les effets observés en cas de renforcement de la fiscalité des ménages et ceux résultant d'une majoration de la fiscalité des entreprises. Au total, toutefois, ce sont les ménages qui sont le plus affectés par l'introduction de cette nouvelle taxe (en t+7, leur revenu disponible réel baisse de 0,6 % et leur consommation de 0,5 %).

Bien que concernant toutes deux en première ligne les seules entreprises, les mesures de hausse d'I.Soc d'une part et d'instauration d'une CVA de l'autre engendrent des effets bien distincts sur certains agrégats. En effet, la hausse de l'I.Soc entraîne une augmentation du coût du seul facteur de production capital, contrairement à la mise en place d'une CVA qui, par définition, accroît le coût des facteurs travail et capital. Il en résulte, notamment, une diminution des investissements plus marquée en cas de hausse de l'I.Soc (-1,2 % en t+7) qu'en cas d'instauration d'une CVA (-0,3 % en t+7). Par ailleurs, comme la CVA augmente le coût du facteur travail, la baisse de l'emploi qui en découle est plus marquée qu'en cas de hausse de l'I.Soc.

Quant à la mesure de majoration du précompte mobilier, celle-ci se révèle finalement plus négative pour le PIB que la mesure de hausse de l'IPP. En effet, si ces deux mesures affectent de manière identique la consommation privée, on note que la majoration du précompte mobilier est plus négative pour les investissements (du fait de l'augmentation supposée des taux d'intérêt privés). Il s'ensuit des pertes d'emploi légèrement plus importantes pour cette dernière mesure (que dans le cas de la mesure affectant l'IPP).

Enfin, ces mesures se traduisent par une hausse du solde extérieur, davantage marquée dans le cas des mesures qui affectent en première ligne les ménages (importante baisse des importations).

### Prix

Suite à l'alourdissement de la fiscalité qui pèse sur les sociétés, la répercussion partielle de cette hausse des coûts sur les prix de vente entraîne une augmentation du niveau des prix de la consommation privée qui croît progressivement pour atteindre, en fin de période, 0,8 % en cas de hausse de l'I.Soc et 0,2 % en cas d'instauration d'une CVA.

Dans le cas de la hausse d'IPP, en raison de la diminution de la demande de consommation privée des ménages, le niveau des prix de la consommation privée enregistre une baisse initialement faible mais en croissance constante (-0,3 % en fin de période). Dans le cas de la CSG, la baisse de prix initiée par la diminution de la demande est compensée par un effet à la hausse sur les prix initié par les entreprises qui supportent également la CSG.

## Finances publiques

En matière de finances publiques, les impacts *ex post* des différentes mesures vont dépendre du nombre d'emplois détruits (recettes de cotisations sociales et d'impôts des personnes physiques, augmentation des prestations de chômage), du ralentissement de l'activité (recettes de taxation directe, indirecte et impôt des sociétés) et de l'évolution des prix (dépenses publiques indexées).

Les mesures de financement alternatif par impôt direct considérées ici affichent des résultats ultimes en matière de finances publiques relativement semblables: la capacité nette de financement des administrations publiques s'améliore, en fin de période, de 0,5 % du PIB pour toutes les variantes concernées, à l'exception de la CVA, pour laquelle on note une hausse de 0,4%.

Dans toutes les variantes (sauf pour la CVA), l'amélioration *ex post* du déficit public en fin de période est donc quasiment identique au produit *ex ante* de la mesure de financement.

En conséquence, en fin de période, le gain budgétaire par emploi détruit est le moins élevé en cas d'introduction d'une CVA (91 000 euros) et le plus élevé dans le cas de la CSG (354 000 euros).

**Tableau 3 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées – salaires bruts hors index inchangés** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	IPP			ISOC			CVA			CSG			PM		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4
Consommation privée	-0,2	-0,7	-0,9	-0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,2	-0,7	-0,9
Consommation publique	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Investissements	-0,2	-0,4	-0,6	-0,2	-0,8	-1,2	-0,1	-0,3	-0,3	-0,1	-0,4	-0,6	-0,2	-1,2	-1,5
Demande intérieure	-0,2	-0,4	-0,6	-0,1	-0,2	-0,4	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-0,6	-0,8
Exportations	-0,0	0,0	0,1	-0,0	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0
Importations	-0,1	-0,2	-0,3	-0,0	-0,1	-0,2	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4
Déflateur consommation privée	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,2
Indice santé	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,5	0,9	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,3
Coût sal.horaire réel (entr.)	0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,1	-0,1	-0,4	0,1	0,7	1,2	0,0	-0,0	-0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,2
Déflateur du PIB	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,6	1,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,3
Déflateur des exportations	-0,0	-0,0	-0,1	0,1	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Emploi du secteur des entreprises															
en milliers	-1,3	-7,2	-12,1	-0,5	-4,0	-8,5	-5,0	-11,3	-13,4	-0,8	-3,5	-4,9	-1,3	-8,4	-13,1
en %	-0,0	-0,2	-0,3	-0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,3	-0,0	-0,1	-0,1	-0,0	-0,2	-0,3
Productivité par tête (entr.)	-0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,3	-0,4	0,0	0,2	0,2	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Revenu disponible réel des ménages	-0,8	-1,0	-1,1	-0,0	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-0,5	-0,6	-0,8	-1,0	-1,1

## RAPPORT

	IPP			ISOC			CVA			CSG			PM		
	t	t+3	t+7												
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,3	0,4
Finances publiques (en % du PIB)															
Total des recettes	0,5	0,4	0,2	0,5	0,7	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3
Total des dépenses	0,0	-0,1	-0,3	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,2
Capacité nette de financement	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Solde primaire	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Dette publique totale	-0,4	-1,7	-3,3	-0,5	-1,9	-3,5	-0,3	-1,2	-2,4	-0,2	-0,7	-1,2	-0,4	-1,7	-3,4
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	1246	217	132	3511	428	188	245	100	91	2102	473	354	1236	185	132

### 3.1.4. Quatrième groupe : le saut d'index

Rappelons que cette variante suppose que la totalité d'une indexation des salaires et des prestations sociales n'est pas octroyée aux salariés et aux prestataires sociaux mais sert à rééquilibrer les comptes de la sécurité sociale. Une mesure de ce type entraîne, dès la première année, une réduction non négligeable du revenu disponible des ménages et, partant, une baisse de leur consommation (par rapport à une simulation de référence n'introduisant pas la mesure). La baisse de la demande entraîne également une réduction des investissements. Au total, la demande intérieure est en recul de 0,3% en t et de 0,6% en t+7, le PIB ne baissant, quant à lui, que de respectivement 0,1% en t et de 0,2% en t+7 (compte tenu du recul parallèle des importations).

La baisse de l'activité provoque un recul de l'emploi. Par rapport à la simulation de référence, on perdrait en effet près de 2 000 emplois en t, 9 700 emplois en t+3 et 12 800 emplois en t+7. Quant au solde extérieur, celui-ci s'améliore quelque peu, du fait de la baisse des importations liées à la chute de la demande intérieure.

Les finances publiques bénéficient de la mesure de saut d'index. L'amélioration des comptes publics n'est toutefois pas aussi importante qu'escompté au départ et les effets nets sur les finances publiques sont assez largement inférieurs aux montants bruts en jeu. Les nouvelles recettes brutes sont en effet très largement entamées via les effets négatifs décrits plus hauts : baisse de la consommation et, donc, des recettes de TVA et d'accises, baisse de l'emploi et donc réduction des cotisations sociales encaissées, baisse du rendement de l'Isoc suite à la décélération de l'activité. Par ailleurs, on note que le rendement de l'IPP est d'emblée mécaniquement réduit du fait de la baisse de l'assiette (due au non paiement de l'indexation aux salariés). Au total, le solde des finances publiques ne s'améliore que de l'équivalent de 0,7% du PIB en t, de 0,6% du PIB en t+3 et de 0,4% du PIB en t+7.

**Tableau 4 Principaux résultats macroéconomiques de la variante de saut d'index - salaires bruts hors index inchangés** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	Saut d'index		
	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,3	-0,2
Consommation privée	-0,4	-0,9	-0,9
Consommation publique	0,0	-0,0	-0,0
Investissements	-0,2	-0,6	-0,6
Demande intérieure	-0,3	-0,6	-0,6
Exportations	-0,0	0,0	0,1
Importations	-0,1	-0,3	-0,3
Déflateur consommation privée	-0,0	-0,1	-0,4
Indice santé	-0,0	-0,1	-0,4
Coût sal.horaire réel (entr.)	0,0	-0,0	-0,0
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,1	-0,1	-0,5
Déflateur du PIB	-0,0	-0,1	-0,4
Déflateur des exportations	-0,0	-0,0	-0,2
Emploi du secteur des entreprises			
en milliers	-1,9	-9,7	-12,8
en %	-0,1	-0,3	-0,3
Productivité par tête (entr.)	-0,1	-0,0	0,1
Revenu disponible réel des ménages	-1,2	-1,2	-0,8
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,3	0,3
Finances publiques (en % du PIB)			
Total des recettes	0,7	0,4	0,1
Total des dépenses	0,0	-0,1	-0,3
Capacité nette de financement	0,7	0,6	0,4
Solde primaire	0,7	0,5	0,2
Dette publique totale	-0,7	-2,5	-4,0
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	1260	186	80

### 3.2. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

In deze reeks simulaties worden de HERMES-lonen gevoed door het arbeidsmarktmodel LABMOD. Enerzijds is de LABMOD-basis gebaseerd op de impliciete bijdrage-, belasting- en subsidievoeten van de HERMES-basis met exogene brutolonen vóór indexering. Invulling van de LABMOD-groeivoeten van de brutolonen vóór indexering in de HERMES-basis met exogene lonen geeft de HERMES-basis met flexibele (LABMOD)-lonen. Anderzijds werden de LABMOD-beleidsimulaties gevoed met de impliciete bijdrage-, belasting- en subsidievoeten uit de

HERMES-varianten met exogene brutolonen vóór indexering. Na invoering van de LABMOD-lonen in de overeenkomstige HERMES-varianten met exogenen lonen, bekomt men de HERMES-varianten met flexibele (LABMOD)-lonen. Dezelfde macro-economische loonvoetgroei van LABMOD wordt toegepast op de sectorale lonen van HERMES.

### **3.2.1. Premier groupe : les variantes de réduction de cotisations sociales (patronales et personnelles)**

Les conséquences des variantes sur les principaux indicateurs macroéconomiques et d'emplois sont reprises au tableau 5.

De baten van de gedaalde gemiddelde werkgeversbijdragevoet die volgt uit de algemene daling van de wettelijke werkgeversbijdragevoeten, worden tussen werkgevers en werknemers verdeeld via een stijging van de brutoloonvoeten die uiteraard de werknemers ten goede komt, maar die ook laag genoeg is om toch een loonkostendaling mogelijk te maken.

Het globale effect op het bbp (plus 0,2% in t+7) is gelijkaardig met het resultaat onder onveranderde reële brutoloonvoeten. Als gevolg van de loononderhandelingen is de reële loonkostendaling echter minder groot dan in het scenario met onveranderde reële brutoloonvoeten (slechts -0,5% i.p.v. -1,3% in t+7). De gevolgen zijn minder werkgelegenheidsschepping binnen de ondernemingen (slechts 0,4% i.p.v. 0,8% in t+7) en een groter stijging van de investeringsvraag (0,3% i.p.v. 0,2% in t+7), beide een weerspiegeling van het minder gunstige substitutie-effect ten gunste van arbeid.

Aan de marge zijn de effecten op het overheidstekort en het primair saldo, in % van het bbp gelijkaardig. Maar omdat de kleinere impact op de lonen onder endogene lonen ook een lagere daling van de prijzen impliceert, stijgt de overheidsschuld als procent van het bbp in mindere mate (met 1,4 procentpunt i.p.v. 1,9 procentpunt in t+7). De brutoimpact op de overheidsfinanciën is licht verschillend: de inkomsten dalen minder (met 0,2% van het bbp i.p.v. 0,4%) en de uitgaven dalen niet. Ook in het geval van selectieve dalingen van de wettelijke werkgeversbijdragevoeten ten voordele van de laagverloonden, zijn in een omgeving van onveranderde reële brutoloonvoeten de bbp-effecten nagenoeg identiek en zijn de loonkostendaling (-2,0% versus -1,3% in t+7) en de werkgelegenheidsschepping (1,1% versus 0,9% in t+7) het grootst. Zowel in nettotermen (deficit, primair saldo in % van het bbp) als in brutotermen (uitgaven en inkomsten in % van het bbp) zijn de resultaten vrijwel identiek in de twee loonsenario's.

De resultaten van de werknemersbijdrageverminderingen zijn kwalitatief verschillend onder de twee loonregimes. In de LABMOD-logica worden de baten van de daling van de gemiddelde werknemersbijdragevoet tussen werkgevers en werknemers verdeeld via een daling in de brutoloonvoeten die enerzijds klein genoeg is om een nettoloonstijging mogelijk te maken maar die uiteraard de werkgevers ten goede komt aangezien de loonkosten dalen. Net die loonkostenda-

ling (-0,7% in t+7) verklaart waarom in het endogene loonregime de werkgelegenheid meer toeneemt (met 0,5% i.p.v. 0,2% in t+7) en het bbp meer stijgt (0,2% i.p.v. 0,1% in t+7). Noteer dat onder het flexibele loonregime de kwantitatieve effecten van werkgevers- en werknemersbijdragen op middellange (en a fortiori op lange termijn) gelijkaardig zijn omdat de LABMOD-loonvorming symmetrie tussen belastingen op de aanbods- en vraagzijde van de arbeidsmarkt oplegt. Die symmetrie gaat hier niet volledig op omdat de werknemersbijdragevermindering de belastingbasis van de personenbelastingen doet verhogen. Daardoor stijgt de impliciete personenbelastingvoet (gemeten t.o.v. de brutolonen) en wordt een deel van het effect van de werknemersbijdragevoetvermindering tenietgedaan.

De budgettaire kosten per bijkomende werknemer (in prijzen van 2010) van werkgeversbijdrageverminderingen zijn hoger onder endogene dan onder onveranderde reële brutolonen : in het geval van algemene werkgeversbijdrageverminderingen 49.500 euro (i.p.v. 30.800 euro) en in het geval van de werkgeversbijdrageverminderingen voor de laagverloonden 31.900 euro (i.p.v. 23.200 euro). Indien de lonen endogeen zijn, dan zijn de budgettaire kosten per bijkomende werknemer van werknemersbijdrageverminderingen de helft kleiner dan in een omgeving van onveranderde reële brutolonen, nl. 54.000 euro i.p.v. 129.000 euro. Omdat in een LABMOD-loonregime algemene werkgevers- en werknemersbijdrageverminderingen op een analoge manier in de loonvorming ingrijpen, zijn de budgettaire kosten per bijkomende werknemer van die beleidsopties ook gelijkaardig (49.500 euro respectievelijk 54.000 euro) .

**Tableau 5 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales – salaires réels endogènes** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	Cot.soc.patronales Baisse non ciblée			Cot.soc.patronales Baisse ciblée bas sal.			Cot.soc.personnelles		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Consommation privée	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4
Consommation publique	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Investissements	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3
Demande intérieure	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3
Exportations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
Importations	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Déflateur consommation privée	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,4	-0,4	-0,1	-0,2	-0,1
Indice santé	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,4	-0,4	-0,1	-0,2	-0,1
Coût sal.horaire réel (entr.)	-1,1	-0,7	-0,5	-1,3	-1,3	-1,3	-0,6	-0,8	-0,7
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,2	-0,7	-0,4	-1,4	-1,3	-1,2	-0,6	-0,7	-0,4
Déflateur du PIB	-0,3	-0,3	-0,1	-0,3	-0,5	-0,5	-0,1	-0,2	-0,1
Déflateur des exportations	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
Emploi du secteur des entreprises en milliers	7,9	14,4	15,8	9,9	22,5	31,2	4,5	14,6	18,9

## RAPPORT

	Cot.soc.patronales Baisse non ciblée			Cot.soc.patronales Baisse ciblée bas sal.			Cot.soc.personnelles		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
en %	0,2	0,4	0,4	0,3	0,6	0,9	0,1	0,4	0,5
Productivité par tête (entr.)	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,6	-0,0	-0,2	-0,3
Revenu disponible réel des ménages	0,2	0,3	0,4	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
Finances publiques (en % du PIB)									
Total des recettes	-0,4	-0,3	-0,2	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3
Total des dépenses	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	0,0
Capacité nette de financement	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4	-0,3	-0,3
Solde primaire	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-0,3
Dette publique totale	0,2	0,9	1,4	0,2	0,9	1,5	0,3	1,2	2,2
Coût budgétaire primaire par emploi créé (milliers d'euros de 2010)	147	56	49	121	43	32	277	74	54

### 3.2.2. Deuxième groupe : les variantes de financement par les taxes indirectes

Aucune variante de ce groupe n'a fait l'objet d'un calcul dans le cadre de la modélisation en salaires réels endogènes.

### 3.2.3. Troisième groupe : les variantes de financement par les taxes directes et assimilées

La seule mesure de financement via les taxes directes (et assimilées) à avoir été testée dans un scénario de salaires réels endogènes est l'augmentation de l'impôt sur les personnes physiques.

Qua economische logica en kwantitatieve effecten is de personenbelastingenverhoging het spiegelbeeld van de werknemersbijdragevoetverlaging. De lastenverhoging wordt gespreid tussen werknemers en werkgevers via een brutoloonvoetstijging die onvoldoende is om het nettoloon te stabiliseren maar die – gegeven de vigerende werkgeversbijdragevoeten - uiteraard wel loonkostenverhogend is. De reële loonkostenverhoging (met 0,6%) in het endogene loonscenario vernietigt meer tewerkstelling dan in een onveranderd brutoloonscenario (-0,6% versus -0,3%) waar alleen de vraaguitval via het beschikbaar inkomen speelt. De budgettaire besparingen per verloren baan zijn onder LABMOD-lonen veel lager dan onder onveranderde reële brutolonen : 85.400 euro i.p.v. 132.100 euro.

**Tableau 6 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées – salaires réels endogènes** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	t	IPP	
		t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,3	-0,3
Consommation privée	-0,3	-0,7	-0,9
Consommation publique	0,0	0,0	0,0
Investissements	-0,2	-0,5	-0,6
Demande intérieure	-0,2	-0,5	-0,6
Exportations	-0,0	-0,1	-0,0
Importations	-0,1	-0,3	-0,3
Déflateur conso.privée	0,1	0,1	-0,1
Indice santé	0,1	0,1	-0,1
Coût sal.horaire réel (entr.)	0,5	0,7	0,6
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,6	0,6	0,2
Déflateur du PIB	0,1	0,2	-0,1
Déflateur des exportations	0,1	0,1	0,0
Emploi du secteur des entreprises			
en milliers	-4,3	-16,0	-23,1
en %	-0,1	-0,4	-0,6
Productivité par tête (entr.)	-0,0	0,1	0,3
Revenu disponible réel des ménages	-0,7	-0,9	-1,0
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,3
Finances publiques (en % du PIB)			
Total des recettes	0,6	0,6	0,5
Total des dépenses	0,0	0,0	-0,2
Capacité nette de financement	0,5	0,6	0,6
Solde primaire	0,5	0,5	0,5
Dettes publiques totales	-0,5	-2,0	-3,9
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	420	116	85

### 3.2.4. Quatrième groupe : le saut d'index

De indexsprong komt in feite neer op een permanente verhoging van de personenbelastingvoet. Net omdat die belastingverhoging een element zal of kan zijn in de loononderhandelingsgevolgen, is een simulatie met LABMOD-lonen relevant. Dezelfde conclusies gelden als voor de gewone personenbelastingverhoging: in vergelijking met onveranderde reële brutolonen gaan meer banen verloren (-0,5% versus -0,3%) wegens de loonkostenstijging (0,3%). Net daarom zijn de budgettaire baten per verloren baan lager in vergelijking met het scenario zonder terugkoppeling naar de brutolonen (48.000 euro versus 80.000 euro).

**Tableau 7 Principaux résultats macroéconomiques de la variante de saut d'index – salaires réels endogènes** (différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	Saut d'index		
	t	t+3	t+7
PIB	-0,2	-0,4	-0,2
Consommation privée	-0,4	-0,8	-0,8
Consommation publique	0,0	0,0	0,0
Investissements	-0,2	-0,6	-0,5
Demande intérieure	-0,3	-0,5	-0,5
Exportations	-0,1	-0,1	0,0
Importations	-0,1	-0,3	-0,3
Déflateur consommation privée	0,1	0,1	-0,2
Indice santé	0,1	0,1	-0,2
Coût sal.horaire réel (entr.)	0,7	0,7	0,3
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,8	0,6	-0,2
Déflateur du PIB	0,1	0,2	-0,2
Déflateur des exportations	0,1	0,1	-0,1
Emploi du secteur des entreprises			
en milliers	-6,2	-19,6	-19,1
en %	-0,2	-0,5	-0,5
Productivité par tête (entr.)	-0,0	0,2	0,3
Revenu disponible réel des ménages	-1,0	-1,0	-0,7
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,3	0,2
Finances publiques (en % du PIB)			
Total des recettes	0,8	0,6	0,1
Total des dépenses	0,1	0,0	-0,2
Capacité nette de financement	0,7	0,6	0,4
Solde primaire	0,7	0,5	0,2

	t	Saut d'index t+3	t+7
Dette publique totale	-0,8	-2,7	-4,1
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	418	97	48

SOCIAL SECURITY CONTRIBUTION REDUCTIONS  
AND VARIOUS ALTERNATIVE FINANCING SCENARIOS:  
SIMULATION RESULTS OBTAINED WITH THE NBB'S 'NONAME' MODEL

---

Koen Burggraeve  
Philippe Jeanfils  
Raf Wouters

## 1. INTRODUCTION

This study presents an analysis of measures aiming at lowering social security contributions and increasing other types of taxes in Belgium. This analysis has been conducted using the National Bank of Belgium's macroeconomic model 'Noname'.

### *A short description of the model and its uses*

Noname is a quarterly model for Belgium. This model's main use is to provide medium-term projections, to perform sensitivity analysis and to guide the analysis of policy issues<sup>1</sup>. To this end, it has to allow some compromise between theoretical structure and data matching, but it meets the minimum requirement of a clear and delineated treatment of expectations. Noname is based to a large extent on dynamic intertemporal optimisation and emphasises the important role that agents' expectations play on macroeconomic outcomes. In particular, the model embodies overlapping generations of consumers, profit-maximising firms in imperfectly competitive product and labour markets, forward-looking behaviour and costly adjustments.

The size of the model has been kept as small as possible. It does not follow the tendency in which more and more equations are added to a model in the hope of gaining details. The cost of enlarging a model is high, since its original logic is lost and results become less transparent and harder to understand. Noname consists of around 120 equations that describe the interrelationship between different macroeconomic variables. Among these, some 25 are true behavioural equations, 25 others consist of technical relationships defining derived prices and public finance items and the remaining ones are (accounting) identities.

Like many other models, Noname features a representative household and is thus not meant to analyse redistributive aspects nor measure the impact of targeted measures. Given that, from a theoretical point of view, the effects of wages on labour supply are twofold – in response to a pocket wage increase, on the one hand, there is a substitution effect which makes leisure less attractive but, on the other hand, there is an income effect according to which one can work less and earn the same income – and that the empirical literature is of little help in determining which effect dominates, the labour supply has been left exogenous.

---

<sup>1</sup> Published use of the model for policy analysis can be found in Jeanfils et al. (2006) and in Burggraeve et al. (2008).

A full description of the model is available in Jeanfils and Burggraeve (2005) and Jeanfils and Burggraeve (2008).

### *Methodology*

All the measures included in this study have been simulated separately and are all set up in a way so as to generate *ex ante* (i.e. mechanically, before all feedback effects are taken into account) 0.5% of GDP, which means that the shock magnitude was calculated to generate 1.73 billion euro in 2010. Due to a large degree of linearity of the model results, the adopted approach allows the reader to both rescale<sup>2</sup> individual outcomes and combine different scenarios. The only exception to this is the scenario in which the impact on the macroeconomic environment in general and on the government budget in particular are calculated in the context of a shock in which the proceeds of a 2% increase in wages and social transfers are pocketed by the government.

All the simulations are run without an endogenous monetary policy. As a result, neither short- nor long-term interest rates can react to shocks. The most important transmission mechanisms at work in Noname are the substitution channel between labour and capital, the income channel, the competitiveness channel and a profitability channel facilitating firms' access to investment funding. Some mechanisms nevertheless fall outside the scope of the model and therefore remain entirely exogenous. Most notably in this respect are the exogenous nature of the impact of changes in taxation on firms' decisions with respect to relocation or on households' decisions with respect to portfolio reallocation<sup>3</sup>.

It is also clear that, in a context of a catalogue of measures relating to wage income tax and contributions to social security, the wage reaction used will condition the simulation results in general and the demand for labour and impact of the measure on the government's net balance in particular. All the measures have, on the one hand, been simulated in a context where they do not give rise to new wage negotiations. Over the entire simulation horizon, employers and employees alike accept to stick to the real gross wage plans that they negotiated in a baseline scenario without such a shock. In an exogenous wage context, real gross wages remain at their level specified in the reference scenario, but all employees and households receiving social transfers will be protected against price surprises affecting the so-called health index through the working of the automatic index-linking mechanism. Such an exogenous real gross wage scenario makes it possible to analyse scenario results in which the shock can take full effect. On the other hand, given the eight-year simulation horizon and the past record of social security reductions and negotiated wage agreements, one might reasonably assume an upward pressure on real gross wages. In some cases, therefore, a second shock variant has also been prepared, in which new wage negotiations take place, taking into account the changed labour market conditions and tax rates. It is clear from the outset that if some of the original shock effects are undone through the new round of wage bargaining, then some of the initial effects of the shock on the economy will also be unwound. In such a second simulation variant with an endogenous wage reaction, wages will adjust to the new unemployment level and the newly installed tax rates on wages and/or rates for social security contributions, albeit with some delay.

## **2. REDUCTIONS IN SOCIAL SECURITY CONTRIBUTIONS**

### **2.1. A reduction in employers' social security contributions**

#### **2.1.1. A general reduction in employers' social security contributions**

In the model, a reduction in employers' social security contributions reduces firms' wage costs and encourages employers to substitute capital for labour. More specifically, this measure would contribute, *ex ante*, to a 1.3% cut in wage costs in the private sector. Through the reduction in wage costs which enhances substitution in favour of labour, new jobs will be created, even beyond the level which is necessary to

<sup>2</sup> Rescaling factors that result in shock magnitudes that have not been observed over the estimation period of the model will, however, suffer increased uncertainty margins.

<sup>3</sup> Such as shifting its composition towards less taxed assets or capital flight.

purely satisfy additional production. The reduction in wage costs, in turn, permits firms to cut their marginal production cost and, further down the price chain, their output price. Due to the presence of a flexible mark-up on costs, not all of the original wage reduction will find its way through to the output price. As a result of strong international competition, firms are less able to pass through cost changes onto export markets than onto the domestic market. Ultimately, about 60% of the initial wage cost reduction will find its way to the domestic output price, and some 50% to the international sales price. This cheaper price on the international market will generate an increase in competitiveness, resulting in higher external demand for Belgian products. Due to the import content of the increased final demand, imports will rise as well. But this increase will be curbed due to an improvement in internal competitiveness: domestic costs are now relatively cheaper in comparison to the foreign competitors' prices. Note, however, that due to a pricing-to-market effect, competitors will actually adapt their price-setting slightly in accordance with the cost reductions they observe on the domestic market.

An increase in exports will be observed as a consequence of increased competitiveness. At the same time, the substitution of capital for labour will induce a positive real income effect for households, resulting in an upward revision of their consumption plans. Imports will increase to meet the import content of the increased final demand. But due to the reduced domestic production cost, these imports grow more slowly than final demand. In order to satisfy the higher final demand, the demand for the production factors labour and capital will increase as well.

In a first variant of this scenario, employees (unions) do not try to initiate a new round of wage negotiations in order to skim off some of the employers' social security reductions so as to increase their real wages, but decide to stick to the real wage trajectory as made explicit in the baseline scenario. With no new negotiations taking place, and apart from some adjustment delays related to practical implementation details of the index-linking mechanism, this will happen automatically, as employees' nominal gross wages will fall (*vis-à-vis* the baseline) entirely in line with the reductions in consumer prices, so that private sector real hourly gross wages in the shock scenario will correspond to their baseline equivalent. In this scenario then, the increase in households' total real disposable income is only driven by the firms' extra demand for labour.

It takes some time before the initial reduced wage cost finds its way into consumer prices, but once it does, a price-wage spiral will kick in due to the automatic indexing mechanism, amplifying the direct effects. The simulation results show that consumer prices will rise less – only by about 0.3% – in the first year after the shock, but will finally end up lying 1.1% under the baseline price level. Most of this reaction will already have been reached three years after the shock. Ultimately then, the wage cost per hour will have fallen by 2.4%. Due to the substitution of capital for labour and the additional external demand through the increased competitiveness, there will be a rise in the demand for labour. Even when only slightly visible the first year after the shock, as this process takes time, private sector employment would ultimately end up 1.0% (or 37 600 persons) above baseline, leading to a positive income effect for households. Their consumption is estimated to go up by 0.3%, with most of the additional consumption demand taking place in the first two years after the shock. And even though capital becomes relatively more expensive, firms' investment will rise by 0.5%, as a result of the demand effects. In the medium term, the wage cost reduction will also have a positive influence on firms' cash flows, through which it will become easier to finance new projects internally. All these effects taken together would gradually lead to a cumulative improvement in GDP of 0.7%, leading to extra government revenues in real terms that alleviate somewhat the direct cost of this operation. The return effects of this measure seem substantial, since at the end of the simulation horizon the government's primary budget balance will have deteriorated by 0.1 percentage point of baseline GDP only. Whereas the government debt-to-GDP ratio increases by some 0.5 percentage point in the first year (*i.e.* comparable to the original cost of the operation), it will have risen by 1.7 percentage points after eight years.

In a second variant of this scenario, workers (unions) observe that employers have got a wage cost subsidy through the reduction in their social security contributions, and now insist on their share of this benefit through new private sector wage negotiations. In this second variant, there are no new real wage negotiations for public sector employees and real social transfers to households also stay at the baseline level. To the extent unions succeed in obtaining real wage increases, this will happen at the expense of unwinding some of the beneficial effects described above. As the wage cost comes down less than in the

previous variant, the competitive effects will be smaller on the demand side, and the labour-for-capital substitution process will not go as far on the supply side.

The new wage claims will result in a lower substitution effect from capital to labour and weaken firms' competitive advantage from the previous variant, with exports now 0.7% above baseline, instead of 1.2%. In the medium term, employment would end up 23 900 persons above baseline, versus 37 600 in the previous variant. Private consumption and households' disposable income however would largely remain unaffected as the negative employment effect is cancelled out by the higher wages per hour in this scenario. After eight years, GDP will now only be 0.5% above baseline (instead of 0.7%), while government debt will have increased by 1.5% of GDP only, as a result of more important positive second round effects for the government budget.

### 2.1.2. A targeted reduction on social security contributions for low-skilled workers

In this scenario, the entire reduction of employers' social security contributions is targeted on their labour demand for low-skilled workers alone. Within the basic framework of 'Noname', it is impossible to simulate a targeted reduction on social security contributions, given the presence of only one type of labour in the production function. In order to shed some light on this type of targeted measure, the model has been widened with some additional equations, parameterised with coefficients taken from the economic literature on the subject or from *ad-hoc* assumptions briefly detailed in this section.

Quite a lot of research uses an elasticity of labour demand that is in the range of 1.5 to 2 times higher for low-skilled workers ( $\sigma^{ls}$ ) than for high-skilled labour ( $\sigma^{hs}$ )<sup>4</sup>. It is therefore assumed here that the proportionality factor between  $\sigma^{ls}$  and  $\sigma^{hs}$  is 1.75. Moreover, it is assumed that 47.1% of private sector employees can be included in the 'low-skilled worker' category. In accordance with the Federal Planning Bureau's definition for the inclusion of a worker in this category: a worker with a gross monthly wage of less than 2 216€ in 2009<sup>5</sup>. Accepting these additional assumptions, the average elasticity of labour demand (from the reference model, and used for all other scenarios) can be decomposed as follows:  $\sigma = 0.52 = 0.471 \sigma^{ls} + (1-0.471) \sigma^{hs} = 0.471 \cdot 1.75 \sigma^{hs} + (1-0.471) \sigma^{hs}$ , implying an elasticity for low-skilled workers of 0.67 and for high-skilled workers of 0.38. The way in which the skill level is introduced in the firms' demand for labour does not enable an analysis of (endogenous) effects of employers substituting high-skilled workers for low-skilled workers.

Given that the wage cost reduction for employers is the same as in the scenario with general reductions in an exogenous wage context (-1.3% ex ante), the nominal picture remains unaffected compared to this scenario. The differences will stem only from the fact that the targeted labour cost reduction for low-skilled labour will result in a bigger labour demand response as a result of higher labour demand elasticity for low-skilled workers. While the mechanisms as such are exactly the same as in the previous scenario, this targeted reduction would now result in an increase in the private sector labour demand of 1.5% (or 55 200 persons). Given that the wage rate for the additional labour demand is lower here than in the scenario with general reductions, households' real disposable income in the medium term even increases less (0.1%) in the scenario with the targeted reductions. Apart from the beneficial employment effects in this scenario, the results for most other macroeconomic variables are very comparable to the case of general reductions.

---

<sup>4</sup> For a survey of this literature, see e.g. Hamermesh (1986).

<sup>5</sup> Corresponding to an amount of 1,956€ in 2005, the last year available in the most recent "Structures of Earnings Survey".

Table 2

## **2.2. A general reduction in employees' social security contributions**

In this scenario, private and public sector employees see their pre-tax income rise by 0.5% GDP as a result of a general reduction in the rate on personal social security contributions. This corresponds to a 1.35% increase in their tax base.

Given that this measure will boost the employees' taxable income, almost one-third of their wage increase will be chopped off immediately as a result of the additional personal income taxes. This explains the relatively small impact of the measure on the government net balance. The rest of the story corresponds to a positive real income shock, as a result of which households are going to revise upwards their consumption plans in order to bring them into line again with their current and future labour income and their asset accumulation. The increase in private consumption will then have derived effects on firms' investment, imports and private sector employment.

When wages cannot be renegotiated after the shock, consumption will end up 0.7% above baseline, firms' investment will have increased by 0.4% and imports by 0.2%, resulting in a total GDP effect of 0.3%. These demand effects will stimulate private sector employment to the tune of 0.3%. Given that the wage cost for the employer remains unchanged, there are almost no nominal effects in this scenario. After eight years, the government debt will have increased by 1.3% of GDP.

In a second variant of this scenario, new wage negotiations take place in which private sector employers will use the improved wage outlook for employees after the introduction of a cut in their personal social security contributions to limit employees' future wage claims. In doing so, employers will see the hourly wage cost in the private sector increase by less than in the baseline scenario and, by adapting their output price accordingly, they will be able to improve their competitiveness both domestically and internationally. Employees will see their real gross wage increase by less than was the case in the first variant, but additional demand effects resulting from the lower prices, together with the substitution effects from capital to labour due to the lower wage cost, have a positive effect on private sector labour demand. The additional income effect from newly hired labour will hold most of the beneficial effects on consumption in place. Given the beneficial external demand, this scenario will result in a significantly bigger positive total impact on the real economy. Simulation results show that the global GDP effect would add up to 0.4%, with consumer prices now 0.3% lower. Consumption would end up 0.6% above baseline, exports 0.4% and firms' investment 0.6% higher. These effects would result in an additional private sector labour demand of 0.6% or 19 200 persons. Given the slightly more important positive feedback effects on the government budget, government debt will have increased by 1.2% of GDP after eight years.

## **3. REFINANCING MEASURES**

Table 3

### **3.1. Indirect taxation**

#### **3.1.1. A general increase in VAT rates**

##### **3.1.1.1. A general increase in VAT rates with normal feedback effects on wages through the automatic indexing mechanism**

In this shock, all VAT rates are increased in a way that, *ex ante*, would generate 0.5% GDP extra government receipts. The increase in the implicit value added tax rate necessary to generate these revenues mechanically, would amount to 1.1 percentage point. Without any feedback effects and apart from adjustment delays to adapt consumer prices to the new taxes<sup>6</sup>, this VAT increase would lead to an increase in consumer prices of 0.9%. However, once the price level adjusts to the new VAT rates, the automatic

<sup>6</sup> A full pass-through of new taxes onto retail prices is assumed. It is also assumed that price adjustments for most products happen right away and at a decreasing rate thereafter, until the prices of all products are adjusted after three quarters.

indexing mechanism kicks in, leading to increases in gross wages and social transfers. The rise in private sector wages will push up firms' marginal cost and output price, leading to a wage-price spiral. Once the effects from this spiral have worn off, both the nominal wage rate per hour and the consumer price will be 2.1% above baseline.

During the adjustment process, wages will react with some delay to the new price information, in line with the implementation mechanics of the automatic indexing mechanism. It is precisely this delay which will cause a temporary reduction in purchasing power of wage earners and households receiving social benefits. The resulting dip in households' real disposable income will cause them to cut back their consumer spending. Once wages and transfers adjust to the new price level, a part of the negative consumption correction will be undone. But households' total real disposable income will be reduced in a more permanent fashion due to the presence of two other channels.

The feedback effects from the price hikes onto wages will weaken firms' competitiveness, as the higher marginal cost will cause their export prices to rise. The scenario results show a 1.0% increase in export prices as a result of the feedback effects from prices to wages, through which real export demand would gradually fall until 1.0% under the baseline level. On top of that demand effect, the increased wage cost will also cause a substitution effect towards the use of more capital. Through these effects, the VAT-shock will reduce firms' demand for labour with 0.9% or 33 200 persons after eight years. Through negative feedback effects on the government budget, the ex ante improvement of 0.5 percentage points of GDP will be reduced to 0.1 percentage point of GDP after eight years, while the government debt will be 2.1% of GDP under the baseline level.

### 3.1.1.2. An general increase in VAT rates without feedback effects on wages through the automatic indexing mechanism

Due to the presence of the automatic indexing mechanism that protects the purchasing power of households, the VAT increase in the first variant of this scenario will, through this feedback mechanism on wages, have a significant impact on the relative cost of the production factors and on companies' marginal cost. As a result of this latter effect, they will raise their output price on both domestic and international markets with the effects as described above. In a second variant that seeks to minimise the inflationary and business cycle effects of this measure, it is assumed that, temporarily, wages are not allowed to react to the price rises caused by the increases in the VAT rate. At the same time, private sector employees and employers decide to still stick to the real gross wage trajectory as made explicit in the baseline scenario without tax increases.

Due to the temporary decoupling between prices and wages, both the nominal wage rate per hour and the export price remain largely unchanged vis-à-vis the baseline and there are no detrimental competitiveness effects. Households revise their consumption plans downwards in line with the reduction in their personal wealth, but given the fact that export demand remains unchanged and that there is no substitution towards the use of more capital in this scenario, more people than in the previous scenario can safeguard their job. The scenario results show a reduction of only 15 800 persons in private sector employment, vis-à-vis 33 200 in the previous variant. Households face a real labour income shock due to the price rise of 1.1% which they cannot turn into a wage increase, but labour market conditions are such that labour demand holds up much better than in the previous variant. All in all, private consumption is revised downwards a lot more than in the previous scenario, as it will end up 1.1% under the baseline level now. Reduced consumer demand slows down investment demand and imports, and real GDP is reduced by only 0.4% in this variant, through the improvement in the export demand, whereas it ended up 0.7% under baseline in the variant with a fully-fledged automatic indexing mechanism. After eight years, the surplus on the government's primary budget balance will only be 0.2 percentage point of GDP higher, while the government debt will be 2.1% of GDP under the baseline level.

### 3.1.2. An increase in excise duties

Institutional implementation issues make an increase in excise duties quite different from a general increase in VAT rates. Most products on which excise duties are levied are not included in the so-called 'health index', the basket of products that is used to update wages and social transfers in the context of the automatic index-linking mechanism. Through the use of this specific index, price increases (whatever their

origin) in fuel, tobacco and alcohol are not passed onto the price-wage spiral. But there are some products on which excise duties are levied and where the price is nevertheless taken into account in the calculation of the health index, such as heating oil, gas, electricity, non-alcoholic beverages and their packaging. Contrary to VAT, excise duties are not taxes that are due by 'end users' alone. Firms need to pay excise duties on their intermediary inputs that cannot be deducted from their tax base. Using the latest input/output tables available, 39.12% of the excise revenues were related to intermediary inputs, and the remaining 60.88% to final consumption. For the part related to intermediary inputs, the increase in excise duties will induce a rise in firms' marginal costs and thus in their domestic and international output price, too. Calculations show that this tax would push up firms' production costs by 0.2%. This increase is non-distortional with respect to the use of production factors labour and capital. For the part related to final household consumption, the rise in excise duties will directly increase the retail price in order to generate the necessary additional government revenues. Finally, it is important to note that VAT is due on the new excise duties (improving the government receipts further) and that the scenario does not permit employers and employees to renegotiate a new real wage path after the excise rate shock.

As mentioned before, most of the retail price rises due to a general increase in excise rates on final household consumption will not feed back into wages. Using microeconomic evidence on the product group level, it is estimated that the excise duty shock will have pushed consumer prices up by 0.8%, while the 'health index' will have increased by only some 0.1%. These outright retail price increases due to the higher VAT rates on final consumption, together with the effects from firms' increased production costs, will feed back into wages and then into prices again, until the price-wage spiral effects wear off. At that point in time, wages will be 0.5% above their baseline level, while total consumer prices will have increased by 1.2%, implying a negative 0.6% real hourly wage shock for employees.

The increase in firms' marginal costs will increase their output prices on international markets and damage their competitiveness. The export deflator will rise by 0.4%, which will cause a fall in real exports of 0.4%. As described above, this scenario causes wages to lag behind headline inflation on a permanent basis, implying a real income shock for households, as a result of which they will certainly cut back their consumption plans. The fall in final demand will cause a reduction in the demand for labour, which will amplify the fall in households' total income, so that private consumption will end up 0.7% under baseline, and both GDP and private sector employment will be 0.5% lower. Even though after eight years the government balance will be at a comparable position as in the previous scenario, the deterioration process passes off more smoothly, through which government debt ends up 2.7% of GDP below baseline.

Table 4

### **3.2. Direct taxes affecting firms**

#### **3.2.1. Introduction of a contribution on firms' value added**

This scenario simulates the effects of the introduction of a levy for the costs related to the use of the factors of production labour and capital. Such a levy will push up firms' marginal costs, but in a way that is non-distortional with respect to the primary factor costs of production. Initially, at least, no production factor will be substituted for another as a result of the shock. The increase in the marginal cost of production will subsequently be passed onto firms' output price, through which both its domestic and external competitiveness will be affected negatively. The resulting fall in demand will have repercussions on firms' demand for labour and capital. Given the feedback loop from the higher consumer prices to wages, the demand for labour will also suffer from a negative substitution effect. To the extent that the introduction of this levy reduces firms' after-tax profitability, and thus their internal capacity to finance new investment projects, a negative accelerator effect will weigh on their investment demand. It is assumed that no new wage negotiations will take place after the shock, so that the private sector employees accept to stick to the real gross wage trajectory from the baseline scenario.

At first sight, this levy may look akin to an additional tax on companies' profits. In this scenario, however, its implementation has been interpreted in a way that sticks to the label "a contribution on firms' value added" as closely as possible, meaning that the tax effectively will be levied on capital and labour. In 'Noname', the costs related to these two production factors are the basic components in the calculation of firms' marginal cost. This latter concept will increase proportionally to the new levy, the effects of which will then be conveyed immediately to the firms' output price. An outright increase in the firms' tax rate (not related to

the use of the production factors) would result in an output price increase that is much more subdued and, as a result, the competitiveness effects will be a lot smaller. Moreover, in this scenario, it is assumed that the new levy on the use of capital and labour is not deductible from firms' pre-tax income. Contrary to an outright increase in their tax rate, this new levy on the use of capital and labour is levied before the firms' final tax base is established, so that even companies with (artificially) low or negative profits (that can be carried over to following fiscal years) will have to contribute.

The transmission mechanisms in this shock are, in a way, much more comparable to those in the VAT scenario, where the initial impulse was one from an increase in consumer prices onto wages. The resulting increase of the marginal cost affected firms' output price and so led to price adjustments on both domestic and external markets. Only the feedback effects resulting from the price-wage spiral weakened the firms' competitive position. In the scenario where a levy is imposed in relation to the factor costs of production, the initial impulse is on the marginal cost, the effects of which spread directly onto both the domestic and the external markets. This leads to a more mitigated effect on consumer prices at the expense of a more rapid diffusion into the export deflator as was the case in the VAT scenario. Imposing a levy on the factor cost of production, both the consumer price and the export deflator will have increased by 0.7% after eight years.

The global effect on GDP is -0.5% and, in line with the explanatory details from the nominal picture of this contribution in the value added scenario, the demand effects will weigh somewhat less on private consumption (-0.1% after eight years) and somewhat more on exports (-0.7% after eight years). Private sector employment would end up 20 500 persons below baseline. The improvement of the fiscal balance will deteriorate more gradually than in the previous scenarios, but will still show an improvement of 0.3 percentage points after eight years, leading to a government debt 2.7% of GDP below baseline.

It should be stated here, as well as in the case of an outright increase of the firms' tax rate, that this new tax measure could accelerate a firm's decision to offshore its business activity to another country with a more favourable tax/wage regimes. Manufacturing firms, often subject to larger international competition, are more prone to such cost structure differentials. Such a decision mechanism is not present in any econometric model, and should thus be seen as exogenous event. Moreover, taking into account the difficulty and uncertainty in which this measure could be implemented in 'real life', the uncertainty bounds around the presented results are larger than those for the other scenarios.

### 3.2.2. An increase in the corporation tax rate

An outright increase in the rate at which firms are taxed will have two main direct effects that both will weigh on their willingness to invest. As the a company's taxes increase, it will reduce its after-tax profits and thus its profitability. As a result, firms will see their internal capacity to finance new investment projects reduced, so that a negative accelerator effect will weigh on their investment demand. Investors see their return reduced and want to be compensated for this loss. This will push up firms' cost of capital. This increase in the cost of capital will not only reduce investment, but also raise the marginal cost of production that will lead to a deterioration of the firms' competitiveness.

Firms' investments will gradually decrease, until they remain 2.1% under baseline. Firms' export demand will fall by 0.1%. Both the lower export and investment demand will have derived effects on imports. The global effect on GDP is simulated at -0.2%. Private sector employment would end up 11 400 persons under the baseline level. Note that these results ignore the effects taxation may have on the location of investment and productive activities and consequently increase the width of the uncertainty bounds around the obtained results for this scenario. Through the lack of significant negative feedback effects on the government budget, its fiscal balance will still be 0.4 percentage points of GDP above baseline at the end of the simulation horizon, leading to a government debt 3.3% of GDP below baseline.

### **3.3. Direct taxes affecting mainly households**

#### **3.3.1. A general increase in households' personal income tax**

This scenario, as has been implemented here, can be best imagined as an increase in households' average implicit personal income tax rate, without favouring or disadvantaging certain income groups<sup>7</sup>, so as to generate 0.5% GDP extra government revenues *ex ante*. In a first variant of this simulation, it is assumed that this tax increase will not trigger any new wage negotiations, so that private sector employees accept to continue to stick to the real gross wage trajectory as was emphasised in a baseline scenario without the increase in personal income tax.

The transmission channels for this scenario are fairly simple, all the more because there are next to no nominal effects. This personal income tax shock is a real income shock, as a result of which households are going to revise their consumption plans in order to bring them into line again with their current and future labour income. The reduction in consumption will then have derived effects on firms' investment, imports and private sector employment. Ultimately, consumption will end up 1.0% below baseline, firms' investment will have shrunk by 0.5%, and private sector employment by 14 300 persons.

In a second scenario variant, new wage negotiations are permitted after the personal income tax shock. Private sector employees will now use the opportunity to boost their wage claims, in order to offset part of the gloomier real wage outlook that resulted from the shock. These higher wage claims will lead to both a direct cut in demand for labour through the substitution effect of labour for capital and an indirect reduction in demand for labour through a negative demand effect resulting from firms' weakened competitive position.

Ultimately, after eight years, the total effects from this shock on real GDP (0.6% below baseline) demand will be almost one and a half time as high as in the previous variant. The new wage claims have certainly supported labour income for those employees that were able to hold on to their jobs. But the reduced export demand (-0.5%) and the substitution away from the use of labour have had such a negative impact on firms' labour demand (-27 500) that most of the initially positive labour income shock (relative to the first variant) was wiped out, and the effects on consumption (-0.9%) are barely better than in the first variant. As for corporate investment, the negative final demand effect dominates the positive substitution effect, and it would end up 0.7% below baseline. As far as real imports are concerned, only a small part of the negative absorption effect is offset by a positive price effect, and they would remain 0.6% under the baseline. Negative feedback effects from the fall in employment gradually worsen the initial 0.5 percentage points improvement of the fiscal balance. After eight years, the primary budget balance is only 0.2 percentage points of GDP above baseline, and the debt-to-GDP ratio will have improved by 1.9 percentage points.

#### **3.3.2. Introduction of an across-the-board social security contribution**

The idea behind the introduction of a generalised social security contribution is to widen the 'tax base' on which (new) taxes are due and, in doing so, mitigate the relative weight of the tax burden on the production factor labour. In the scenario analysed here, a broad tax base is composed for both households' and firms' income, on which a flat tax rate will be applied that will generate 0.5% GDP. Regarding households' income, a distinction can be made between the normal payroll taxes due on their income (gross labour income after deduction of personal social security contributions, income earned by self-employed, social transfers, households' income from property and other personal income) and total interest income, whether they are liable to (final) taxes or tax exempt. Regarding firms, a tax base has been composed including their net operating surplus and net interest income and net dividends received. There is a simple option of introducing redistributive effects, by allowing a tax exemption for household income below a certain cutoff point. Households' average tax rates will be lower the less they earn. The level of the flat rate will need to be adapted to take this cutoff level into account, in order to be able to generate the necessary 0.5% GDP. Ultimately then, this cutoff level will also determine the share of the total additional taxes that is due

<sup>7</sup> One could think of a general lowering of the income ranges of the tax brackets at unchanged tax rates (implying a reduction of the tax free personal allowance) or higher tax rates for the prevailing tax brackets.

by households or by firms: the higher the level of tax-exempt household income, the bigger the share that firms will have to pay. The macroeconomic effects depend on these assumptions. It is, once more, necessary to stress the facts that, in the framework of this simulation, the labour supply is independent of the prevailing tax regime, that changes in the taxation of capital do not lead to portfolio asset reallocations and that firms' relocation options, that could result from increased taxation of firms' profits, remain outside the scope of this analysis.

In a first variant of this scenario, households are entitled to a tax exemption on the first 13 000€<sup>8</sup> of their income. After taking this into account, the broad tax base would constitute some 49% of GDP, implying a flat tax rate of 1.0% would be needed to generate the necessary extra government revenues. The resulting simulation outcome is of course a combination of a household real income shock and a shock on the firms' tax rate. The real income shock will lead to a downward revision of households' consumption plans, mainly given their permanently lower income and a slower accumulation of their financial assets. Their consumption is simulated to fall by 0.5% relative to the baseline scenario. The shock on consumption will then have derived effects on import and investment demand and on firms' demand for labour. The shock to the firms' tax rate will cut their profitability and thus investors' rate of return. In order to be compensated for this loss, they can ask for a higher return, thereby pushing up the firms' cost of capital. This increase will initiate a shift towards the use of more labour. And it will raise firms' marginal cost and thus their output price, with further negative demand consequences. Firms' investment demand will also decline through an accelerator effect, as their reduced profits will give rise to a reduction of their internal capacity to finance new investment projects. All these effects taken together, firms' investment demand would drop by 1.5%. The total effect on GDP would amount to -0.4%. A decrease in the same order of magnitude would be observed for the private sector's labour demand. After eight years, the government's primary budget balance will only improve by 0.2 percentage point of GDP, while the debt-to-GDP ratio will decrease by 2.5 percentage points.

In a second variant, such a tax exemption for households is not provided for by the new measure, and payroll taxes will be entirely linear over the whole range of the broad tax base. Through this further widening of the overall tax base, the flat tax rate needed in this case would drop to 0.7%, but clearly with households paying a bigger share of the 0.5% GDP tax measure and, consequently, with firms paying less. Of course, the mechanisms described above remain entirely valid for this second variant as well. As households are taxed more in this variant, they will cut back their consumption even further, bringing it down to 0.7% below baseline. The fiscal stance, after eight years, will be largely unaffected in comparison to the previous variant of this scenario.

### 3.3.3. An increase in (or an extension in the application area of) the withholding tax on income from movable property

Before analysing this scenario and the results as they are presented here, some pitfalls and warnings are in order here. A withholding tax is due on income from financial assets, both interest income and dividend income. In the present market conditions, an increase in the withholding tax on income from movable property in the order of 0.5% GDP would imply close to a doubling of the actual government revenues for this tax category. In order to generate this amount, a significant increase in the prevailing tax rates would be necessary, possibly together with the removal of prevailing tax exemptions (at present income from saving accounts is exempted up to 1,730€) and preferential rates (under certain conditions, dividends can be taxed at 15% while all others at 25%) and/or the introduction of new categories on which this tax is due (e.g. a tax on realised capital gains on shares). While a 0.5%-of-GDP increase in government revenues from the withholding tax on income from movable property is not impossible, it needs to be made clear that such a significant increase has not been observed in the period over which the coefficients of the model have been estimated. On top of that, the model used here does not include a module in which investors can optimise their asset allocation strategy. This means that they cannot shift around their portfolio as a result of substitution effects towards less-taxed alternatives, of which 'capital flight' can be seen as an extreme outcome. Moreover, it cannot be ruled out that the significant cut in investors' rate of return could shift the slope of the yield curve upwards. It is assumed here that the yield on government bonds remains

---

<sup>8</sup> Corresponding to a cutoff level of 12,000€ in 2007

unaffected. All the previous remarks widen the uncertainty bounds around the simulation results presented here.

It is assumed that the measure effectively succeeds in raising 0.5% of GDP, so that households' capital income is lowered accordingly. While it is assumed that the government yield remains unaffected in this scenario, it is also assumed that investors exert an upward pressure on bank rates, in order to safeguard some of their after-tax returns. This extra cost is then passed onto the banks' lending rates. It is estimated that, in the context of this shock, financial institutions would raise the latter by 0.50 percentage point. This will increase firms' capital costs and exert an additional drag on their willingness to invest.

Analysis of consumer behaviour in Belgium has shown that the propensity to consume out of net interest income on financial assets is a lot smaller than the propensity to consume out of disposable labour income. Households will have to revalue the path of their current and future income from financial assets, through which the growth rate of their financial wealth will slow down during the adjustment process. Owing to this lower propensity to consume out of financial wealth, this shock (taking into account all the above-mentioned reservations) will have less detrimental macroeconomic effects than if a comparable shock had hit their labour income. The channels linked to this part of the shock are those of a typical household real income shock, as a result of which consumption plans would be downsized to bring them back into line with their current and future wealth. The fall in consumption will then have derived effects on firms' investment, imports and private sector employment. Ultimately, consumption will end up 0.3% below baseline, firms' investment will have fallen by 1.1%, imports by 0.3% and private sector employment by 10 700 persons. The negative second round effects that weigh on the government budget are relatively minor. After eight years, the primary budget balance is still 0.3 percentage points of GDP above baseline, and the debt-to-GDP ratio will have improved by 3 percentage points.

Table 6

#### **4. A 2% WAGE INDEXATION, WITH THE PROCEEDS ACCRUING TO THE GOVERNMENT**

This scenario starts from the simplifying assumption<sup>9</sup> that, at the start of the simulation horizon, all wages and social transfers are simultaneously index-linked to a new price level that lies 2% above the level that prevailed until just before the start of the simulation. But contrary to normal practice, the proceeds of this automatic indexation do not end up in the pocket of wage earners (private and public sector employees) and households receiving the social transfers, but are diverted to the government, to improve Social Security's balance. This scenario has actually been implemented three times (1984, 1985, 1987) by the Belgian government in order to consolidate its budget balance at the time.

This simulation compares a shock scenario in which the proceeds of an automatic indexing round with respect to wages and social transfers are pocketed by the government against a baseline in which employees and recipients of social transfers benefit from this operation. To generate the additional government receipts, the implicit social security tax rate for employers' is raised, but this increase has no bearing on the wage cost, as it is entirely financed by the freeze on employees' gross wages. As the wage cost remains unchanged with respect to the reference scenario, no additional direct domestic inflation or competitiveness issues will result from this scenario.

A public sector wage freeze directly improves the government balance as a result of a reduction in government consumption. For the self-employed, a similar effort has also been worked out, in which they had to pay a contribution based on their business income. Some social transfers are excluded from this measure (such as minimum wages, transfers to the disabled, family allowances from the third child onwards, etc.), but all other transfers are frozen as they are not linked to the new price level. As was the case for the public sector wages, this directly improves the government balance.

It is important to note that the freeze in employees' gross wages and government transfers to households, together with the new contribution for the self-employed, reduces the tax base that otherwise would have prevailed in the economy. The government will therefore miss out directly on tax receipts (direct taxes,

<sup>9</sup> Given the heterogeneous nature of a lot of coexisting negotiated wage agreements, such a simultaneous start of the shock is highly unlikely, but this does not affect the medium-term consequences of this shock.

social security contributions) that would have been due on the 2% increase. The gross receipt of 2% of all wages, revenues of self-employed and government transfers would, in 2010, have amounted to some 4.8 billion euro. Due to the now reduced tax base, almost 2 billion euro of taxes (social contributions, direct taxes) are not due now or would have been to be paid even in the absence of the measure, leaving only an *ex-ante* net receipt for the government of 2.86 billion euro.

In a first variant of this scenario, employees reconcile themselves with this new government measure, and accept to stick to future real wage increases as set out in the reference scenario. The main body of this scenario is a household real income shock. Via its impact on their personal wealth (long run) and disposable income (short term), households will scale down their future consumption plans. Scenario results show a negative impact on real disposable household income of -1.2%, resulting in a compression of private consumption of -1.3%. The resulting slowdown in domestic demand will then have an impact on both firms' investment (-0.6%) and their demand for labour (-18 000 persons).

In a second variant, new wage negotiations take place between unions and employers, in which unions try to partially recover some of the government-imposed wage cut. In so far as wages increase more than in the baseline scenario, the unions' reaction will induce some inflationary pressures in the economy and firms' competitiveness will deteriorate somewhat.

Workers now assess the damage the tax increase has done to their purchasing power and take this new information into account in a new round of real wage negotiations, in order to neutralise some of the net wage cut that the government measure implied. In this simulation, public sector workers cannot renegotiate their wage. Consequently, public sector real wages and real social transfers remain on the same path as in the previous scenario<sup>10</sup>. They will of course be insured against the price rises generated by the new round of wage negotiations in the private sector through their automatic indexing mechanism

As a result of the fact that private sector real wages now decrease less, some of the real disposable income shock (-1.1%) will be undone, and also consumption (-1.2%) will be slightly less negative. But the differences are relatively minor, as the new wage negotiations will now also impact on firms' marginal costs and, further down the price chain, on domestic retail prices and their international sales prices. The latter effect will blunt competitiveness and dampen export demand. As the negative net export effect dominates the positive consumption effect, GDP (-0.6%) will actually decrease more than in the first variant. This negative demand effect, together with the fact that some of the initial capital for labour substitution effect will be unwound in comparison with the first variant, leads to a stronger reduction in the demand for labour (-22 000 persons) than was the case in the exogenous wage context.

## 5. CONCLUSIONS

This note updates results regarding the macroeconomic impact on the Belgian economy of additional social security contribution reductions. At the same time, using the National Bank of Belgium's quarterly econometric model 'Noname', it calculates the likely impact of a variety of alternative financing scenarios, both standard increases in taxation, i.e. in indirect taxes (VAT, excise duties), personal income tax, tax on movable property or on firms' profits as new government measures such as the introduction of a contribution on the firms' value added or an across-the-board social contribution.

The note adopts a standardised approach in which all instruments (both social security contribution reductions and alternative financing scenarios) are shocked individually by the same *ex-ante* amount (0.5% GDP) and simulates the results over an 8-year horizon. Finally, the note examines a scenario in which the proceeds of a 2% indexing round on wages and social transfers are pocketed by the government in order to improve the social security's budget. All of these simulations have first been carried out in a context in

---

<sup>10</sup> If public employees and/or recipients of social benefits would also be able to obtain additional real increases, households' human wealth would increase further, resulting in stronger consumption demand and, consequently, a better labour demand track record than the one outlined in a second variant of this scenario. This would be at the expense of the government budget, but with only a very slight (demand-driven) positive impact on domestic inflation.

which private sector employees' real gross wage per hour remain entirely unaffected with respect to a baseline reference scenario. Given the relatively long horizon considered here, it is unlikely that wages remain unchanged in response to changes in taxes and unemployment. Therefore, some relevant scenarios also come with an alternative in which new wage negotiations are allowed.

The results show that reductions in social security contributions always stimulate employment positively, but – taking second round effects into consideration – imply a cost for the government budget. Likewise, all compensatory measures have negative employment effects, but imply a gain for the government budget. Moreover, all combinations of a general reduction in employers' social security contributions and an equally sized ex-ante increase of a direct or indirect tax measure show a positive balance in terms of GDP, employment or the government debt-to-GDP ratio. This positive balance is small in the context of an increase in the VAT-rate, but becomes more significant for the other scenarios that have been analysed.

Regarding generalised social security contribution reductions, the simulation findings show that, in an exogenous wage context, reductions in employers' contributions always have more beneficial employment and growth effects than reductions in employees' contributions. This is mostly the result of the substitution effect in favour of labour and of the positive competitiveness effects of the wage cost reduction in the case of employers' social security contribution reductions. Due to the positive personal income tax effect of immediate increase in households' tax base, a scenario with a reduction in employees' contributions is somewhat less costly in terms of the government's debt-to-GDP ratio. However, once new wage negotiations are allowed after the new social security contribution reductions are brought in, most of the differences between both scenarios disappear, leaving reductions in employers' contributions only marginally more lucrative. The positive employment effects in the case of employers' social security contribution reductions can be reinforced somewhat by targeting them towards low-skilled workers, whilst leaving unchanged most of the effects on the other main macroeconomic variables.

Simulation results carried out in the context of the compensatory measures show that the results on activity and employment are much worse when they generate significant price effects. This is due to a combination of a direct negative income effect and an indirect effect from the higher price level that triggers a price-wage spiral effect. The most negative macroeconomic effects are therefore reported for an increase in the VAT rate, but also the introduction of a new contribution on firms' value added would work along the same transmission channels. However, when a compensatory measure is worked out in such a way that there is no direct effect on the wage cost per hour and that it does not entail the kicking in of the price-wage spiral so as to prevent indirect effects on the wage cost, then the negative effects in comparison with the previous scenarios can be reduced substantially.

In the context of indirect tax increases, this is the case not only for an increase in excise duties (the price of products subject to duty is not retained in the so-called 'health index' basket, used to update wages to the new prevailing price level), but also for a VAT rate increase scenario in combination with a temporary disabling of the automatic indexing mechanism. In the absence of any external competitiveness effects, the domestic price rise resulting from the new taxes will further erode households' real income. Consequently, households will revise downwards their consumption plans.

In the context of increases in households' direct taxes (via increases in personal income tax or the introduction of an across-the-board social contribution), the government directly takes a bigger share of their income, without generating any price effects, but with largely comparable macroeconomic effects than in the latter two indirect tax scenarios. In all these scenarios, the negative employment effects are roughly halved in comparison to the standard VAT scenario with a price-wage spiral kicking in, and the negative GDP effect is curbed as well. The least damaging effects on employment and GDP are found in the scenarios concerning the increase in the corporation tax rate or the higher tax rate on income from movable property. These latter results should nevertheless be interpreted cautiously, as firms' relocation policies and households' asset reallocation remain entirely exogenous in these processes.

Finally, the note shows that when the proceeds of a 2% indexing round on wages and social transfers are pocketed by the government, the federal budget would improve with 0.7 percentage points of GDP initially, but from the third year onwards already, this improvement would fall to only 0.2 percentage points of GDP. The employment cost of such a scenario would amount to 18 300 to 21 600 persons, depending on the assumed wage context.

## REFERENCES

Burggraeve K., Ph. Jeanfils, K. Van Cauter and L. Van Meensel (2008), "Macroeconomic and fiscal impact of the risk capital allowance", *National Bank of Belgium Economic Review*, September.

[http://www.nbb.be/doc/TS/Publications/EconomicReview/2008/ecorevIII2008E\\_H1.pdf](http://www.nbb.be/doc/TS/Publications/EconomicReview/2008/ecorevIII2008E_H1.pdf)

Hamermesh (1986), "The Demand for Labor in the Long Run", in O. Ashenfelter and R. Layard Ed., *Handbook of Labor Economics*, Volume I, pp. 429-471.

Jeanfils Ph. and K. Burggraeve (2005), *Noname – A new quarterly model for Belgium*, National Bank of Belgium Working Paper research, 68, May.

<http://www.nbb.be/doc/ts/publications/wp/wp68En.pdf>

Jeanfils Ph., Ph. Delhez, L. Van Meensel, K. Burggraeve, K. Buysse, Ph. Du Caju, Y. Saks and K. Van Cauter (2006), *Réduction linéaire de cotisations patronales à la sécurité sociale et financement alternatif*, National Bank of Belgium Working Paper document, 81, mars.

<http://www.nbb.be/doc/ts/publications/wp/wp81Fr.pdf>

Jeanfils Ph. and K. Burggraeve (2008), *Noname – A new quarterly model for Belgium*, *Economic Modelling*, 25, 118-127.

Electronic copy @ <http://sciencedirect.com/>

**Table 1: Synthetic results of different scenarios concerning employers' social security reductions**

(Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	Employers' soc. sec. reductions: general exogenous wages			Employers' soc. sec. reductions: general endogenous wages			Employers' soc. sec. reductions: targeted exogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Real GDP	0.1	0.6	0.7	0.1	0.6	0.5	0.1	0.7	0.7
Private consumption	0.1	0.4	0.3	0.1	0.4	0.3	0.1	0.5	0.2
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	0.1	0.5	0.4	0.1	0.6	0.4	0.1	0.5	0.4
of which: Corporate investment	0.1	0.6	0.5	0.1	0.7	0.4	0.1	0.6	0.4
Domestic demand	0.0	0.3	0.2	0.0	0.4	0.3	0.1	0.4	0.2
Exports	0.0	0.8	1.2	0.0	0.7	0.7	0.0	0.8	1.2
Imports	0.0	0.4	0.6	0.0	0.4	0.4	0.0	0.4	0.6
Consumption deflator	-0.3	-1.0	-1.1	-0.3	-0.7	-0.6	-0.3	-1.0	-1.2
Health index	-0.4	-1.0	-1.2	-0.3	-0.8	-0.7	-0.3	-1.0	-1.2
GDP deflator	-0.5	-1.6	-1.7	-0.5	-1.2	-1.0	-0.5	-1.6	-1.8
Export deflator	-0.4	-1.0	-1.1	-0.4	-0.8	-0.6	-0.4	-1.0	-1.1
Private employment									
in 000 (end of period)	3.4	28.5	37.6	3.2	24.4	23.9	10.4	48.1	55.2
in %	0.1	0.7	1.0	0.1	0.6	0.7	0.2	1.2	1.5
Productivity p.p. (private sector)	0.0	-0.1	-0.2	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.5	-0.8
Real wage rate (private sector)	-1.0	-1.3	-1.3	-1.0	-0.8	-0.7	-1.0	-1.3	-1.3
Unit labour cost (private sector)	-1.4	-2.2	-2.2	-1.3	-1.5	-1.2	-1.2	-1.7	-1.7
Households' real disposable income	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.1
Current account (as % of GDP)	-0.2	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.2	-0.4	-0.2
Total gov. receipts (as % of GDP)	-0.6	-0.7	-0.7	-0.6	-0.5	-0.4	-0.6	-0.6	-0.8
Total gov. expenditure (as % of GDP)	-0.1	-0.4	-0.5	-0.1	-0.4	-0.3	-0.1	-0.5	-0.6
Government balance (as % of GDP)	-0.5	-0.2	-0.2	-0.5	-0.1	-0.1	-0.5	-0.1	-0.1
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	-0.5	-0.2	-0.1	-0.5	-0.1	-0.1	-0.5	-0.1	-0.1
Debt (as % of GDP)	0.5	1.4	1.9	0.5	1.2	1.5	0.5	1.2	1.6

**Table 2: Synthetic results of different scenarios concerning employees' social security reductions**

(a) (Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	Employees' soc. sec. reductions exogenous wages			Employees' soc. sec. reductions endogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
	Real GDP	0.1	0.3	0.3	0.1	0.5
Private consumption	0.2	0.8	0.7	0.2	0.7	0.6
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	0.1	0.4	0.4	0.1	0.5	0.5
of which: Corporate investment	0.1	0.4	0.4	0.1	0.6	0.5
Domestic demand	0.1	0.5	0.5	0.1	0.5	0.4
Exports	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.4
Imports	0.0	0.2	0.2	0.0	0.3	0.4
Consumption deflator	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.4	-0.3
Health index	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.4	-0.3
GDP deflator	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.7	-0.5
Export deflator	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.3
Private employment						
in 000 (end of period)	0.8	8.9	9.6	1.3	16.9	19.2
in %	0.0	0.2	0.3	0.0	0.4	0.6
Productivity p.p. (private sector)	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	-0.1
Real wage rate (private sector)	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.5	-0.4
Unit labour cost (private sector)	-0.1	0.0	0.0	-0.3	-1.0	-0.7
Households' real disposable income	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.6
Current account (as % of GDP)	0.0	-0.2	-0.2	-0.1	-0.3	-0.2
Total gov. receipts (as % of GDP)	-0.3	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	-0.3
Total gov. expenditure (as % of GDP)	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.2
Government balance (as % of GDP)	-0.3	-0.1	-0.2	-0.4	-0.2	-0.2
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	-0.3	-0.1	-0.1	-0.4	-0.2	-0.1
Debt (as % of GDP)	0.3	0.8	1.3	0.4	1.2	1.7

**Table 3: Synthetic results of different scenarios concerning alternative financing of government budget: indirect taxes**

(Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	VAT			VAT: with temporary freezing of index. mech.			Excise duties		
	exogenous wages			exogenous wages			exogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Real GDP	0.0	-0.6	-0.7	-0.1	-0.4	-0.4	-0.1	-0.5	-0.5
Private consumption	-0.2	-0.4	-0.3	-0.2	-1.2	-1.1	-0.2	-0.8	-0.7
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	-0.1	-0.6	-0.5	-0.1	-0.7	-0.7	-0.1	-0.7	-0.7
of which: Corporate investment	-0.1	-0.7	-0.6	-0.1	-0.8	-0.7	-0.1	-0.8	-0.8
Domestic demand	-0.1	-0.4	-0.3	-0.1	-0.8	-0.7	-0.1	-0.6	-0.5
Exports	0.0	-0.6	-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.4
Imports	-0.1	-0.4	-0.6	-0.1	-0.4	-0.3	-0.1	-0.4	-0.4
Consumption deflator	0.9	2.0	2.1	0.8	1.0	1.1	0.8	1.1	1.2
Health index	0.9	2.0	2.1	0.0	0.0	0.0	0.2	0.4	0.5
GDP deflator	0.6	2.1	2.3	0.4	0.5	0.6	0.5	1.0	1.1
Export deflator	0.1	0.9	1.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.3	0.4
Private employment									
in 000 (end of period)	-1.6	-23.7	-33.2	-0.4	-13.8	-15.8	-0.2	-13.0	-17.3
in %	0.0	-0.6	-0.9	0.0	-0.4	-0.4	0.0	-0.3	-0.5
Productivity p.p. (private sector)	0.0	0.0	0.2	0.0	-0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.1
Real wage rate (private sector)	-0.4	0.0	0.0	-0.8	-1.1	-1.1	-0.7	-0.7	-0.6
Unit labour cost (private sector)	0.6	1.9	1.9	0.0	0.1	0.1	0.2	0.6	0.6
Households' real disposable income	-0.5	-0.2	-0.3	-0.7	-1.0	-1.0	-0.6	-0.7	-0.6
Current account (as % of GDP)	0.1	0.4	0.2	0.1	0.3	0.3	0.1	0.3	0.2
Total gov. receipts (as % of GDP)	0.6	1.0	1.0	0.5	0.2	0.3	0.6	0.5	0.5
Total gov. expenditure (as % of GDP)	0.1	0.7	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2
Government balance (as % of GDP)	0.5	0.3	0.2	0.5	0.2	0.3	0.5	0.3	0.3
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	0.5	0.2	0.1	0.5	0.2	0.2	0.5	0.3	0.2
Debt (as % of GDP)	-0.5	-1.4	-2.1	-0.5	-1.2	-2.1	-0.5	-1.6	-2.7

**Table 4: Synthetic results of different scenarios concerning alternative financing of the government budget: direct taxes paid by firms**

(Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	Contribution on value added exogenous wages			Direct income tax firms exogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Real GDP	0.0	-0.4	-0.5	0.0	-0.2	-0.2
Private consumption	0.0	-0.2	-0.1	0.0	-0.1	0.0
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	-0.1	-0.7	-0.7	-0.2	-1.4	-1.4
of which: Corporate investment	-0.1	-1.0	-1.0	-0.3	-2.0	-2.1
Domestic demand	0.0	-0.3	-0.2	-0.1	-0.4	-0.3
Exports	0.0	-0.5	-0.7	0.0	-0.1	-0.1
Imports	0.0	-0.3	-0.5	0.0	-0.3	-0.3
Consumption deflator	0.2	0.6	0.7	0.0	0.1	0.1
Health index	0.2	0.7	0.7	0.0	0.1	0.1
GDP deflator	0.3	1.0	1.1	0.1	0.2	0.3
Export deflator	0.2	0.7	0.7	0.1	0.1	0.1
Private employment						
in 000 (end of period)	-0.3	-13.8	-20.5	-0.2	-7.1	-11.4
in %	0.0	-0.3	-0.6	0.0	-0.2	-0.3
Productivity p.p. (private sector)	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.1
Real wage rate (private sector)	0.5	0.7	0.7	0.0	0.0	0.0
Unit labour cost (private sector)	0.8	1.4	1.4	0.1	0.1	0.1
Households' real disposable income	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0
Current account (as % of GDP)	0.1	0.3	0.2	0.1	0.2	0.2
Total gov. receipts (as % of GDP)	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4
Total gov. expenditure (as % of GDP)	0.0	0.2	0.3	0.0	0.0	0.0
Government balance (as % of GDP)	0.5	0.4	0.3	0.5	0.4	0.4
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	0.5	0.3	0.2	0.5	0.4	0.3
Debt (as % of GDP)	-0.5	-1.7	-2.7	-0.5	-1.8	-3.3

**Table 5: Synthetic results of different scenarios concerning alternative financing of the government budget: direct taxes mainly paid by households**

(Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	Personal income tax households exogenous wages			Personal income tax households endogenous wages			Across-the-board social security contribution, 12 000€ tax allowance exogenous wages			Across-the-board social security contribution, no tax allowance exogenous wages			Withholding tax on income from movable property exogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Real GDP	-0.1	-0.4	-0.4	-0.1	-0.7	-0.6	-0.1	-0.4	-0.4	-0.1	-0.4	-0.4	-0.1	-0.3	-0.3
Private consumption	-0.3	-1.1	-1.0	-0.3	-1.1	-0.9	-0.1	-0.6	-0.5	-0.2	-0.8	-0.7	-0.1	-0.3	-0.3
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	-0.1	-0.6	-0.6	-0.1	-0.8	-0.7	-0.2	-1.2	-1.2	-0.2	-1.1	-1.1	-0.2	-0.8	-0.9
of which: Corporate investment	-0.1	-0.6	-0.5	-0.1	-0.8	-0.7	-0.3	-1.5	-1.5	-0.2	-1.3	-1.3	-0.2	-1.0	-1.1
Domestic demand	-0.2	-0.7	-0.7	-0.2	-0.8	-0.6	-0.1	-0.6	-0.6	-0.1	-0.7	-0.7	-0.1	-0.4	-0.4
Exports	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.4	-0.5	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.2
Imports	-0.1	-0.3	-0.3	-0.1	-0.5	-0.5	-0.1	-0.4	-0.3	-0.1	-0.4	-0.4	0.0	-0.2	-0.3
Consumption deflator	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.6	0.5	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2
Health index	0.0	-0.1	0.0	0.1	0.6	0.5	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2
GDP deflator	0.0	-0.1	0.0	0.1	1.0	0.7	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.1	0.3	0.3
Export deflator	0.0	0.0	0.0	0.1	0.6	0.5	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
Private employment															
in 000 (end of period)	-1.2	-13.3	-14.3	-1.9	-24.6	-27.5	-0.9	-11.5	-14.7	-1.3	-12.9	-16.1	-0.2	-7.1	-10.7
in %	0.0	-0.4	-0.4	0.0	-0.6	-0.8	0.0	-0.3	-0.4	0.0	-0.3	-0.4	0.0	-0.2	-0.3
Productivity p.p. (private sector)	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0
Real wage rate (private sector)	0.0	0.0	0.0	0.3	0.7	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Unit labour cost (private sector)	0.1	0.0	0.0	0.4	1.4	1.0	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.2
Households' real disposable income	-0.9	-0.9	-0.9	-0.8	-0.8	-0.8	-0.5	-0.6	-0.5	-0.6	-0.7	-0.7	-0.9	-0.8	-0.7
Current account (as % of GDP)	0.1	0.3	0.3	0.1	0.4	0.2	0.1	0.3	0.2	0.1	0.3	0.3	0.1	0.2	0.2
Total gov. receipts (as % of GDP)	0.5	0.2	0.2	0.5	0.6	0.5	0.5	0.3	0.3	0.5	0.3	0.3	0.5	0.4	0.4
Total gov. expenditure (as % of GDP)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Government balance (as % of GDP)	0.5	0.2	0.2	0.5	0.3	0.3	0.5	0.3	0.3	0.5	0.3	0.3	0.5	0.4	0.4
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	0.4	0.2	0.2	0.5	0.3	0.2	0.5	0.3	0.2	0.5	0.3	0.2	0.5	0.3	0.3
Debt (as % of GDP)	-0.5	-1.1	-1.9	-0.5	-1.7	-2.5	-0.5	-1.4	-2.5	-0.5	-1.4	-2.5	-0.5	-1.7	-3.0

**Table 6: Synthetic results of different scenarios concerning alternative financing of the government budget: a 2% automatic indexing round of all wages and social transfers with proceeds of this operation accruing to the social security budget**

(Percentage changes from baseline, unless otherwise stated)

NBB-NONAME	2% wage indexation, proceeds accruing to social security exogenous wages			2% wage indexation, proceeds accruing to social security endogenous wages		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Real GDP	-0.2	-0.6	-0.5	-0.2	-0.7	-0.6
Private consumption	-0.4	-1.6	-1.3	-0.4	-1.4	-1.2
Public consumption	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gross fixed capital formation	-0.2	-0.9	-0.7	-0.2	-0.9	-0.7
of which: Corporate investment	-0.2	-0.8	-0.6	-0.2	-0.9	-0.7
Domestic demand	-0.3	-1.0	-0.8	-0.2	-1.0	-0.8
Exports	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.2
Imports	-0.1	-0.5	-0.4	-0.1	-0.5	-0.5
Consumption deflator	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.2	0.2
Health index	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.2	0.2
GDP deflator	-0.2	-0.3	-0.2	-0.2	0.2	0.0
Export deflator	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.2
Private employment						
in 000 (end of period)	-1.8	-18.7	-18.3	-2.2	-22.9	-21.6
in %	0.0	-0.5	-0.5	0.0	-0.6	-0.6
Productivity p.p. (private sector)	-0.1	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	0.0
Real wage rate (private sector)	0.0	0.0	0.0	0.2	0.3	0.2
Unit labour cost (private sector)	0.1	0.0	0.0	0.3	0.6	0.4
Households' real disposable income	-1.3	-1.3	-1.2	-1.2	-1.2	-1.1
Current account (as % of GDP)	0.1	0.4	0.3	0.1	0.4	0.3
Total gov. receipts (as % of GDP)	0.1	-0.2	-0.2	0.1	-0.1	-0.1
Total gov. expenditure (as % of GDP)	-0.6	-0.5	-0.5	-0.6	-0.3	-0.4
Government balance (as % of GDP)	0.7	0.3	0.3	0.7	0.3	0.3
Gov. primary budget bal. (as % of GDP)	0.7	0.2	0.2	0.7	0.2	0.2
Debt (as % of GDP)	-0.7	-1.6	-2.6	-0.7	-1.7	-2.6

## Annexe technique

### Quelques différences importantes entre le modèle Noname et le modèle Hermes

Une différence essentielle entre les modèles Noname et Hermes tient à leurs propriétés de long terme respectives.

Noname fait partie des modèles économétriques dans lesquels les agents économiques prennent leurs décisions de manière optimale dans un environnement dynamique. Contrairement aux modèles macro-économiques plus traditionnels, les anticipations et les retards provenant des coûts d'ajustement sont explicitement séparés. Cette propriété le rend moins sujet à la critique de Lucas tout en restant en bonne concordance avec les données. Noname converge en outre vers un équilibre stationnaire à long terme. Les relations qui déterminent cet équilibre sont estimées économétriquement ou calibrées sur base des données des comptes nationaux et des tableaux entrées-sorties<sup>1</sup>.

Hermes fait partie des modèles économétriques de court-moyen terme qui n'intègrent que peu ce type de propriétés. Ces choix impliquent que dans Hermes les comportements de court-moyen terme ne sont que peu infléchis par des relations d'équilibre de long terme. Les deux approches sont tout à fait défendables et divergent donc quant au poids donné à ces équilibres.

Si les modèles ont des élasticités de long terme qui diffèrent, les effets - probablement limités pour un horizon court- se feront sentir évidemment plus nettement à long terme. Par exemple, dans le cas de l'élasticité de l'exportation aux prix, alors que dans Hermes la valeur de cette élasticité se stabilise à terme, selon la branche considérée, dans une fourchette allant de 0,5 à 0,9, dans Noname celle-ci s'établit à 1.

---

<sup>1</sup> Par exemple, le progrès technique, l'élasticité de substitution capital-travail, la propension à consommer de la richesse humaine, ... sont estimés tandis que le contenu importé des composantes de la demande finale ou la part des biens non échangés internationalement sont calculé à l'aide des tableaux entrées-sorties.

Parmi les autres différences qu'il convient de noter entre les deux modèles, citons:

- Noname peut être utilisé selon différents modes de formation des anticipations alors que le modèle Hermes n'incorpore que des anticipations adaptatives ;
- Noname est un modèle trimestriel, alors que le modèle Hermes est annuel ;
- Noname est un modèle avec un secteur de production agrégé. Hermes est un modèle à caractère sectoriel, distinguant 16 branches d'activité différentes ;
- la prise en compte de fonctions de production à 4 facteurs dans Hermes (deux facteurs primaires, consommations intermédiaires et énergie). Noname, modélisant la valeur ajoutée de l'économie belge, incorpore une fonction de production à deux facteurs;
- l'incorporation d'un module d'allocation de la consommation des ménages dans le modèle Hermes (permettant d'étudier les substitutions entre catégories de consommation) ;...

Ces trois derniers éléments sont de nature à amplifier dans le modèle Hermes la différence d'efficacité entre mesures ciblées et mesures générales, du fait notamment des phénomènes de substitution : le ciblage des réductions de prélèvements favorisera nettement la création d'emploi et le ciblage des mesures de financement réduira les destructions d'emploi. Par exemple, pour des mesures portant sur les accises (mesures ciblées), les effets négatifs liés à la hausse de celles-ci seront réduits par rapport aux effets constatés avec une mesure non ciblée, en raison notamment des effets de substitution jouant dans le module d'allocation de la consommation privée.